

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

LUNDI 28 NOVEMBRE 2016

TOME I

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Stéphanie THIARELLO, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2016/2101/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 15 décembre 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphanie Thiarello', with a stylized flourish at the end.

Stéphanie THIARELLO

Chef du service Assemblée

SOMMAIRE

TOME I

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 2
Emargement	p. 6
Compte-rendu	p. 11
Délibérations et annexes	p. 25 à 173

TOME II

Délibérations et annexes	p. 174 à 396
--------------------------------	--------------

TOME III

Délibérations et annexes	p. 397 à 575
--------------------------------	--------------

TOME IV

Délibérations et annexes	p. 576 à 804
--------------------------------	--------------

TOME V

Délibérations et annexes	p. 805 à 396
Synthèse des décisions	p. 857 à 860
Décisions et annexes	p. 861 à 1004

Ville de
Montpellier



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 28 novembre 2016 à 19 heures**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 28 novembre 2016
- Synthèses des affaires du 28 novembre 2016
- Procès-Verbal de la séance du 20 octobre 2016

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 28 novembre 2016
19:00 – Salle du Conseil Municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœux et motions Vœu déposé par le groupe Parti socialiste, Europe Ecologie-Les Verts et Progressistes : Vœu de soutien à Alep, ville martyre en voie de destruction totale

- 1 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2016
- 2 Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2016
- 3 Débat d'orientation budgétaire 2017

Urbanisme, aménagement durable

- 4 Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Croix Lavit - Puech Villa Définition des objectifs préalables à une opération d'aménagement, engagement des études et modalités d'association du public
- 5 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 23A "ACM Habitat"
- 6 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 19B "ACM Habitat"
- 7 ZAC Port Marianne – Parc Marianne Demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique (DUP) de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne
- 8 Modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) Avis de la Ville au titre de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme
- 9 MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER
- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 5/7 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER
- 11 MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville Attribution de subvention

- 12 FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Sécurité et tranquillité publiques

- 13 Révision du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Ville de Montpellier - Approbation

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 14 Mise à disposition gratuite de salles dans les Maisons pour tous

Education

- 15 Sécurisation des écoles de la Ville de Montpellier dans le cadre des circulaires interministérielles des 29 juillet et 29 septembre 2016 - Approbation, demande de subvention et autorisation de signer les autorisations d'urbanisme nécessaires.
- 16 Attributions de subventions Ajustements des projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires
- 17 Appel à projet 2016 de l'ADEME "Economie circulaire". Lutte contre le gaspillage alimentaire Réduction des déchets alimentaires Dossier de candidature de la Ville de Montpellier Demande de subventions

Jeunesse et Sports

- 18 Modifications des dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM et A1
- 19 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2016 - 2017
- 20 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville
- 21 Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier
- 22 Quartier CROIX D'ARGENT Dénomination du Complexe Sportif Cholet Jean SCIALO

Montpellier au quotidien

- 23 Convention relative à la participation financière des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) à la lutte anti-tags et à l'affichage sauvage des stations et inter-stations de tramway du centre-ville - Autorisation de signer la convention -

Enfance

- 24 Ville de Montpellier / Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault Mise à disposition de locaux Multi-accueil "Tom Pouce"
- 25 Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson- Coeur de Ville

Economie et commerce

- 26 Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures
- 27 Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2017 - Avis du conseil municipal

Culture

- 28 Acquisition d'œuvres photographiques liées à la programmation des Lieux d'art et d'histoire
- 29 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016

Événementiel

- 30 Miss France 2017 Convention de partenariat avec Endemol Productions-Miss France Organisation SAS

Finances et patrimoine de la collectivité

- 31 Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport CLETC 2016
- 32 Attribution de compensation définitive pour l'exercice 2016
- 33 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Nouveau Saint Roch 4 M€ Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon
- 34 Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier / S.E.R.M. Grand Cœur 5 M€ Crédit Coopératif
- 35 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Nouveau Grand Cœur 4 M€ Banque Postale
- 36 SERM Société d'Equipement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 37 SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 38 MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 39 SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 40 TaM Transports de l'agglomération de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 41 Rapport annuel 2015 du délégataire EGS Enlèvements Gardiennage Service - Fourrière automobile
- 42 Attributions de subventions - Exercice 2016
- 43 Admission en non valeur Exercice 2016
- 44 Exercice 2016 - Création et modification d'Autorisation de Programme
- 45 Exercice 2016 - Décision Modificative n°1

- 46 ACM – Refinancement du contrat de prêt MPH258061EUR – Modification des dates d'effet de l'opération
- 47 Clôture du budget annexe parking de l'Hôtel de Ville
- 48 Convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures marchés publics
- 49 Adhésion au réseau "Clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion" Convention de coopération entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 50 Conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP)
- 51 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Désignation de représentants

- 52 Commission consultative des services publics locaux Désignation des représentants de la Ville
- 53 Collèges de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
- 54 Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Ressources humaines de la collectivité

- 55 Convention pour la télédéclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité
- 56 Modification des modalités de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

SEANCE PUBLIQUE DU 28 NOVEMBRE 2016

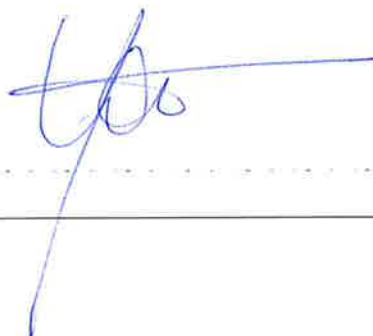
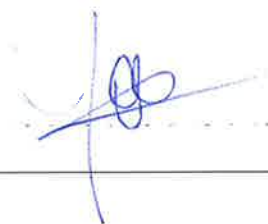
Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Sophia AYACHE 	Guy BARRAL 
Valérie BARTHAS-ORSAL 	Maud BODKIN 
Françoise BONNET 	Sabria BOUALLAGA 
Djamel BOUMAAZ 	Anne BRISSAUD 
Nancy CANAUD 	Gérard CASTRE 
Mylène CHARDES 	Robert COTTE 

<p>Christophe COUR</p> 	<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 
<p>Perla DANAN</p> 	<p>Titina DASYLVA</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Véronique DEMON</p> <p>P</p>
<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Michèle DRAY-FITOUSSI</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 	<p>Julie FRÈCHE</p> 
<p>Vincent HALUSKA</p> 	<p>Clare HART</p> 
<p>France JAMET</p> 	<p>Stéphanie JANNIN</p> 

<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 
<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Alex LARUE</p>
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> 	<p>Audrey LLEDO</p> 
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> 
<p>Jérémie MALEK</p> 	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 
<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 

Jean-Pierre MOURE 	Caroline NAVARRE 
Véronique PEREZ 	Thibault RASSAT 
Patrick RIVAS 	Brigitte ROUSSEL-GALIANA 
Cédric de SAINT-JOUAN 	Samira SALOMON  P
Marie-Hélène SANTARELLI 	Philippe SAUREL 
Séverine SCUDIER 	Sauveur TORTORICI 
Bernard TRAVIER 	Henri de VERBIZIER 
Patrick VIGNAL  P	Annie YAGUE  P

Rabii YOUSSEUS



Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 28 novembre 2016
19h00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 28 Novembre 2016

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 20 octobre 2016 et du correctif du 29 septembre 2016

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Madame LLEDO avec la procuration de Madame JAMET sort de séance.

Vœux et motions Vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre, Alep, Mossoul, Homs, Tombouctou...

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO avec la procuration de Madame JAMET entre en séance.

Vœu déposé par le groupe majoritaire : Vœu relatif au décret autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 9 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

- 1 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2016
Le Conseil prend acte.
- 2 Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2016
Le Conseil prend acte.
- 3 Débat d'orientation budgétaire 2017
Le Conseil prend acte.

Urbanisme, aménagement durable

- 4 Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Croix Lavit - Puech Villa Définition des objectifs préalables à une opération d'aménagement, engagement des études et modalités d'association du public
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)
Adopté à l'unanimité.

Monsieur LANNELONGUE sort de séance.

- 5 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 23A "ACM Habitat"
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)
Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.
Adopté à l'unanimité.

Mesdames LIZA et NAVARRE sortent de séance.

- 6 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 19B "ACM Habitat"

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Mesdames LIZA, NAVARRE et Monsieur LANNELONGUE entrent en séance.

Madame LEVY-RAMEAU sort de séance.

- 7 ZAC Port Marianne – Parc Marianne Demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique (DUP) de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 8 Modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) Avis de la Ville au titre de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame FRECHE et Monsieur MARTIN sortent de séance.

- 9 MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

Pour : 58

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 5/7 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

Pour : 58

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur MARTIN entre en séance.

- 11 MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville Attribution de subvention

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Christophe COUR ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

*Madame FRECHE entre en séance.
Monsieur COUR sort de séance.*

- 12** FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 4 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Madame LEVY-RAMEAU et Monsieur COUR entrent en séance.

Monsieur COUSQUER sort de séance.

Madame BONNET sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur MARTIN.

Sécurité et tranquillité publiques

- 13** Révision du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Ville de Montpellier – Approbation

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 14** Mise à disposition gratuite de salles dans les Maisons pour tous

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur JAMET entre en séance et récupère sa procuration.

Monsieur COUSQUER entre en séance.

Monsieur de SAINT JOUAN sort de séance.

Madame CHARDES sort définitivement de séance et donne procuration à Madame MARSALA.

Education

- 15** Sécurisation des écoles de la Ville de Montpellier dans le cadre des circulaires interministérielles des 29 juillet et 29 septembre 2016 - Approbation, demande de subvention et autorisation de signer les autorisations d'urbanisme nécessaires.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 16** Attributions de subventions Ajustements des projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 17 Appel à projet 2016 de l'ADEME "Economie circulaire". Lutte contre le gaspillage alimentaire Réduction des déchets alimentaires Dossier de candidature de la Ville de Montpellier Demande de subventions

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Jeunesse et Sports

- 18 Modifications des dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM et A1

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames JANNIN et LIZA sortent de séance.

- 19 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2016 – 2017

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

- 20 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 21 Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 22 Quartier CROIX D'ARGENT Dénomination du Complexe Sportif Cholet Jean SCIALO

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames JANNIN et LIZA entre en séance.

Madame BODKIN et Monsieur LANNELONGUE sortent de séance.

Madame SCUDIER sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur RASSAT.

Montpellier au quotidien

- 23 Convention relative à la participation financière des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) à la lutte anti-tags et à l'affichage sauvage des stations et inter-stations de tramway du centre-ville - Autorisation de signer la convention

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOSSI et Patricia MIRALLES ne prennent pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Monsieur DUMONT sort de séance.

Enfance

- 24 Ville de Montpellier / Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault Mise à disposition de locaux Multi-accueil "Tom Pouce"

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 25 Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson- Cœur de Ville

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BODKIN entre en séance.

Madame MARSALA avec la procuration de Madame CHARDES, Monsieur COUR sortent de séance.

Economie et commerce

- 26 Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Madame PEREZ ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

- 27 Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2017 - Avis du conseil municipal

Pour : 53

Contre : 2 (Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à la majorité.

Monsieur COUR entre en séance.

Culture

- 28** Acquisition d'œuvres photographiques liées à la programmation des Lieux d'art et d'histoire
Pour : 56
Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)
Adopté à la majorité.

- 29** Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
Pour : 57
Contre :
Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA avec la procuration de Madame CHARDES entre en séance.

Événementiel

- 30** Miss France 2017 Convention de partenariat avec Endemol Productions-Miss France Organisation SAS
Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO sort de séance.

Finances et patrimoine de la collectivité

- 31** Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport CLETC 2016
Pour : 58
Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 32** Attribution de compensation définitive pour l'exercice 2016
Pour : 58
Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 33** Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Nouveau Saint Roch 4 M€ Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon
Pour : 58

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mesdames KERANGUEVEN et MIRALLES sortent de séance.

- 34** Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier / S.E.R.M. Grand Cœur 5 M€ Crédit Coopératif

Pour : 56

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 35** Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Nouveau Grand Cœur 4 M€ Banque Postale

Pour : 55

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote.

Adopté à la majorité.

- 36** SERM Société d'Equipement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Le Conseil prend acte.

- 37** SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Le Conseil prend acte.

- 38** MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Le Conseil prend acte.

- 39** SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Le Conseil prend acte.

Madame LLEDO entre en séance.

Madame FRECHE sort de séance.

- 40** TaM Transports de l'agglomération de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Le Conseil prend acte.

- 41** Rapport annuel 2015 du délégataire EGS Enlèvements Gardiennage Service - Fourrière automobile

Le Conseil prend acte.

Madame FRECHE entre en séance.

- 42** Attributions de subventions - Exercice 2016

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 43** Admission en non-valeur Exercice 2016

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Mesdames KERANGUEVEN et MIRALLES entrent en séance.

- 44** Exercice 2016 - Création et modification d'Autorisation de Programme

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

- 45** Exercice 2016 - Décision Modificative n°1

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abdi EL KANDOUSSI ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

- 46** ACM – Refinancement du contrat de prêt MPH258061EUR – Modification des dates d'effet de l'opération

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Abdi EL KANDOUSSI ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

- 47** Clôture du budget annexe parking de l'Hôtel de Ville

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

- 48** Convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures marchés publics

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Messieurs DOMERGUE et MAJDOUL sortent de séance.

- 49** Adhésion au réseau "Clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion"
Convention de coopération entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 50** Conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP)

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

- 51** Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit
Pour : 56
Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)
Adopté à la majorité.

Madame HART sort de séance.

Désignation de représentants

- 52** Commission consultative des services publics locaux Désignation des représentants de la Ville
Pour : 55
Contre :
Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité.

Madame HART entre en séance.

Ont été élus :

Suppléant de P. RIVAS : S. SALOMON

Suppléant de J-M DI RUGGIERO : T. RASSAT

Suppléant de R. ASSIE : N. LIZA

Suppléant de H. MARTIN : M. DELAFOSSE

Suppléant de A. LARUE : J. DOMERGUE

Association : UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS QUE CHOISIR DE MONTPELLIER - U. F. C. QUE CHOISIR

- 53** Collèges de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
Pour : 56
Contre :
Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité.

Ont été élus :

Collèges	Quartier	Elus
Collège Camille Claudel	CENTRE	Titulaire : Caroline NAVARRE Suppléant : Valérie BARTHAS-ORSAL
Collège Gérard Philipe	CENTRE	Titulaire : Pascal KRZYZANSKI Suppléant : Marie-Hélène SANTARELLI
Collège Clemenceau	CENTRE	Titulaire : Jérémie MALEK Suppléant : Luc ALBERNHE

Collège Joffre	CENTRE	Titulaire : Guy BARRAL Suppléant : Sauveur TORTORICI
Collège Clémence Royer	CENTRE	Titulaire : Mylène CHARDES Suppléant : Maud BODKIN
Collège Fontcarrade	CENTRE	Titulaire : Jean-Marc DI RUGGIERO Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Las Cazes (Simone VEIL)	CEVENNES	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Arthur Rimbaud	CEVENNES	Titulaire : Rabii YOUSSEUS Suppléant : Jean-MARC DI RUGGIERO
Collège Croix d'Argent	CROIX D'ARGENT	Titulaire : Robert COTTE Suppléant : Sophia AYACHE
Collège Marcel Pagnol	CROIX D'ARGENT	Titulaire : Robert COTTE Suppléant : Sophia AYACHE
Collège Jeu de Mail	HOPITAUX-FACULTES	Titulaire : Séverine SCUDIER Suppléant : Patrick RIVAS
Collège Escholiers de la Mosson	MOSSON	Titulaire : Rabii YOUSSEUS Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Les Garrigues	MOSSON	Titulaire : Samira SALOMON Suppléant : Henri MAILLET
Collège François Rabelais (Alco)	MOSSON	Titulaire : Patrick RIVAS Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Les Aiguerelles	PRES D'ARENES	Titulaire : Pascal KRZYZANSKI Suppléant : Brigitte ROUSSEL-GALIANA

54 Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Ont été élus :

Lycée	Représentants de la Ville
Lycée Joffre	Titulaire : Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléant : Sauveur TORTORICI
Lycée Clemenceau	Titulaire : Séverine SCUDIER Suppléant : Maud BODKIN
Lycée Mermoz	Titulaire : Sauveur TORTORICI Suppléant : Guy BARRAL
Lycée Professionnel Jules Ferry	Titulaire : Maud BODKIN Suppléant : Jean-Marc DI RUGGIERO
Ecole Régionale Enseignement Adapté	Titulaire : Jérémie MALEK Suppléant : Jean-Marc DI RUGGIERO
Lycée Jules Guesde	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI

	Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Agricole Frédéric Bazille	Titulaire : Sonia KERANGUEVEN Suppléant : Patrick RIVAS
Lycée Professionnel Léonard de Vinci	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Rabii YOUSSEUS
C.F.A. Pierre de Villeneuve	Titulaire : Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Jean Monnet	Titulaire : Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Professionnel Pierre Mendès France	Titulaire : Sauveur TORTORICI Suppléant : Valérie BARTHAS-ORSAL
Lycée George Frêche	Titulaire : Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléant : Rémi ASSIE

Ressources humaines de la collectivité

- 55** Convention pour la télédéclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité
Pour : 56
Contre :
Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MAJDOUL entre en séance.

56 Modification des modalités de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h50.

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre, Alep, Mossoul, Homs, Tombouctou...

[Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans les villes en guerre, les familles s'enterrent dans les caves, car sortir, c'est mourir. Chaque jour, les bombardements cherchent à tuer le plus grand nombre. Les immeubles s'écroulent, les personnes restent bloquées sous les décombres. Partout des snipers, des voitures piégées, la destruction des hôpitaux, des écoles... les divers assaillants coupent les circuits d'alimentation en eau, en électricité, de fluides énergétiques (essence, diesel...) et sanitaires (les égouts), ainsi que les approvisionnements. Les spectres de la maladie et de la malnutrition surgissent. Toutes ces villes, parmi les plus anciennes de l'humanité, lieux de cultures et de patrimoines, de rencontres et d'échanges historiques, mais également lieux du pouvoir politique et économique, se trouvent aujourd'hui, au moment même où nous prononçons cette déclaration, sous la coupe de groupes armés.

Partout où les Hommes souffrent, nous nous devons de nous sentir concernés.

Après l'appel du Pape François, qui le 28 septembre dernier, a renouvelé son appel à « *s'engager de toutes ses forces dans la protection des civils comme une obligation impérative et urgente* ».

Après la déclaration de Mgr Zenari, le nonce apostolique à Damas, pointant la responsabilité de la communauté internationale. « *Ce qui se passe ne pèse pas seulement sur la conscience en grande partie de ceux qui ont la possibilité d'arrêter ce conflit ou de faire respecter le droit humanitaire international, mais je dirais que c'est une honte qui pèse sur la conscience de tous.* ».

Et après le cri de Médecins sans frontières dénonçant : « *Le droit humanitaire international est délibérément bafoué. Nous ne pouvons plus faire notre travail, alors que nous sommes confrontés à une catastrophe humanitaire* ».

La ville de Montpellier tient à exprimer solennellement sa profonde solidarité avec les populations civiles dûment frappées par ces différents conflits.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Vœu relatif au décret autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le décret 2016-1460 du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité vient modifier sensiblement les conditions de délivrance des cartes nationales d'identité.

Ces documents pourront désormais être demandés dans n'importe quelle mairie et non plus celle du domicile du demandeur.

En revanche, elles ne pourront être délivrées, tout comme les passeports, qu'à partir d'un dispositif de recueil des données biométriques, dont l'attribution et la répartition relèvent de la compétence exclusive de l'Etat.

La mise en œuvre de ce décret aurait donc deux conséquences tout aussi dommageables pour les communes et leur population :

- La perte de service rendu dans les 26 communes non équipées et l'éloignement du service pour l'utilisateur aggravant l'isolement des territoires ruraux.
- La concentration des demandes vers les cinq communes équipées du territoire métropolitain, dont Montpellier, qui verraient la fréquentation de leurs services fortement augmenter.

En 2015, 17 200 demandes de cartes nationales d'identité ont été instruites par les services de notre Ville au bénéfice de ses 276 000 habitants, population par ailleurs en augmentation constante. Sur la base des passeports traités par notre Ville pour des habitants d'autres communes, la mise en place de cette mesure entraînerait une augmentation prévisionnelle de près de 24 % du volume des demandes.

Or les moyens supplémentaires que l'Etat prévoit d'allouer à notre commune (deux dispositifs de relevés de plus passant le parc de 18 à 20 et une dotation d'environ 10 000€ supplémentaires) apparaissent clairement

insuffisants alors que l'activité nouvelle induite nécessiterait l'emploi d'agents supplémentaires dans un contexte budgétaire contraint.

Dans ce contexte, une telle mesure ne peut conduire qu'à une dégradation du service public local de proximité contraire à notre projet pour Montpellier qui place l'usager au cœur de l'action publique et contraire à nos engagements de qualité de service traduits par la certification Qualiville obtenue depuis sept ans par la ville de Montpellier.

C'est pourquoi, le Conseil municipal de Montpellier émet le vœu :

- que l'application du décret 2016-1460 soit différée et qu'il soit convenu, en concertation avec les Maires du territoire métropolitain, d'un système garantissant l'égal accès de tous aux services régaliens de proximité,
- que la mesure fasse l'objet d'une étude locale d'impact préalable à sa mise en œuvre et que ses conclusions soient partagées avec les Maires du territoire métropolitain,
- que la neutralité budgétaire de la mesure soit garantie aux communes par une compensation au réel ajoutée à leurs dotations de fonctionnement.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants, celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

1- Les modes de production et de consommation responsables.

S'inscrivent notamment dans ce cadre :

- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM) ; avec fin 2015 l'inauguration de la chaufferie bois de Joffre et au printemps 2016 l'inauguration de la chaufferie bois d'Antigone.
- La construction d'écoles à énergie positive (BEPOS – Bâtiment à Energie Positive), lauréat de la 25^{ième} édition des Trophées Eco Actions pour les 4 écoles BEPOS.
- Le plan local de déplacement et d'entreprise (PDE) ;
- La politique d'achats responsable de la Ville ; une imprimerie exemplaire labellisée IMPRIM'VERT.

2- La lutte contre le changement climatique.

S'inscrivent dans ce cadre :

- 30 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 60 millions d'euros environ ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective à long terme, d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal / mixité fonctionnelle ». Cette politique s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Les enjeux sont de construire une ville bas carbone, à haute qualité de vie pour tous ; les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur) y participent.

3- La préservation de la biodiversité.

S'inscrivent dans ce cadre :

- L'adhésion de la Ville en 2009-10 au réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la Convention sur la Diversité Biologique, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU.
- La mise en place de sa Trame Verte et Bleue.
- L'amélioration continue de la gestion des espaces verts et naturels de la ville : afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire, la ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels appliquée à l'ensemble de son patrimoine. Cette gestion s'articule autour de 4 grands axes :
 - o Economiser l'eau,
 - o Soutenir la Biodiversité locale,
 - o Réduire les pollutions et protéger les sols, avec notamment le recyclage in situ des déchets verts et le paillage des sols
 - o Former et sensibiliser avec des panneaux d'information dans les espaces verts
- L'Engagement citoyen : Huit jeunes volontaires effectuent un service civique à la Ville de Montpellier sur une mission intitulée « Sensibilisation au respect des Espaces verts et aux comportements citoyens, et pour initier aux bonnes pratiques dans les jardins familiaux et partagés ».
- L'installation de nichoirs à faucon : la Ville de Montpellier et la Ligue pour la Protection des Oiseaux Hérault, pour favoriser et sécuriser ses nichées, ont installé un gîte construit tout spécialement sur une façade de l'hôtel-de-Ville.
- L'Eco-pâturage avec une expérimentation en 2016.
- La labellisation EcoJardin : ce label, créé par Plante & Cité en collaboration avec des gestionnaires d'espaces verts, est attribué pour 3 ans sur la base d'un référentiel de gestion écologique qui permet d'évaluer, à partir de différents critères, les pratiques de gestion des espaces verts. 6 parcs ont été labellisés à Montpellier : Méric, Clemenceau et Fontcolombe, Arsonval, Magnol, la Rauze.
- Les jardins participatifs et agriculture urbaine, Jardins partagés, Montpellier Main Verte. En 2016, au total 23 jardins partagés sont présents au sein des espaces verts de la ville.
- Le projet SEVE, pour Scène d'Expression végétale Ephémère, qui est un événement original dédié au végétal, au jardinage et aux jardins, initié par un collectif de professionnels et de passionnés de nature, et organisé en partenariat avec la ville.

4- La cohésion sociale.

S'inscrivent dans ce cadre :

- L'action des Maisons pour tous, qui œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale. Ces lieux de proximité développent dans les quartiers, très régulièrement, des actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable.
- La Ville s'est également engagée à développer la démocratie participative pour répondre notamment aux enjeux de développement durable, mais à bien d'autres questions.

- Le projet Montpellier Territoire Numérique, qui contribue à la libération de données publiques
- L'action du Centre communal d'action sociale (CCAS), qui propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique.
 - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains.

S'inscrivent dans ce cadre :

- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine.
- La politique de réussite éducative volontaire, dont le Projet Educatif Territorial, travaille à intégrer crescendo les enjeux de développement durable, au travers des appels à projets notamment, mais aussi dans le cadre des accueils Temps d'activités partagées (TAP).
- Le Conseil Municipal des Enfants, qui s'inscrit progressivement dans la démarche d'appropriation du développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2016, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVÉE LE:

02 DEC. 2016

BUREAU DU COURRIER

VILLE DE MONTPELLIER

Développement Durable

Rapport 2016

montpellier.fr

Philippe SAUREL

Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée Métropole

SOMMAIRE

EDITO DU MAIRE	P.3
LE RAPPORT DE DEVELOPPEMENT DURABLE	P.4
LE BUDGET 2015	P.5
RESSOURCES NATURELLES ET CLIMAT	P.6
PRODUIRE ET CONSOMMER RESPONSABLE	p.7
 LA VILLE QUI MAITRISE SES FLUX	 p.7
Maîtriser la demande d'énergie, optimiser équipements, et pilotage	p.8
Poursuivre les actions de maîtrise des consommations d'eau des bâtiments communaux	p.14
Logistique urbaine et aires piétonnes: reconquérir la qualité de l'air	p.18
Déplacements: des mesures phares réduisent de 20% la consommation de carburant en 10 ans	p.21
 LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES/PROTECTION DE L'ATMOSPHERE	 p.28
LA VILLE PRODUCTRICE D'ENERGIE	p.28
La centrale photovoltaïque de l'hôtel de ville	p.30
Les écoles à énergie positive tiennent leur promesse	p.32
L'architecture au service de l'innovation et du climat	p.34
Etendre l'amélioration des bâtiments existants	p.37
 ECONOMIE DES RESSOURCES ET PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE	 p.39
LA VILLE INCITATRICE, PROTEGE LES PERSONNES SES RESSOURCES ET LA BIODIVERSITE	p.39
La pédagogie au service de la gestion des risques	p.40
Biodiversité et climat : s'adapter pour durer	p.45
Le Parc de Lunaret 2015	p.56
 COHESION SOCIALE, SOLIDARITE ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GENERATIONS	 p.59
UNE VILLE HUMAINE AMENAGEUSE SUR LE LONG TERME	p.59
Eco quartiers, ZACS, trame verte et bleue conjuguent les mutations de la ville adaptée	p.60
L'imagerie urbaine pour visualiser la ville	p.68

**DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT / MODES DE PRODUCTION ET DE
CONSOMMATION RESPONSABLES**

LA VILLE ECO RESPONSABLE

La formation au service de l'action
Accompagner la dématérialisation
Poursuivre et amplifier les achats durables
Encourager la réduction des déchets à la source
Une communication qui atténue son impact environnemental
Une imprimerie exemplaire qui maîtrise son impact environnemental et social
L'action extérieure de la ville de Montpellier à l'heure de la concrétisation

p.70
p.70
p.71
p.72
p.74
p.79
p. 82
p. 84
p. 86

**EPANOUISSEMENT DE CHACUN DANS SON CADRE DE VIE
LA VILLE AU SERVICE DE LA QUALITE DE VIE DES MONTPELLIERAINS**

Une ville santé
Les données publiques environnementales accessibles à tous
Une école-pilote expérimente une démarche globale de développement durable
Restauration scolaire : la lutte contre le gaspillage alimentaire
La crèche : un lieu idéal pour le durable
Soutenir la qualité et la diversité des marchés
Lutter contre la précarité énergétique
Tous éco citoyens pour participer au projet de ville propre

p.90
p.90
p.91
p.95
p.97
p.101
p.102
p.103
p.106
p.108

**EPANOUISSEMENT DE CHACUN DANS SON CADRE DE VIE
LA VILLE DU « BIEN VIVRE – ENSEMBLE »**

La maison de la démocratie, outil de proximité et de participation
Les associations actrices du social, de l'environnement et du cadre de vie
Sport pour tous et sport santé
La dynamique des générations et de l'interculturel
Le service Jeunesse : un tremplin pour l'initiative
Les Maisons pour tous, une mosaïque d'initiatives éco citoyennes
Améliorer la vie sociale des personnes en situation de handicap
L'Egalité Femmes Hommes: la ville mobilisée
Le renouvellement urbain, un projet de long terme

p.111
p.111
p.112
p.115
p.118
p.120
p.125
p.128
p.129
p. 131
p.132

POUR CONCLURE

P .137



EDITO DU MAIRE

FAIRE DU CLIMAT, UNE OPPORTUNITÉ POUR CO CONSTRUIRE UNE VILLE BAS CARBONE

Notre territoire a de nombreux atouts pour relever le défi climatique. Prenons l'exemple des laboratoires de recherche qui y sont reconnus par le niveau de leurs publications, comme la première communauté scientifique française dans les domaines de l'agronomie, de l'environnement et de la biodiversité.

La Ville, dans le sillage de la Métropole, qui porte le Plan Climat Energie Territorial (PCET), s'inscrit également dans cette logique, et organise la baisse de ses émissions de gaz à effet de serre. Le plan climat de seconde génération intégrera bientôt le thème de l'Air. Dans cette optique, la Métropole a postulé à l'appel à projets « Villes respirables » lancé par le ministère de l'Ecologie, qui consiste à mettre en place une logistique urbaine « moins émettrice de gaz à effet de serre » dans le centre-ville.

En 2016, le pain bio-local, et un cycle de menus « alternatifs-éco citoyens » se sont installés dans l'alimentation de 12 400 élèves demi-pensionnaires des 123 écoles et accueils de loisirs de la Ville, l'objectif est de nourrir les élèves de la manière la plus équilibrée, la plus locale et durable possible. Cela va nous permettre de réduire ensemble notre impact sur le climat, les ressources et la qualité de l'air, tout en préservant notre art de vivre fondé sur la convivialité. Montpellier est une ville unique et si on aime y vivre, c'est en effet parce qu'elle possède tous les atouts et services d'une grande ville, mais conserve des qualités bien méditerranéennes, et la douceur de vivre d'une métropole à taille humaine, innovante.

Elle possède l'un des plus grands espaces piétonniers d'Europe, et en concertation avec les habitants des quartiers, continue de l'étendre. Par ailleurs la ville poursuit la construction de ses Eco quartiers, de ses écoles à Energie Positive, et est régulièrement primée pour ses innovations. Les nouveaux quartiers s'inscrivent dans la continuité du cœur de ville, où l'espace public, sa propreté, font l'objet d'initiatives multiples. Ce que je veux, c'est bâtir avec les Montpelliérains, un cœur de ville attractif. L'attractivité de notre centre-ville, son cadre et sa qualité de vie, comme son activité économique (commerce, emploi, logement) sont des chantiers de chaque instant, sur lesquels j'ai présenté récemment un plan d'actions pour un cœur de ville dynamique. Un plan d'actions qui donne à tous la clarté et le calendrier de mise en œuvre des engagements pris, afin de faire de l'Écusson et des faubourgs, *la ville durable de demain*.

Vous le savez, je veux construire la ville avec les habitants, en associant toutes les forces vives et les citoyens. Vous connaissez ma conviction : c'est en dialoguant, soutenant et encourageant toutes les énergies que nous pouvons améliorer le quotidien et préparer l'avenir.

Philippe SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée Métropole

LE RAPPORT DE DEVELOPPEMENT DURABLE / POUR QUE L'AMELIORATION CONTINUE !

L'OBJECTIF DU RAPPORT EST D'INTEGRER LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATEGIE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, AU TRAVERS DU BUDGET ANNUEL, MOMENT CLE OU LES POLITIQUES SE DEFINISSENT.



IL FAIT REFERENCE AUX 5 FINALITES DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU CADRE DE REFERENCE AGENDA 21 :

- Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère ;
- Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources ;
- Epanouissement de tous les êtres humains ;
- Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations ;
- Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

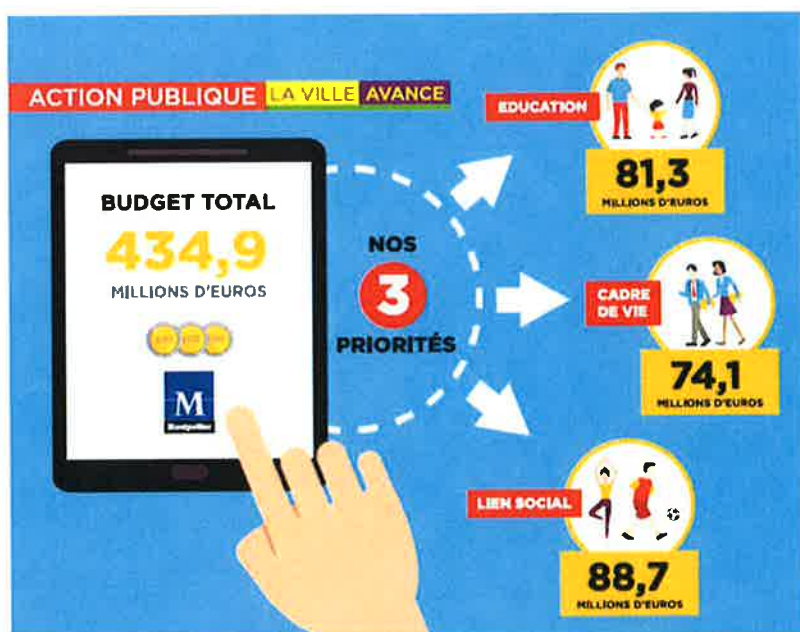
LA PRESENTATION DU PROCESSUS D'ELABORATION, DE MISE EN ŒUVRE ET D'EVALUATION PEUT S'ORGANISER SUR LA BASE DES 5 ELEMENTS DE DEMARCHE SUIVANTS :

- La participation des acteurs ;
- L'organisation du pilotage ;
- La transversalité de l'approche ;
- Le dispositif d'évaluation partagé, continu.

LE TOUT, AU SERVICE D'UNE
STRATEGIE D'AMELIORATION CONTINUE.

UN BUDGET TOURNE VERS L'ACTION

Etabli dans un climat économique difficile, le budget 2016 de la ville de Montpellier privilégie un niveau d'investissement élevé, sans augmenter la fiscalité.



Source : MNV avril 2016

Ces 3 axes budgétaires répondent également au diagnostic du plan climat, qui identifie entre autre que :

- L'enseignement est la compétence qui a l'impact le plus important (34% des émissions De Gaz à Effet de Serre pour les trajets des personnels et parents-enfants vers l'école).
- Ensuite nous savons que l'habitat et la mobilité sont deux priorités complémentaires pour réduire nos émissions et prendre toujours plus le virage vers la ville post carbone (les aménagements et le cadre de vie).
- Enfin, seule une mobilisation citoyenne de la population qui désire faire évoluer ses modes de vie, peut permettre d'arriver à destination (lien social).

RESSOURCES NATURELLES ET CLIMAT : CHANGER LA DONNE A NOTRE ECHELLE TERRITORIALE

L'humanité va vivre à crédit à partir du 8 août

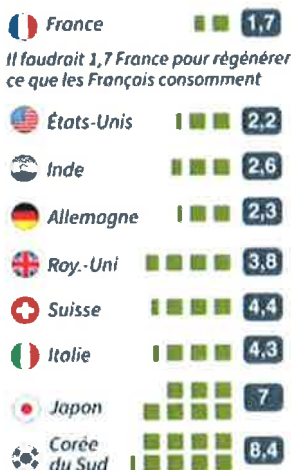
Le «jour du dépassement» symbolise le moment de l'année où l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la Terre peut renouveler en un an

► Surfaces nécessaires aux besoins des populations

■ de la Terre



■ Par pays

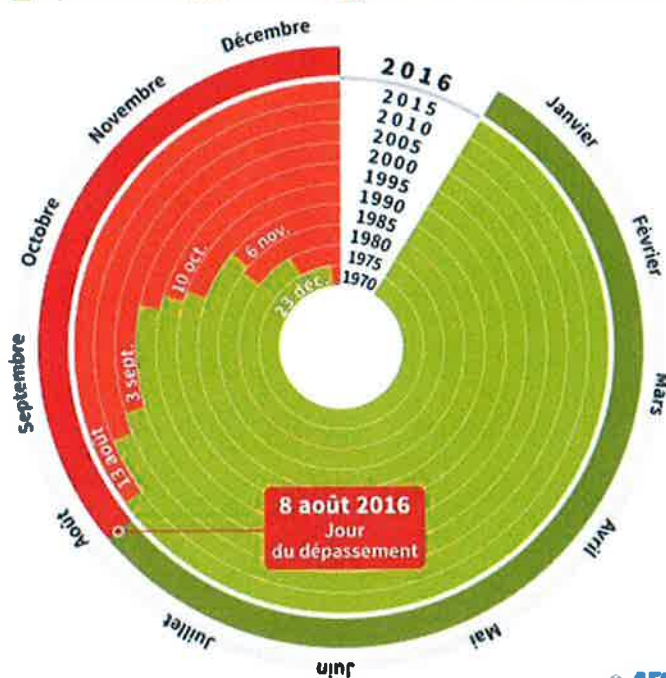


Source : Global Footprint Network

► Le «jour du dépassement» : de plus en plus tôt

Durée de consommation et de pollution générée par l'humanité :

■ régénérée et absorbée par la Terre ■ que la Terre ne peut plus régénérer



AFP

ECOREPERES

Le coût de la surconsommation des ressources est déjà visible à l'échelle globale : pénuries d'eau, désertification, érosion des sols, chute de la productivité agricole et des stocks de poissons, déforestation, disparition des espèces », déplorent les ONG (WWF et Global Footprint).

PRODUIRE ET CONSOMMER RESPONSABLE



Source : MNV mars 2016

Valorisant les villes les plus exemplaires, le Trophée des Eco maires décerné à la Ville en 2015 est venu notamment récompenser la politique menée en matière de développement durable par la Ville, notamment la construction de quatre écoles Bepos.

LA VILLE QUI MAITRISE SES FLUX

MAITRISER LA DEMANDE D'ENERGIE, OPTIMISER EQUIPEMENTS, ET PILOTAGE

ENJEUX

LA LOI DE TRANSITION ENERGETIQUE : *un texte majeur pour l'avènement non seulement d'un nouveau modèle énergétique mais, plus largement, d'un nouveau modèle de développement et de société* ». Le texte fixe une série d'objectifs et engage une batterie de mesures qui visent à une plus grande sobriété et une meilleure efficacité énergétiques, à la sortie du « tout-nucléaire » et à la promotion des filières renouvelables, ainsi qu'au développement des initiatives énergétiques dans les régions, Métropoles et villes.

MAITRISER LES DÉPENSES A MONTPELLIER

Toutes les factures d'énergies des bâtiments communaux sont centralisées et traitées par le service énergie, afin de vérifier et détecter les anomalies de facturations et d'optimiser les contrats de fourniture d'énergies. Plus de 55 % des dépenses liées à l'énergie correspondent aux consommations électriques.

ECOREPERES

- Le Plan Climat de Montpellier Méditerranée Métropole est labellisé « Territoire à énergie positive pour la croissance verte ».
- La ville de Montpellier a remporté le trophée des Eco Maires, dans la catégorie « Innovations », avec ses 4 écoles Bepos (Bâtiments à Energie Positive)."

RESULTATS

« Etre exemplaire dans la transition énergétique ».

RETOURS d'EXPERIENCES du CONSEILLER MUNICIPAL DELEGUE AUX ECONOMIES D'ENERGIE

Le conseiller municipal délégué aux économies d'énergie a assisté aux Assises européennes de la transition énergétique et y a représenté la ville.

Quel était l'objet de ces Assises ?

C'est le plus grand rendez-vous annuel sur la transition énergétique des collectivités territoriales françaises. C'est un lieu d'échanges, de bonnes pratiques et de retours d'expériences. *Nous devons aller vers plus d'énergies renouvelables*, changer nos modes de consommation pour réduire notre impact écologique sur la planète.

Montpellier est-elle engagée dans cette transition énergétique ?

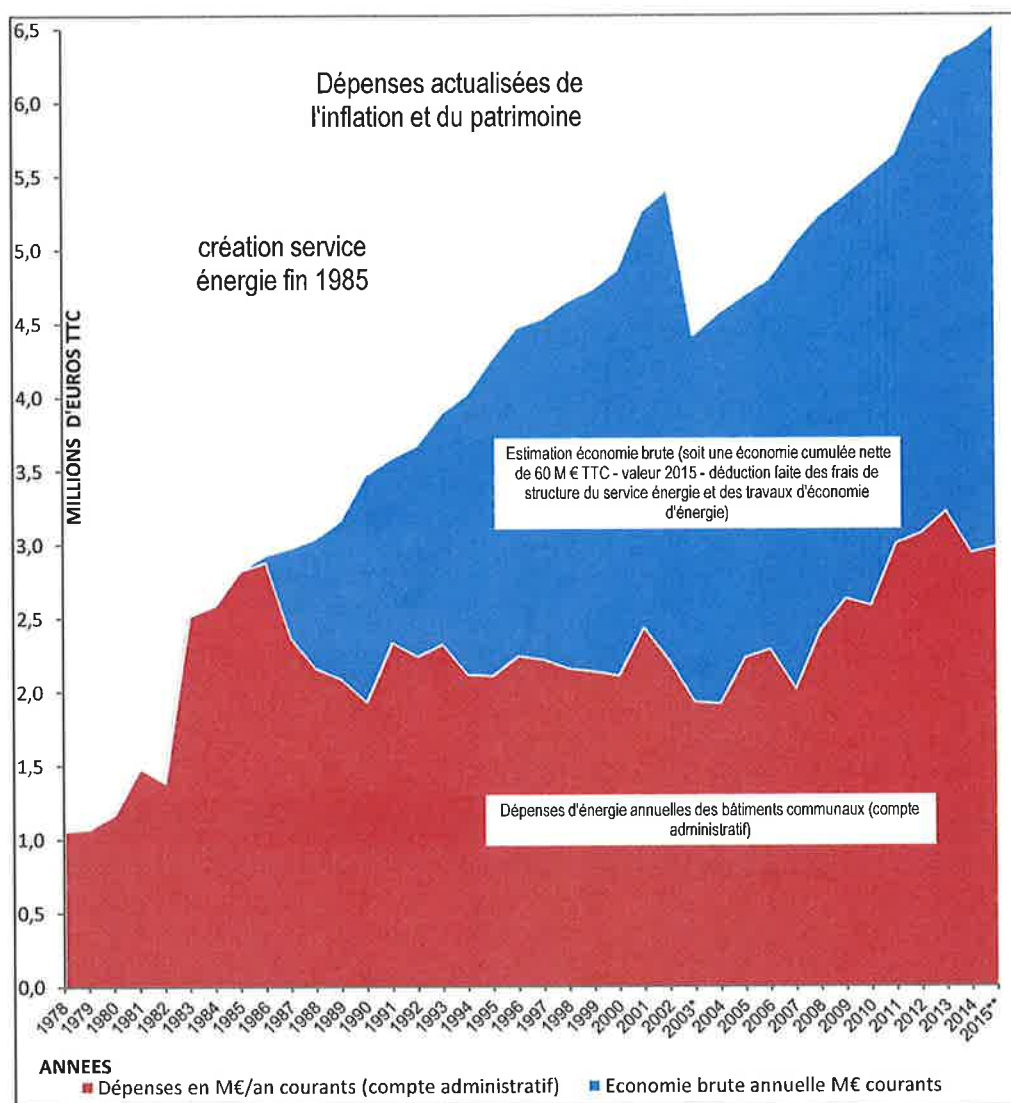
Nous avons une politique volontaire. Une étude de faisabilité pour l'installation de capteurs solaires, photovoltaïques et thermiques est systématique lors de chaque construction ou rénovation. Quatre écoles à énergie positive ont été construites, dont trois sont raccordées au réseau de chaleur urbain de la ville fonctionnant majoritairement au bois. La Ville a reçu le Trophée Éco-actions 2015 pour ces écoles. Ce prix « Monde et Climat » récompense les quatre écoles à énergie positive (François Mitterrand, Beethoven, Chengdu et André Malraux). Il faut aller plus loin encore, être plus audacieux.

De quelle façon ?

Nous voulons que Montpellier soit exemplaire en termes de transition énergétique. Le coût financier est important et nous devons faire preuve d'imagination. Pourquoi ne pas mettre en place un *financement participatif pour les habitants afin d'installer des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments communaux de leur quartier* ? L'électricité produite est vendue et les dividendes reviennent aux investisseurs. Idem pour les travaux d'isolations thermiques. Il est indispensable d'associer les citoyens aux projets de ce type.

(Source : MNV mars 2016)

ECONOMIES ISSUES DE LA MAÎTRISE DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE DE LA VILLE



* transfert en 2003 de 21% du patrimoine bâti à la communauté d'agglomération de Montpellier devenue Métropole // ** provisoire

L'ÉLECTRICITÉ :

Depuis 1985, toutes les factures d'énergie des bâtiments communaux sont centralisées et traitées par le service énergie, afin de vérifier et détecter les anomalies de facturations et d'optimiser par la même occasion, les contrats de fournitures d'énergies, au fur et à mesure que les équipements sont modifiés ou renouvelés. Etant donné que plus de 50 % des dépenses liées à l'énergie pour les bâtiments communaux correspondent aux consommations électriques (66% en 2015). La ville de Montpellier a également décidé de mettre en place, des compteurs et sous-compteurs électriques reliés à la Gestion Technique Centralisée (GTC), afin de mieux maîtriser les consommations en énergie, et plus particulièrement celles qui concernent l'électricité. Les consommations électriques proviennent d'une multitude d'appareils fonctionnant à l'électricité, possédant diverses plages d'utilisations (période hivernale, quotidienne, hebdomadaire, ou encore ponctuelle). Toutefois le suivi des factures d'électricité n'est pas suffisant pour maîtriser au mieux la consommation électrique des bâtiments. C'est pourquoi il est devenu indispensable de sous-compter l'électricité, afin de comprendre OU et QUAND cette énergie est consommée.

LES ACTIONS MISES EN PLACE POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES ÉNERGÉTIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER SONT :

- › le recrutement d'un agent chargé du suivi énergétique
- › l'optimisation tarifaire des contrats de fourniture d'électricité,
- › la mise en place progressive d'éclairage performant dans les bâtiments (tubes T5 avec ballasts électroniques et détection de présence et de luminosité),
- › la suppression du chauffage électrique et remplacement par un chauffage à eau chaude,
- › l'optimisation de la puissance des moteurs et pompes (variation électronique de vitesse),
- › la limitation de la climatisation, notamment par la diminution des surfaces vitrées et la mise en place de brises soleil extérieur.

LA MAÎTRISE DES FLUX, COMMENCE PAR LA MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE, ET DONC PAR LA MESURE DES CONSOMMATIONS

MAÎTRISE DE LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ DEPUIS 1986

ELECTRICITE	1986/1987	2015	ECART	%
Puissance souscrite à EDF (kW)	10 835	11 006	171	1,58%
	13 222	12 785		
Consommation annuelle (kWh)	192	828	-436 364	-3,30%
Coût annuel (€ TTC)				
--> en € courants	1 417 815	1 979 843	562 028	39,64%
--> coût 1987* actualisé patrimoine et inflation (en € 2015)		3 276 026	-1 296 183	39,57%
* patrimoine : +33,1% et inflation : +73,6%				

Constance dans l'optimisation de la conception énergétique des équipements , assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de

Montpellier, par une réflexion sur le *coût global* des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. Pour y parvenir, la ville de Montpellier diffuse à tous les agents municipaux, et à tous les intervenants, dès la conception et la réalisation des bâtiments communaux, un document résumant les prescriptions en matière d'isolation thermique, de technique de chauffage, d'éclairage naturel des locaux, et de confort d'été. Une note du Directeur Général des services informe l'ensemble de l'Institution, sur les usages de l'énergie dans les bâtiments.

Performance dans l'optimisation de l'entretien et du pilotage des équipements climatiques

L'entretien de toutes les chaufferies des bâtiments communaux, ainsi que par convention ceux du CCAS et de la Métropole de Montpellier (environ 350 sites), se fait en régie. Ce choix permet une bonne réactivité et assure la maîtrise optimale des consommations d'énergie : + 1°C de dérive dans les bâtiments induit + 10% de surconsommation de chauffage. L'appui de la télégestion sur **175 sites** permet non seulement d'agir rapidement en cas d'anomalies, mais aussi de constater des dérives éventuelles, non seulement sur le chauffage, mais aussi sur les consommations d'électricité et d'eau.

Installation de compteurs et de sous-compteurs d'électricité communicants

Pour connaître au mieux où partent les dépenses d'énergie électrique, le service Énergie de la Ville de Montpellier a décidé d'installer, dans certains bâtiments communaux, des compteurs et de sous compteurs d'électricité communicants, depuis 2013.

ECLAIRAGE DE NOËL : DIMINUER L'EMPREINTE CARBONE DE LA VILLE



(Source / photothèque ville de Montpellier)

Améliorer le bilan environnemental, de la période des fêtes de Noël par une compensation carbone : Montpellier est une des rares villes françaises à supporter l'intégralité du coût des illuminations de Noël. Un coût qui se chiffre à 500 000 euros. La société à qui a été confié l'embellissement des rues, adhère au programme de **Yan Arthus Bertrand**. Elle participe au **reboisement de jardins agro forestiers au Pérou**.

Soulignons que la participation au reboisement pour la Ville de Montpellier est toujours défini selon un calcul de dégagement de CO₂ dû à l'électricité consommée par les illuminations (d'où un équivalent d'arbres à planter), réalisé à partir d'une formule mathématique définie par l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie). La compensation carbone n'est qu'une étape de courte durée, l'objectif restant ici, à moyen terme, la production électrique à partir de sources renouvelables (solaire en toiture...).

La seconde action de compensation concerne la **protection des abeilles** via l'association « **Un toit pour les abeilles** ».

La ville parraine ainsi deux ruchers, qui permettent de récolter **200 pots de miel de 125 g**.



(Source / un toit pour les abeilles)

PISTES D'AMELIORATION

- **Energie** : Continuer à assurer le confort des usagers au meilleur coût
- **Eclairage de Noël** : faire connaître et partager cette expérience de compensation carbone, avec les acteurs du territoire pour les sensibiliser.

POURSUIVRE LES ACTIONS DE MAITRISE DES CONSOMMATIONS D'EAU DES BATIMENTS COMMUNAUX



Source : site de la Métropole

ENJEUX

Préserver la qualité de la ressource en eau revêt des enjeux environnementaux, sanitaires et économiques majeurs pour nos sociétés. Les écosystèmes aquatiques abritent une très forte diversité d'espèces animales et végétales dont l'état et la dynamique sont sensibles à la composition chimique, biologique ou physique de l'eau.

De surcroît, l'eau constitue une ressource nécessaire à l'homme qui la consomme quotidiennement et aux sociétés qui l'utilisent pour leur développement.

Or les activités humaines peuvent constituer une menace sur la qualité de la ressource en eau par les substances qu'elles introduisent dans le milieu. Une eau aux qualités physico-chimiques et biologiques dégradées est source de risques pathologiques pour l'homme et peut remettre en cause non seulement la durabilité et la pérennité des activités humaines mais également le bon état de la ressource nécessaire aux fonctions environnementales.

(Source : <https://www.agropolis.fr/pdf/chapitres-dossier-ressources-en-eau/ressources-en-eau-preservation-et-restauration-qualite-eau.pdf>)

ECOREPERES

En mai 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a fait le choix de gérer l'eau potable en régie publique, à compter du 1er janvier 2016.

La régie est un mode d'organisation qui permet aux collectivités de prendre directement en charge la gestion d'une activité ou d'un service plutôt que de déléguer à une entreprise privée.

Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de reprendre la gestion de l'eau potable, en régie publique, dans le cadre d'une gouvernance transparente et partagée. Ce nouveau mode de gestion va permettre de baisser le prix de l'eau, d'améliorer la qualité de service et de veiller plus efficacement à la protection de la ressource.

- Transparence.
- Baisse du prix de l'eau.
- Amélioration de la qualité.
- Protection de la ressource

RESULTATS

UNE EAU AU JUSTE PRIX

Le 1er janvier, le prix de l'eau (AEP) baisse à Montpellier, comme dans 12 communes de la Métropole où la Régie des Eaux prend l'eau potable en gestion directe.

-10 % SUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN 2016

La Régie des Eaux choisie par la Métropole prend le service d'eau potable en gestion directe au 1er janvier. Conséquence : la baisse de 10M% du prix de l'eau sur la part alimentation en eau potable (AEP). Dans le détail, le prix du mètre cube d'eau se décompose entre les taxes fixées par l'État, le prix de l'assainissement des eaux usées, fixé par la Métropole sur ses 31 communes et celui de l'eau potable, fixé par la Régie des Eaux sur les 13 communes relevant de sa compétence. La gestion directe du service de l'eau en régie est économe. La Régie publique prélève 0,75 euro/m³ pour son fonctionnement, quand l'ancien délégataire privé prélevait 1,19 euro/m³. Cela permet de multiplier par quatre la réserve qui servira aux investissements nécessaires pour sécuriser l'approvisionnement, rénover les réseaux, traquer les fuites... Pour 2016, la Régie des Eaux dispose d'un budget de plus de 9 millions d'euros pour l'investissement. Dans le cadre de la convention d'objectifs signée avec la Métropole, elle mettra en œuvre une stratégie de gestion qui replace l'usager au cœur du service, protège la ressource et garantit l'accès à l'eau pour tous.

Dotée d'un conseil d'administration composé d'élus locaux, de personnalités qualifiées, d'un représentant du personnel et d'associations d'usagers, elle vise une gestion de l'eau plus transparente, plus responsable et plus solidaire.

regiedeseaux.montpellier3m.fr et 0 969 323 423



EN INTERNE / LA VILLE PRATIQUE LA MAÎTRISE DES CONSOMMATIONS D'EAU –

COMMENT ? PAR :

LA RELÈVE DES COMPTEURS D'EAU

LES INFORMATIONS À RECUEILLIR:

- l'emplacement du compteur
- l'index (en m3 puis en litres)
- la référence (et indirectement l'année)
- la marque
- le type
- l'année (de pose ou du compteur)
- le diamètre
- le débit nominal
- le sens du passage de l'eau

LA GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE (GTC)

Buts de la GTC :

- recueillir les consommations d'eau à distance
- interpréter les résultats
- repérer les anomalies sur le bâtiment
- réparer les fuites

LA SÉPARATION DES COMPTEURS

Buts de la séparation des compteurs :

- éviter de payer la part « assainissement » sur les consommations des Espaces Verts » (ce qui correspond environ à 42% de la facture totale).
- suivre et contrôler les consommations d'eau des bâtiments et des Espaces Verts (par GTC et/ou relève).

LE SUIVI DES FACTURES VEOLIA

Buts du suivi des factures

- vérifier les index des compteurs relevés (par Veolia) et les comparer aux index relevés par nos soins
- contrôler la différence d'index (entre les index du semestre précédent et celui en cours)
- vérifier le calcul des dégrèvements (vérifier si la part assainissement a été déduite)
- s'assurer que le service des Eaux n'a pas réalisé une « estimation » de consommation.

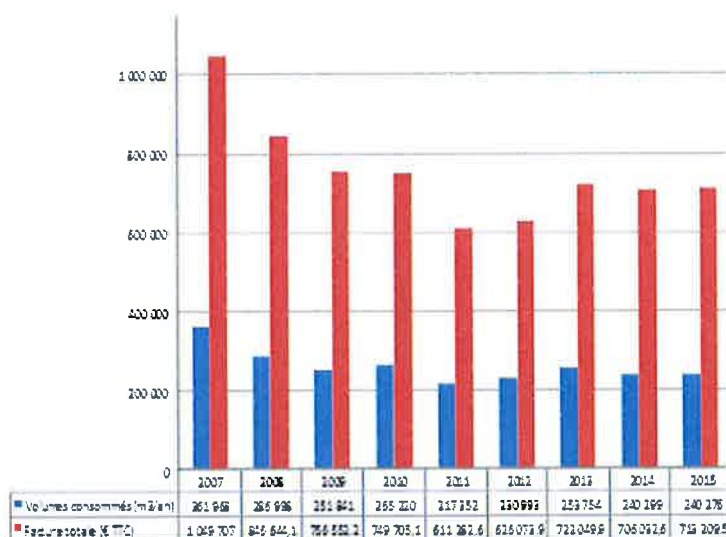
RÉCAPITULATIF DES ÉCONOMIES CUMULÉES DEPUIS 2007 (en 2015):

- Les économies engendrées depuis 2007, avoisinent les 1 500 000 €.
- Les Recherches et réparations anticipées des fuites (GTC, relèves manuelles, etc.) : représente environ 50% des économies.

2016

Pour les chiffres 2016, ils paraîtront en décembre, mais au regard du 1^{er} semestre, le volume de consommation total sur l'année 2016 est sensiblement inférieur à celui de 2015. Les résultats pourront cependant varier en fonction des aléas sur le réseau (fuites sur le 2nd semestre). Mais le suivi des fuites reste en principe un bon rempart contre des dérives liées à la non détection le plus rapidement possible, après leur déclenchement.

Cette baisse permet de démontrer l'importance de l'action du gestionnaire de fluides, car le patrimoine ne cesse d'augmenter et la tendance des consommations reste à priori cette année aussi à la baisse.



PISTES D'AMELIORATION

1°- Courant 2016-17 : Poursuite de l'installation de matériaux hydro-économes, dans les crèches et écoles. Et en priorité sur les écoles en démarche éco responsable.

2°- Faire connaître et informer le personnel des crèches et des ALSH, des différentes actions mises en œuvre par la ville (réunion de présentation), notamment par l'installation des produits hydro-économes sur les robinets et douches.

3°- Mettre en place des régulateurs de pression si la pression est supérieure à 3 bars (potentiel d'économies).

4°- Elaborer un bilan des historiques de consommations par bâtiment (fiche de synthèse eau) qui sera destiné aux responsables / techniciens/ agents / directeurs pour les sensibiliser d'avantage.

5° - L'optimisation des abonnements d'eau

LOGISTIQUE URBAINE ET AIRES PIETONNES : RECONQUERIR LA QUALITE DE L'AIR



ENJEUX

La synthèse des travaux du Débat National sur la Transition Energétique présentée en juillet 2013, fait de la **mobilité durable**, l'un des enjeux majeurs de la transition énergétique (enjeu n°6). Selon une étude de l'ICMA (Centre pour l'Analyse Marketing de l'IESEG School of Management) auprès de 9000 français actifs fin 2014 pour le groupe d'intérim RANDSTAD, en moyenne **4%** des français vont travailler en 2 roues. En Languedoc Roussillon, c'est **6%**. Notre région est en seconde position derrière la Provence (7%). Autre bon point, le Languedoc est en tête pour le covoiturage, un mode de transport en pleine expansion (5%). Un réel gisement de nouveaux « reports modaux » existe cependant. Le report modal est l'action de remplacer un mode de transport saturé par un autre pour décongestionner le premier.

Dans un contexte où la mobilité est de plus en plus connectée, c'est une nouvelle borne multi usages, que les Montpellierains peuvent découvrir dans le hall de la Mairie, depuis le 23 mai. Un nouveau service offert aux usagers du réseau de transports TaM, qui peuvent accéder librement à la plateforme internet, mais également scanner des documents, prendre une photo, et remplir ainsi sur place toutes leurs formalités d'abonnement, renouvellements de contrats etc. Dix bornes de ce type sont ainsi réparties sur la ville. Une offre de services qui s'inscrit dans le développement constant de la multi modalité par les usagers (tramway, bus, vélopartage, auto partage, stationnement), et l'augmentation de fréquentation des outils numériques de plus de 40 % (avec une moyenne de 15 000 connexions journalières fin 2015). Toutes les opérations possibles aujourd'hui dans les Espaces Mobilité TaM sont désormais disponibles via internet, depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone :

- faire ses démarches : création de carte, demande de droits à réduction, déclaration de perte... ;
- acheter et télécharger ses titres de transports ;
- s'inscrire à des alertes : sur le trafic des bus et des tramways, disponibilités des services Vélomagg et parkings, suivi des abonnements... ;
- mettre à jour sa situation : acheter et télécharger ses titres ;
- faire une réservation pour un transport avec RésaTam ;
- prendre un rendez-vous avec un conseiller en Espace Mobilité ou accéder à sa messagerie... tam.voyages.com

Ce nouveau service s'appuie sur des technologies de pointe développées par des partenaires industriels reconnus : Micropole, Cityway, Xerox, Urban System, Actool, Scheidt & Bachmann, Smoove, Metavera et PayByPhone.

Démarches en ligne, gestion des abonnements, alertes trafic, suivi de consommation... Depuis le 23 mai, de nouveaux outils numériques et interactifs vous permettent de maîtriser au mieux votre mobilité.

ECOREPERES

CONTEXTE / CONCERTATION ZONE 30 À SAINT-MARTIN

L'adjointe déléguée au plan de circulation, l'adjoint au quartier Prés d'Arènes et celui chargé du cadre de vie, ont animé le 23 mars la réunion de concertation sur le sens de circulation de Saint-Martin, qui passe en zone 30. Les rues Campanules, Fenouils, Pivoines, Cyprès, Épicéas, Abricotiers et Tulipes (partie nord) seront en sens unique. Le double sens demeure rue de la laïcité (partie basse) et au carrefour des rues Pivoines, Tulipes, Campanules avec un sens prioritaire. Création de 68 places de stationnement (2 pour les personnes à mobilité réduite). (Source : MNV Avril 2016)

LIGNE 4 : PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY CIRCULAIRE DE FRANCE

La compétence Mobilité est à présent presque entièrement transférée à la Métropole. Le 1er juillet, les usagers ont profité du bouclage de la ligne 4 de tramway. À cette occasion, plusieurs manifestations ont eu lieu pour fêter l'événement. Première ligne de tramway circulaire de France, elle dessert, grâce à ses 3 nouvelles stations (Albert 1^{er}, Cathédrale, Peyrou, Arc de Triomphe, Saint-Guilhem, Courreau), les sites patrimoniaux exceptionnels du cœur de l'Écusson qui feront l'objet de visites commentées gratuites par l'Office de tourisme. tam-voyages.fr (Source : MNV juin 2016)

RESULTATS

PIETONNISATION : NOUVEAUX ZONAGES

› Plan local de déplacements : une nouvelle aire piétonne

› Une réunion de concertation a eu lieu le 20 janvier. Elle concernait la création d'une aire piétonne qui accompagne le bouclage de la ligne 4 de tramway.

Avec le bouclage de la 4e ligne de tramway sur les boulevards Henri-IV et Louis-Vialleton, la Ville souhaite piétonniser un nouveau secteur de 16 900 m², délimité par la rue Auguste-Broussonnet, le boulevard Henri-IV, la rue de l'École-de-Médecine, la rue Bechamp, la rue Jean-Jacques-Rousseau, la rue du Faubourg-Saint-Jaumes, la rue du Puits-du-Palais, la place d'Aviler, le boulevard Louis-Vialleton. Conjointement à l'enquête publique menée en janvier, le maire a tenu une réunion publique de concertation, le 20 janvier à la salle Nogaret, pour informer et discuter avec les riverains, résidents ou professionnels, des futurs

aménagements. Pour débiter le rendez-vous, le maire et les services de la ville ont fait une présentation du projet. Indiquant que cette piétonisation a pour but d'améliorer le cadre de vie des riverains (moins de bruit et de pollution) et de contribuer au dynamisme du centre-ville (30 000 voyageurs/jour qui emprunteront la L4 drainant un flux important de « visiteurs »). La parole a ensuite été donnée aux participants qui ont posé de nombreuses questions aux élus et techniciens présents. Des interrogations qui portaient sur les sens de circulation à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre, les entrées et sorties de la zone... Pour certains cas particuliers, les riverains ont pu directement prendre rendez-vous avec les élus et les services. Les commerçants du cœur de ville ont quant à eux été rassurés : les accès aux parkings de la Préfecture et du Palais de justice ne changeront pas. Pour ce qui est du calendrier de la mise en service de cette nouvelle aire piétonne, elle est effective début juillet, en même temps que le lancement de la L4 de tramway. *Les participants ont également posé des questions sur la future piétonisation de leur quartier.* (Source : MNV Février 2016)

Les autorisations de circuler dans l'aire piétonne sont accordées par le

Guichet Aire Piétonne

19 rue Durand

Tél. 04 34 88 76 90 (serveur vocal) ou

airepietonne@ville-montpellier.fr



Source : MNV JUIN 2016

PISTES D'AMÉLIORATION

- Poursuivre la piétonisation, en concertation avec les habitants.

DEPLACEMENTS : DES MESURES PHARES ONT REDUIT DE 20% LA CONSOMMATION DE CARBURANT EN 10 ANS

ENJEUX

L'objectif environnemental, clairement fixé par la loi sur l'air en 1996, s'est vu renforcé par l'irruption de nouveaux défis, au centre desquels se trouvent les émissions des gaz à effet de serre et leur influence sur le climat. L'adoption de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) a imposé le principe d'évaluation environnementale continue des politiques publiques d'aménagement, et l'intégration de la consommation d'espace, de la protection des milieux et de la biodiversité, à toutes les échelles dans cette évaluation.

La loi de transition énergétique, entend réduire les émissions de particules et améliorer la qualité de l'air, avec la création de zones à circulation automobile restreinte, et le déploiement d'un réseau de bornes pour recharger les véhicules électriques.

Le Ministère de l'environnement a dévoilé pour la Journée nationale de la qualité de l'air, la liste des 25 collectivités lauréates de l'appel à projet "Villes respirables en cinq ans". Les territoires bénéficieront d'un accompagnement de l'ADEME et de l'Etat pour la mise en œuvre de zones à circulation restreinte et sur d'autres politiques publiques de lutte contre la pollution. La ville-métropole a répondu et a été retenue à l'appel à projet « ville respirable ».



PREPARER L'APRES PETROLE

ECOREPERES

Zone à circulation restreinte et mesures pour la mobilité durable

L'un des critères d'éligibilité à l'appel à projet est la création ou a minima la préfiguration d'une zone à circulation restreinte.

Cela veut dire que sur le territoire des collectivités lauréates, le maire pourra délimiter par arrêté des zones où ne pourront circuler qu'une catégorie de véhicules déterminées. Une façon de contraindre les automobilistes à troquer leur vieux véhicule thermique vers des modèles moins polluants, voire hybrides ou électriques via le super bonus (Aides d'Etat).

Grâce à ce mécanisme, l'Etat donne les moyens aux collectivités d'améliorer la qualité de l'air en ville, tirant ainsi les leçons de l'échec des ZAPA.

Par ailleurs, les lauréats se sont engagés à mettre en place des mesures de transition énergétique dans divers domaines dont l'industrie, le logement et la mobilité. Montpellier vise notamment à réorganiser la livraison en centre-ville avec des véhicules mutualisés et peu polluants.

Rappelons que l'Europe presse la France depuis quelques années pour rétablir une bonne qualité de l'air dans ses villes.

RESULTATS

LE PLAN DE DEPLACEMENTS D'ETABLISSEMENT DE 2^{NDE} GENERATION

L'évolution de la mobilité au sein des collectivités territoriales ne fera pas l'impasse sur les enjeux environnementaux et économiques actuels. En effet, les initiatives prises durant ces dernières années montrent la volonté des acteurs concernés d'aller vers la mobilité du futur, comme le souligne le CNFPT.

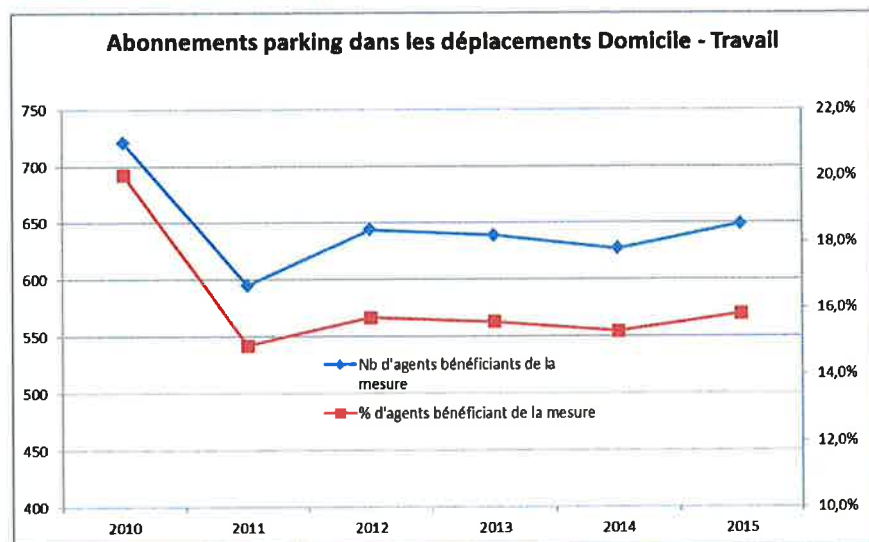
Quels sont les outils existants et, d'avenir susceptibles d'aider les gestionnaires de flottes de véhicules et de plans de déplacements d'entreprise, à bâtir avec les élus les politiques d'une mobilité sobre ? Voici ce que la ville de Montpellier a mis en place.

BILAN PDE AU 31-12-2015

1) ABONNEMENTS PARKINGS (PDE D-T)

Depuis l'effet Nouvel Hôtel de Ville et nouveau PDE, la situation est relativement stable depuis 2012

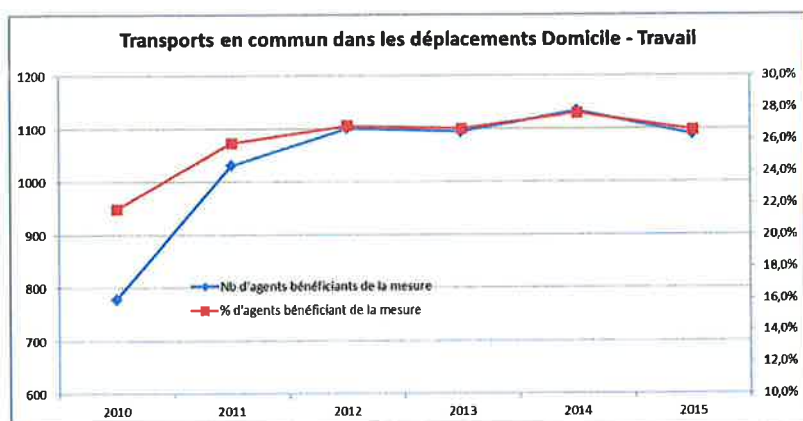
Abonnements parking	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nb d'agents bénéficiants de la mesure	721	595	644	639	627	649
% d'agents bénéficiant de la mesure	20,0%	14,9%	15,7%	15,6%	15,3%	15,8%



2) ABONNEMENTS TRANSPORTS EN COMMUN (PDE D-T)

Après une progression continue pendant 10 ans, stabilisation observée en 2010, avec un taux d'abonnement important.

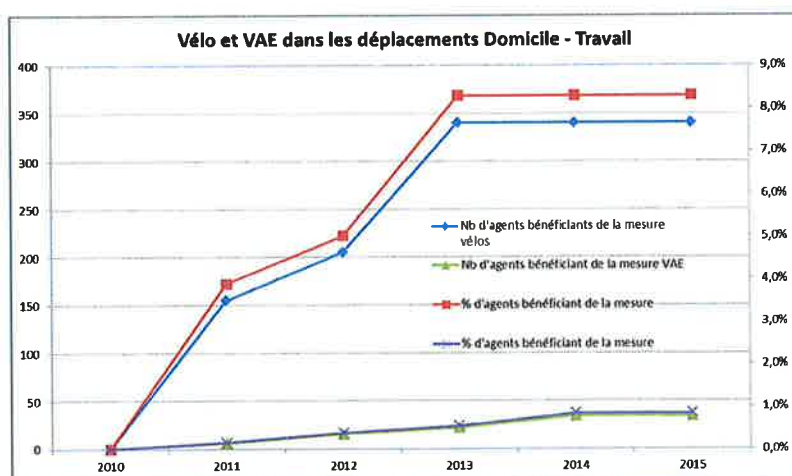
Abonnements TC	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nb d'agents bénéficiants de la mesure	779	1031	1101	1094	1134	1090
% d'agents bénéficiant de la mesure	21,6%	25,8%	26,9%	26,7%	27,7%	26,6%



3) VELOS ET VAE (PDE D-T)

L'intérêt pour le vélo reste constant et la taille de la flotte est suffisamment dimensionnée pour répondre aux nouvelles demandes, souvent pourvues par les retours de vélos restitués.

Mise à disposition de vélos et VAE	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nb d'agents bénéficiants de la mesure vélos	0	155	205	340	340	340
% d'agents bénéficiant de la mesure	0,0%	3,9%	5,0%	8,3%	8,3%	8,3%
Nb d'agents bénéficiant de la mesure VAE	0	6	15	22	34	34
% d'agents bénéficiant de la mesure	0,0%	0,2%	0,4%	0,5%	0,8%	0,8%



4) ECOCONDUITE (PDE Pro)

En 2013, la Ville de Montpellier s'est engagée dans la formation des agents à l'Ecoconduite
Caractéristiques de la formation

Choix de la formation interne – avantages :

- Financier (investissement amorti au bout de 15 formations hors heures agent)
- Implication des formateurs recrutés sur la base du volontariat :

... et inconvénient

- Obtenir un engagement durable du formateur interne dans la démarche

Format de la formation

- Formation pratique ½ journée : pratique sur route avant et après formation + débriefing
- Rapport de formation avec évolution détaillée de multiples paramètres (conso, freinage)

Points mis en avant : baisse de la conso au travail et chez soi, baisse des risques d'accidents, conduite plus zen, pas d'augmentation du temps de trajet

Synthèse de la démarche

Démarche en cours depuis mars 2013

Formateurs

- Entre mars 2013 et décembre 2013 : 4
- Entre janvier 2014 et septembre 2014 : 8
- Depuis septembre 2014 : 4 (question de l'engagement des formateurs)
- 1 formateur consacre ½ journée toutes les 3 semaines pendant laquelle il forme 2 agents

Synthèse de la démarche

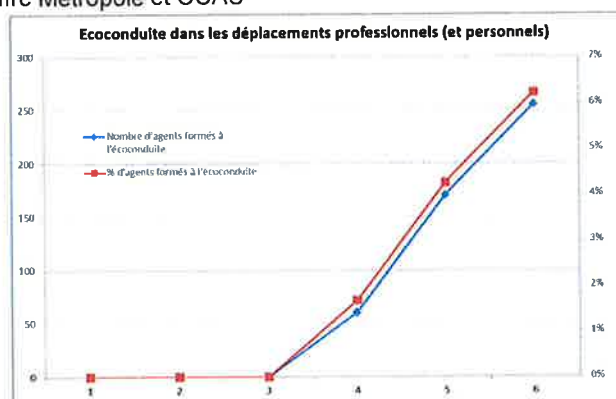
Près de 300 agents formés

- Baisse de consommation moyenne avant/après formation : -10%
- Baisse de consommation des conducteurs sur le long terme : -4%
- Taux de satisfaction proche de 100%

Ecoconduite	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre d'agents formés à l'écoconduite	0	0	0	60	170	255
% d'agents formés à l'écoconduite	0	0	0	1,7%	4,3%	6,2%

Démarche pérenne

- Volonté d'inscrire cette démarche dans le temps
- 8 formateurs stables pour 150 agents formés par an
- Formation initiale + piqures de rappel
- Offre Métropole et CCAS

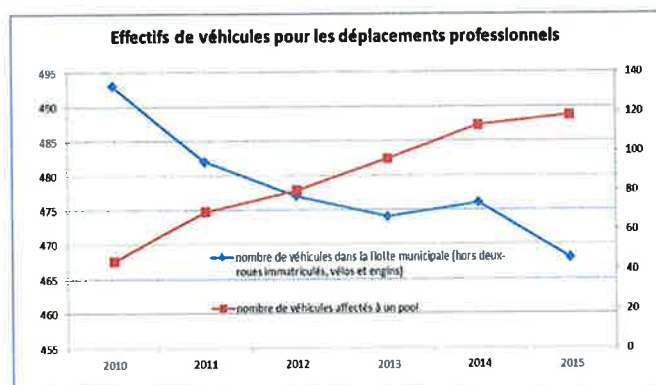


5) VEHICULES EN POOL

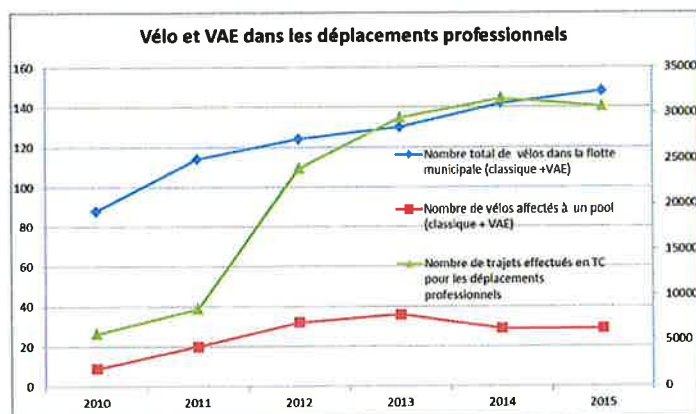
- Réduction de 30% du nombre de véhicules mutualisés (anciennement affectés)
- 900 agents utilisateurs et les pools permettent d'absorber de nouveaux besoins

Effectifs de véhicules	2010	2011	2012	2013	2014	2015
nombre de véhicules dans la flotte municipale (hors deux-roues immatriculés, vélos et engins)	493	482	477	474	476	468
nombre de véhicules affectés à un pool	44	69	80	96	113	118
% de véhicules en pool	8,9%	14,3%	16,8%	20,3%	23,7%	25,2%

Nouveauté : la Police Municipale prévoit dès 2016 de passer en pool mutualisé une partie importante de sa flotte de véhicules, avec gestion informatisée de la distribution des véhicules.



7) VELO ET TRANSPORTS EN COMMUN DANS LES DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS (PDE Pro)



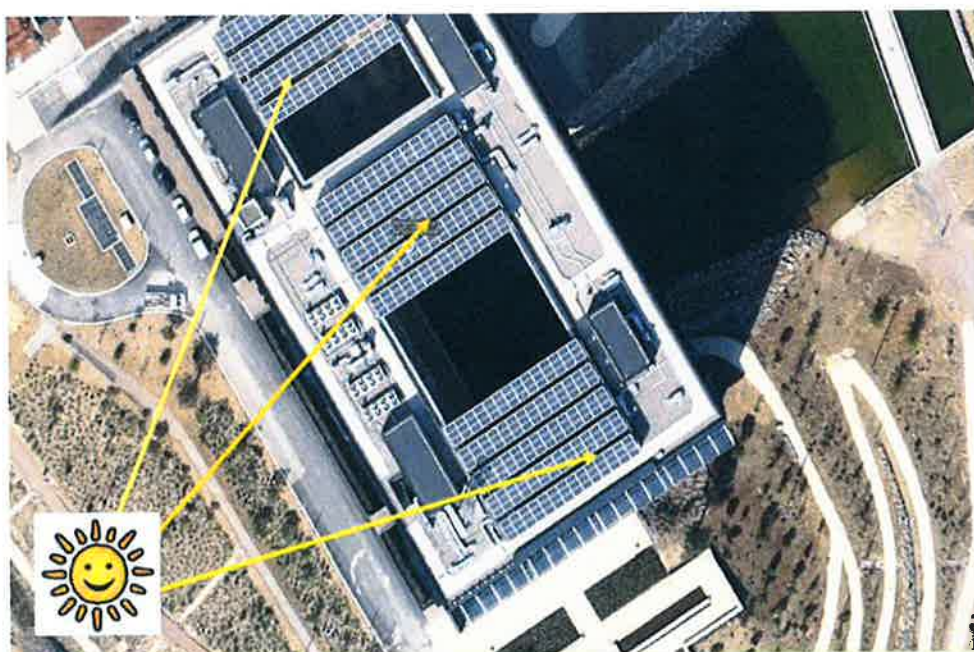
Vélos et VAE - déplacements professionnels	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre total de vélos dans la flotte municipale (classique + VAE)	88	114	124	130	142	148
Nombre de vélos affectés à un pool (classique + VAE)	9	20	32	36	29	29
Nombre de trajets effectués en TC pour les déplacements professionnels	5800	8510	23 910	29 480	31 600	30 700

Le VAE (Vélo à Assistance Electrique) est proposé dans les pools au même titre que les véhicules classiques, ce qui permet des transferts de charge de la voiture vers le VAE.

PISTES D'AMELIORATION

- De nouvelles pistes de travail sont à l'étude pour renforcer les mobilités actives (marche et vélo).

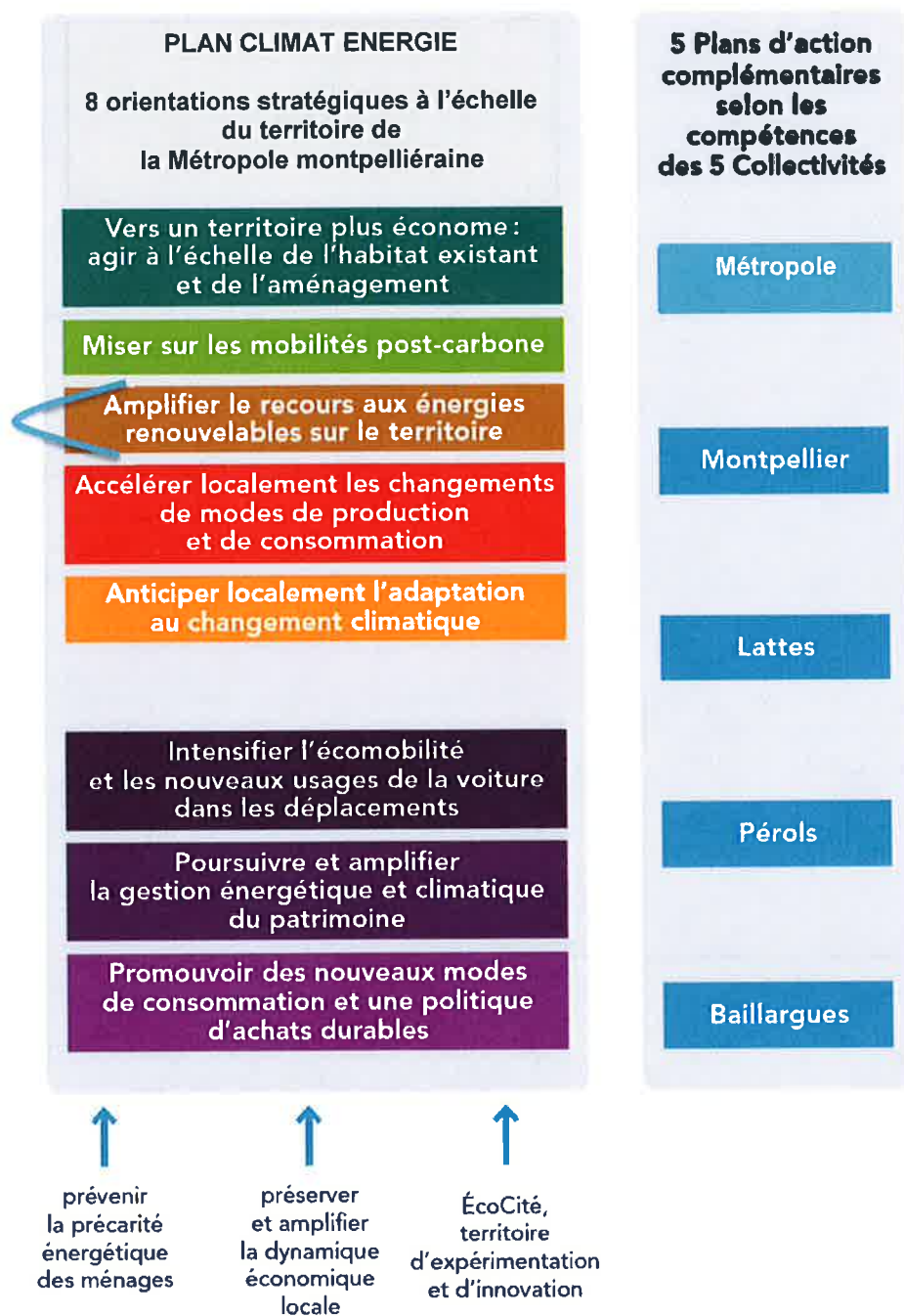
LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



La centrale photovoltaïque de l'Hôtel de Ville

LA VILLE PRODUCTRICE D'ÉNERGIE

PLANS CLIMAT-ENERGIE MUTUALISÉS



LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE DE L'HOTEL DE VILLE

ENJEUX

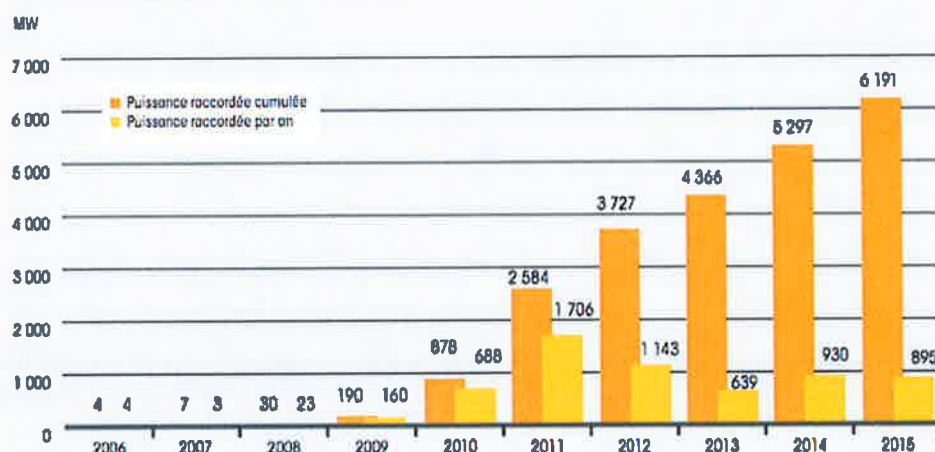
En France, la situation est pour le solaire photovoltaïque celle de la croissance des puissances installées, elle est exponentielle entre 2009 et 2012. Elles ont ainsi été multipliées par seize à l'échelle nationale, passant de 253 MW à 3 939 MW. Bien que la répartition géographique soit plus équilibrée que pour l'éolien, les six régions qui comptent parmi les plus ensoleillées concentrent tout de même 60 % des puissances installées : Paca, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Pays de la Loire et Rhône-Alpes (Source : « Fiche chiffres et statistiques du Commissariat général au développement durable n° 634 Mai 2015).

A Montpellier, l'Hôtel de Ville est doté d'un véritable poste de production électrique raccordé au réseau. La communication au public est assurée par un écran moniteur installé dans le hall de la Mairie et affiche en temps réel le niveau de production de la centrale photovoltaïque. Et Jean Nouvel, l'architecte du projet de déclarer : « L'Hôtel de Ville de Montpellier se donne à voir comme une grande porte ouverte : une porte ouverte sur la maison des Montpelliérains ; une porte ouverte aussi sur l'avenir de Montpellier ».

ECOREPERES

En FRANCE

Évolution de la puissance solaire raccordée



Source : <http://www.photovoltaique.info/Chiffres-cles.html>

LE BATIMENT DE L'HOTEL DE VILLE

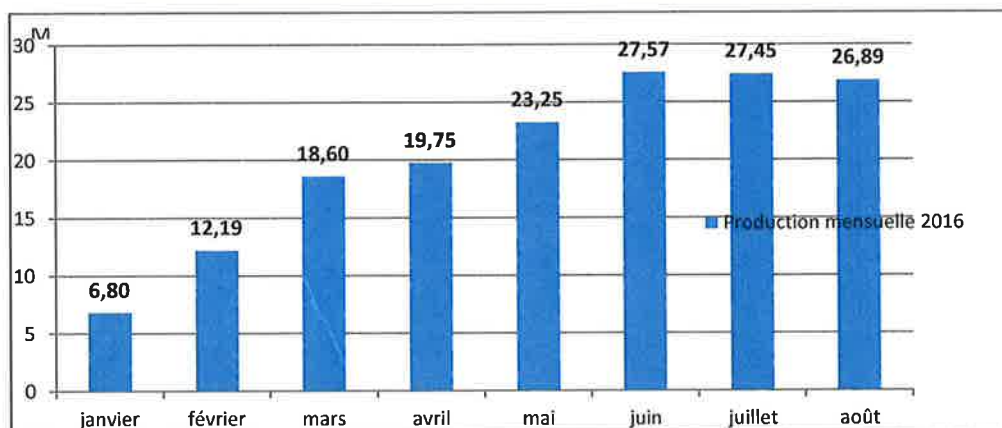
Parallélépipède haut de 40 mètres, il est posé sur un plan d'eau, tourné vers le Lez, dominant au nord un parvis de 120 mètres. Les architectes Jean Nouvel et François Fontès l'ont voulu ouvert et transparent, évidé verticalement par deux patios et percé horizontalement par des vides ménageant des vues traversantes sur le parc, le parvis et le Lez.

UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE

Bâtiment durable et contemporain, le nouvel hôtel de ville accueille une centrale photovoltaïque de production d'électricité sur 1 400 m², l'une des plus importantes en France au moment de sa création. Les panneaux photovoltaïques sont implantés sur le toit de l'édifice, mais aussi intégrés aux brise-soleil qui protègent les façades. La structure en acier est habillée de façades aluminium et verre, révélant un dégradé de bleu. Chacune d'elle est traitée de manière spécifique par des brise-soleil. Ce nouveau bâtiment permet un regroupement fonctionnel des services municipaux de la ville de Montpellier.

Tableau des consommations

Production Photovoltaïque HDV mensuelle 2016 en MWh



PISTES D'AMELIORATION

- Suivi de l'évolution de la production solaire annuelle.
- Temps de retour sur investissement

LES ECOLES A ENERGIE POSITIVE TIENNENT LEUR PROMESSE

4 écoles à énergie positive à Montpellier :

La Ville de Montpellier, qui mène avec constance **une politique énergétique offensive depuis 1985**, a décidé d'être à la pointe du progrès pour ses écoles. Ainsi, la Ville a lancé **quatre projets de groupes scolaires à énergie positive en 2011** :

- Ecole François MITTERRAND (3500 m²) au quartier Malbosc - conception mairie DAI / DEM en 2012
- Ecole L van BEETHOVEN (3 100 m²) au quartier des Grisettes (concours d'architecture) - chauffée par la chaleur de l'usine de méthanisation Améthyste)
- Ecole CHENGDU (2 900 m² sur 3 niveaux). en 2013 au quartier Port Marianne (concours conception-réalisation) – chauffage par la future usine de tri génération bois
- Ecole André MALRAUX au quartier Lironde (concours d'architecture) - idem pour le chauffage en 2015.

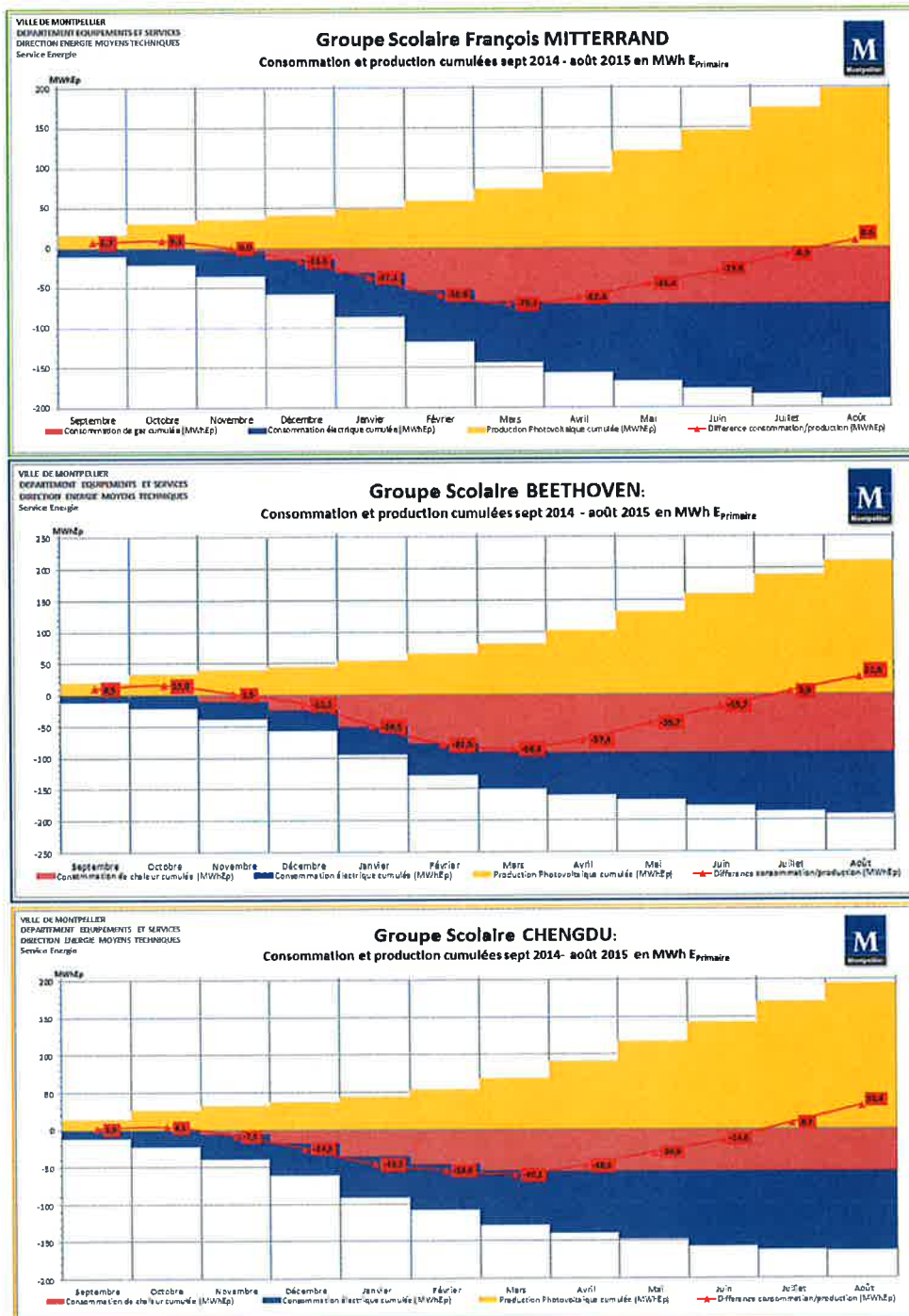


Source : <http://peringenierie.com>

La ville, pour la réalisation de ses écoles à énergie positive a remporté les TROPHEES DES ECO MAIRES en 2015, pour la seconde fois (En savoir plus : Rapport de développement durable 2015 : site de la ville)...

En 2016, le suivi des consommations des bâtiments primés nous confirme que les bâtiments sont réellement à énergie positive. Les courbes de consommation et de production le confirment.

COURBES DE CONSOMMATION ET PRODUCTION D'ENERGIE « COMPTEURS » DES BATIMENTS A ENERGIE POSITIVES



L'ARCHITECTURE AU SERVICE DE L'INNOVATION ET DU CLIMAT

« Aujourd'hui le changement climatique ne fait plus l'objet de débat, c'est une réalité qu'à notre échelle, nous devons appréhender au quotidien. Cette démarche du Plan Climat va nous permettre de développer des solutions locales adaptées aux spécificités de notre territoire » (extrait du diagnostic PCET)



ENJEUX

VERS UNE CROISSANCE PLUS ÉCONOME EN ESPACE

Après une dizaine d'années de mise en œuvre des orientations du SCOT au niveau de la Métropole, repris et précisés dans les PLU communaux, les corridors de tramway ont été optimisés, au service d'une ville des courtes distances. Sur la période 2004-2012, 50 % des constructions ont été réalisées à moins de 500 mètres d'une voie de tramway. L'optimisation des ressources foncières suppose le recours à des densités adaptées et un développement orienté par les réseaux de transports publics. *L'architecture bioclimatique et à énergie positive* précise les orientations des outils de planification concernant la construction neuve, dans le cadre de l'évolution des températures.

QUELLE EST LA PLACE DE L'ARCHITECTURE CONTEMPORAINE A MONTPELLIER ?

Pour Stéphanie Jannin adjointe au maire déléguée à l'urbanisme « Elle est largement reconnue, ses performances sont soulignées dans la presse nationale et internationale.

Les plus grands noms s'expriment à Montpellier, dont quatre prix Pritzker, l'équivalent du prix Nobel de l'architecture (Zaha Hadid, Richard Meier, Jean Nouvel, Christian de Portzamparc), ainsi que d'autres grands architectes internationaux (Jacques Ferrier, Massimiliano Fuksas, Nicolas Michelin, Rudy Ricciotti, etc.)

Leur association avec des architectes locaux talentueux crée une émulation pour l'école Montpelliéraine, stimule la création architecturale locale et fait naître de nouvelles vocations.

LA VILLE MENE ENTRE AUTRE des opérations innovantes comme celles de l'Arbre Blanc qui, comme le précise Stéphanie Jannin, « bien qu'ayant un caractère d'exception, permettent de *faire évoluer la contrainte au service de la création* : les techniques, les savoir-faire, les écritures architecturales, les modes d'habiter (à l'image des grandes terrasses protégées des vents et du soleil de l'Arbre blanc).

EN QUOI CE PROJET EST INTERESSANT POUR LA VILLE ET LES MONTELLIÉRAINS ?

Pour Stéphanie Jannin « C'est un symbole d'audace technique et de créativité, qui renforce l'attractivité du territoire, conforte et affirme le rang de la Métropole. Il est important de couvrir à Montpellier toute la palette de logements, du social au libre, en allant même, sur des opérations ponctuelles jusqu'aux logements d'exception, comme l'Arbre blanc.

Pour les Montpelliérains, ce projet donne une image positive de leur ville et de son dynamisme créatif.

Les recherches architecturales visent *le bien-être et le confort des logements, et aussi de l'espace public*.

Elles rendent ***l'habitat collectif désirable***, donnent une image positive de la densité et permettent de lutter contre l'étalement urbain, en amenant des réponses innovantes et séduisantes ».

La ville construit aussi des Bâtiments à Energie Positive (4 écoles) .Le **bâtiment à énergie positive (BEPOS)** est l'aboutissement des précédentes réglementations thermiques. C'est le **standard de construction pour 2020, pour une consommation d'énergie optimisée et compensée par une production locale d'énergie renouvelable**. Le BEPOS intègre consommation et production d'énergie sur un même lieu en faisant du lieu de consommation un lieu de production, pour **tendre à rendre nul l'impact énergétique d'une nouvelle construction**. Le BEPOS sera préalablement exigé (2018) pour les nouveaux bâtiments publics.

ECOREPERES

Les bâtiments représentent **40% de l'énergie totale consommée en Europe**, devant les transports et l'industrie. **180 opérations de bâtiments à énergie positive (Bepos)** en France. **20 à 30 nouveaux projets Bepos livrés chaque année depuis 2009. 95% des projets Bepos concernent des constructions neuves** dont 63% dans le secteur tertiaire.

Des Régions et des Directions Régionales de l'ADEME qui intègrent le référentiel BEPOS-Effinergie dans leur dispositif d'aide.

RESULTATS

Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine : inclure l'environnement

La Ville de Montpellier met à jour ses outils d'urbanisme : les AVAP (Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) qui vont remplacer les ZPPAUP (Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) existantes sur les secteurs de l'avenue de Lodève/Château de la Piscine, Gambetta/Clemenceau/ Figuerolles et Sud gare/Méditerranée. Si la finalité reste la même (accompagner le développement et la revitalisation des faubourgs, dans le respect de leur identité et de leur valeur patrimoniale), **un volet réglementaire supplémentaire, lié au développement durable, s'y ajoute**. Il s'agit d'intégrer les exigences de la loi portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle.

Les AVAP, dont les dossiers complets ont été arrêtés par le Conseil municipal fin 2015, seront dans le cadre d'une enquête publique qui se déroulera dans les locaux de la mission Grand Cœur, 17 boulevard du Jeu-de-Paume. Les dossiers seront également disponibles sur les sites Internet de Montpellier Méditerranée Métropole (montpellier3m.fr) et de la Ville de Montpellier (montpellier.fr). Stéphanie Jannin, le confirme, « les règles d'urbanisme de ce nouveau dispositif ajoutent une dimension de développement durable à la protection du patrimoine architectural ». (Source MNV juillet 2016)

Le défi précurseur de l'habitat participatif

Mascobado, la résidence participative, est sortie de terre aux Grisettes. Vingt-trois familles s'y installent cet été et s'apprêtent à pratiquer un voisinage solidaire. Ils l'attendaient depuis quatre ans. Cet été, ces familles emménagent dans leur « maison coopérative bâtie avec douceur » (Mascobado), deux immeubles de deux étages implantés aux Grisettes, en bordure du Mas Nouguier.

Ce projet d'habitat participatif, favorisé par la Ville de Montpellier, a permis aux futurs habitants de participer à **la conception de l'ensemble avec les architectes**. Outre les logements personnalisés selon les besoins de chacun, des espaces collectifs ont été prévus (chambres d'amis, salle polyvalente, buanderie et une terrasse panoramique donnant sur les vignobles). Les futurs voisins ont également défini une charte de vie commune. Car le projet va bien au-delà d'une simple opération immobilière. Il s'agit de construire un voisinage convivial et solidaire. « Pour la plupart, nous nous sommes rencontrés autour de ce concept et avons appris à gérer le projet ensemble », explique Carlos Silgado, l'un des futurs habitants. « Pour approfondir nos liens, nous avons organisé plusieurs week-ends conviviaux entre nous, ajoute Marie Gerber. Tout le monde s'est fait un idéal de ce nouveau mode de vie. Nous sommes curieux de voir comment cela va se passer. »

Tous reconnaissent que cette conception commune a été enrichissante. Il a fallu prendre en considération les envies de chacun, revoir parfois des positions, faire confiance aux jugements des autres... bref, commencer à mettre en pratique ce nouveau mode de vie qui les attend. « Nous sommes dans un état d'esprit bienveillant », résume Éric Pons.

PISTES D'AMELIORATION

- Dynamique de bâtiments neufs économes et à énergie positive en cours d'extension dans les programmes de rénovation du parc immobilier.



(Source : MNV juillet 2016)

ETENDRE L'AMELIORATION DES BATIMENTS EXISTANTS

ENJEUX

Avec 13,3 millions d'euros d'investissement, la réussite éducative est le 1^{er} budget municipal. Des actions d'aménagements, rénovations, constructions sont réalisées chaque année. Investir pour l'avenir des enfants c'est maintenir la gratuité des TAP et la poursuite de la nouvelle tarification sociale des restaurants scolaires. Mettre en œuvre une politique éducative ambitieuse qui place l'enfant au centre de nos préoccupations, tel est l'objectif de la ville poursuivi par le Maire. Le suivi et l'entretien des bâtiments est une composante structurante de cette politique

ECOREPERES

MANUEL PRATIQUE de la RÉNOVATION PERFORMANTE D'ÉCOLES :

L'Agence Locale de l'Energie met à disposition de la ville un guide pour la rénovation des écoles dès 2015 ; Pourquoi un tel guide? Les objectifs principaux de ce guide sont : de faire connaître les multiples bénéfices d'une rénovation dite « ZEMedS » (pour les bâtiments méditerranéens), d'accompagner les maîtres d'ouvrage dans leur projet en proposant une méthodologie, des objectifs à atteindre, pour définir ce qu'est une rénovation à énergie positive, orienter les décisions, d'identifier les enjeux et les points de vigilance spécifiques à une rénovation ZEMedS, d'identifier les dispositifs existants et des pistes innovantes de financement.

Destiné aux élus et à leurs services techniques ainsi qu'aux professionnels du bâtiment, ce guide met en lumière les bénéfices multiples d'une rénovation performante et propose une méthodologie et des outils adaptés pour réussir un projet de rénovation ambitieux mais réaliste.

Ce manuel a été élaboré dans le cadre du projet européen ZEMedS, porté ici par l'Agence Locale de l'Énergie Montpellier et l'association GEFOSAT, qui vise à améliorer la performance énergétique et le confort d'usage des écoles, dans le cadre du changement climatique.

Vous pouvez télécharger le manuel sur le lien suivant sur le site de l'ALE :

<http://ale-montpellier.org/collectivites/zoom-sur-les-ecoles/>

RESULTATS

En 2016

La direction travaux et maintenance continue et amplifie sa prise en compte du confort d'été :

- Mise en place de 250 brasseurs d'air supplémentaire dans les écoles de la Ville
- Mise en place de films « solaire » pour diminuer l'impact de l'apport calorifique par les vitrages.
- Mise en place de brises soleil sur les façades exposées : par exemple la Halte-garderie Chamson

- Réalisation des toitures terrasses avec une isolation améliorée (objectif mini $R = 4.5$).
Par exemple la toiture de l'école maternelle Pagnol.
- Suivi des actions menées l'année précédente. Rappel des règles de base aux utilisateurs (fermer et protéger les fenêtres la journée, aérer la nuit ...)
- Mise en peinture systématique des « skydomes » des toitures terrasses des crèches avec du « blanc d'Espagne ».
- Mise en place d'extracteur d'air dans les buanderies des crèches (un regard particulier est porté sur les locaux des personnels ; les buanderies sont prioritaires)
- Mise en place de procédés innovants : par exemple ; plafond rafraîchissant dans la salle de vie de la Halte-Garderie Villeneuve d'Angoulême .
- Toutes les constructions modulaires que nous installons dans les écoles respectent bien sûr la RT 2012.

PISTES D'AMELIORATION

- La transmission des certificats d'économie d'énergie (CEE).
- L'élaboration d'un plan chaleur au niveau de la ville .

ECONOMIE DES RESSOURCES ET PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE



**LA VILLE INCITATRICE,
PROTEGE LES PERSONNES,
SES RESSOURCES LA
BIODIVERSITE**

LA PEDAGOGIE AU SERVICE DE LA GESTION DES RISQUES

ENJEUX

Le changement climatique en cours induit la nécessité d'améliorer la connaissance des événements ainsi que leurs impacts, mais aussi, la capacité à les prévenir et à les gérer afin de protéger au mieux les populations, les biens et l'environnement.

Des dizaines de millions de personnes pourraient échapper à des inondations ou à la sécheresse d'ici à 2050 si les émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du changement climatique, étaient plus fortement et plus rapidement limitées. C'est la conclusion d'une nouvelle étude publiée dans *Nature Climate Change*. Le scénario le plus strict, à savoir des émissions de gaz à effet de serre qui commencent à **diminuer dès 2016 à un rythme de minimum 5 % par an et en augmentant le taux graduellement**, est le seul à permettre aux nations de respecter l'objectif d'une hausse de la température mondiale limitée à 1,5°C d'ici à la fin du siècle.

Intéressant, lorsque l'on met en perspective cette étude avec le chiffrage du coût du changement climatique : 7 500 milliards de dollars, pour être précis, ce serait le coût de l'inaction, mis en évidence dans le célèbre rapport STERN.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/15/climat-le-cout-humain-de-l-inaction-endetail_1816802_3244.html#0JIFh3tUeZYc4Phh.99

ECOREPERES

Afin que chacun puisse adopter des comportements adaptés à ce contexte, la ville de Montpellier a édité un guide pratique des risques majeurs, qui permet de progressivement acquérir et partager une culture commune du risque. Il est téléchargeable sur le site de la Ville :

<http://www.montpellier.fr/3776-prevention-des-risques-majeurs.htm>



RESULTATS

Synthèse des actions engagées par la Ville de Montpellier au vu de la Commission Départementale des Risques Naturels Majeurs (CDRNM) du 16 septembre 2016 et la note de la préfecture concernant la «saison cévenole»

Le Service Sécurité Civile (SSC) de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP) de la Ville de Montpellier a pour missions d'acculturer la population et la collectivité aux risques majeurs, ainsi que de préparer et organiser la réponse communale de sécurité civile en lien avec Montpellier Méditerranée Métropole, disposant de compétences, moyens et complémentarité à la mise en œuvre de ces missions (surveillance des phénomènes pluvieux orageux, aménagements de prévention ou de protection, moyens techniques et de gros œuvre, Plan Local d'Urbanisme intercommunal...).

LA GESTION DE L'URBANISATION PAR LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

La commune de Montpellier est concernée par deux Plans de Prévention des Risques rattachés au Plan Local d'Urbanisme :

- Un PPR naturel Inondations de la vallée du Lez et de la Mosson (approuvé le 13 janvier 2004)
- Un PPR naturel Incendie de forêt (approuvé le 30 janvier 2008).

En fonction des risques identifiés, les mesures adoptées peuvent aller d'une interdiction stricte de construire à la mise en place de préconisations techniques permettant d'intégrer les risques dans les projets réalisés. Le maire vérifie en lien avec les services compétents l'application de ces règles dans les autorisations de construire.

L'ORGANISATION DE LA REPONSE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE

1. L'état des lieux

Le SSC, en lien avec le service Gestion des Milieux Aquatiques et Ouvrages Hydrauliques de la Direction de l'Eau et l'Assainissement, a réalisé un recensement :

- de l'aléa inondation sur la commune (débordement de cours d'eau et pluvial)
- des enjeux exposés à l'intérieur des bassins à risque d'inondation :

- Population/Habitations (±17500 résidents situés dans une zone inondable);
- Etablissements sensibles/Etablissements Recevant du Public et Equipements stratégiques ;
- Voirie (tronçons submergés et points bas)
- Parkings extérieurs publics et souterrains publics/privés (lotissement...) suite à une campagne de recensement terrain du SSC en juin 2016;

Ces informations ressortent dans les scénarios d'inondation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier.

2. Le Plan Communal de Sauvegarde

(PCS) de la Ville de Montpellier

Le PCS définit l'organisation communale (et métropolitaine qui disposent de moyens/compétences dédiés) pour répondre aux actions de sauvegarde et de protection de la population.

Afin de produire un PCS de qualité et fonctionnel, la Ville a travaillé sur :

- Une acculturation à la gestion des risques au sein de la collectivité;
- Une préparation par le développement d'outils et de moyens adaptés (automate d'appel Télé alerte, matériels d'hébergement, ravitaillement,...) pour répondre aux actions attendues de sauvegarde et de protection des populations; L'élaboration d'une organisation et de process partagés entre les acteurs concernés, c'est à dire :
 - Un schéma d'alerte ;
 - Une lecture commune des missions attendues entre la Ville et sa métropole.
A savoir : le transfert de compétences et moyens ainsi que la convergence de l'organigramme des 2 collectivités a eu impact important sur les délais de révision du document ;

- Une graduation et montée en puissance de la réponse communale en cohérence avec la nature et la gravité de l'événement ;
 - Une utilisation au niveau des astreintes (Ville et métropole), la police municipale et la Cellule de Crise Municipale ;
 - La dématérialisation du PCS et des outils associés dans un espace «sécurité civile».
- La mise en place de formation, d'exercices et de retours d'expérience afin de développer/maintenir les acquis ;développer la connaissance, mettre à jour/réaliser des process et lancer des démarches d'amélioration.

Les projets à venir :

- Fin 2016 : Projet de présentation en Conseil Municipal de mi-novembre 2016 concernant la révision du PCS (nouvel arrêté du maire et diffusion par la suite à la Préfecture).

A savoir: le document peut être comparé à une boîte à outils (fiches adaptables à la nature de l'événement pour la mise en place des actions de sauvegarde). Concernant les risques traités dans cette première version : uniquement l'aléa inondation;

A noter :

- **L'événement pluvieux-orageux du 14/09/2016**, a permis de mettre en œuvre, en situation réelle, le Plan Communal de Sauvegarde et son volet risque «Pluie-inondation» (en cours de réalisation) en interphase avec la métropole de Montpellier. Il en a été ressenti, par les agents et la population, d'une bonne gestion de l'événement (qui a pu être prévisible quelques jours à l'avance)

Service en Ligne de Téléalerte.

Uniquement pour la semaine 38 (débutant lundi dernier, soit 3 jours) = + 40% du nombre d'inscription avec un nombre d'inscrit avoisinant les 3000 personnes à 19h00 (± 1,1 % de la population montpelliéraine)

3. L'accompagnement dans les Plans Particuliers de Mises en Sécurité (PPMS) au niveau des écoles municipales et autres plans d'urgence

Depuis plusieurs années, le SSC accompagne la Direction de l'Education et les écoles municipales à la mise en œuvre de leurs PPMS pour être en capacité de faire face à la survenance d'un risque majeur. Une trame type a été proposée en 2015 et près de 90 % des établissements l'auraient rédigé (organisation, consignes types...). Des malles PPMS sont présentes et gérées par la direction.

Cet accompagnement s'est élargi à d'autres documents opérationnels tels que le Plan d'Organisation Interne du zoo de Lunaret en cas d'évasion d'animal dangereux ou d'incendie de forêt.

L'objectif final est d'avoir une cohérence avec le PCS et la centralisation des documents, comme des contacts à joindre en cas d'incident, sur l'espace dématérialisé «sécurité civile».

Les projets à venir:

- Fin 2016 : Réalisation d'un Kit pédagogique PPMS dans l'automne (dont prise en compte du volet attentat/terroriste) et d'un exercice sur l'ensemble des écoles municipales en lien avec le SyBLE (maitre d'ouvrage).

Ces actions ont été permises suite à une demande de subvention auprès du ministère de l'Environnement (proposition aux collectivités en juin dernier pour toute action prospective dans le domaine des risques majeurs) par le Syndicat et en liaison avec la Ville centre.

L'INFORMATION PREVENTIVE DES POPULATIONS AU RISQUE D'INONDATION

1. Le Document d'Information Communale sur les Risques Majeurs (DICRIM)

La Ville de Montpellier a révisé son DICRIM en septembre 2015. Une publication large a été effectuée dans les principaux ERP publics Ville et métropole.

Le DICRIM est également accessible sur le site internet de Montpellier à l'adresse www.risquesmajeurs.montpellier.fr. Cet espace comprend également des pages développant l'information préventive sur les risques majeurs, les canaux d'alerte et d'information, l'organisation communale, la gestion des risques par l'urbanisation, la démarche concernant la demande d'indemnisation de Catastrophe Naturelle (CATNAT), l'obligation légale de débroussaillage ou encore l'inscription en ligne au service de Téléalerte.

Les projets à venir : Fin 2016:

- Mise à jour du DICRIM (carte inondation, volet attentat...) et déclinaison en version jeune, kakémonos, affiche communale pour les ERP, goodies (type réglette pour les écoliers, ...);
- Fin 2016/2017 : remise en forme de la page www.risquesmajeurs.montpellier.fr avec la charte DICRIM. Ajouts d'application, animation, historique des événements.... Insertion de cartes dynamiques pour connaissance des risques majeurs et actions associées (selon l'adresse du requérant);
- Fin 2016/2017: Mise à disposition de l'affiche communale sur les risques majeurs au niveau des ERP et entreprises.

2. Les réunions publiques d'information sur le risque d'inondation

Conformément à la réglementation (présence d'un PPRI de la base vallée du Lez), la commune de Montpellier a réalisé en 2014, avec le Syble, des réunions publiques d'information au niveau des différents quartiers afin d'informer sur le risque d'inondation, les consignes de sécurité et les mesures de mitigation.

Les projets à venir :

- Fin 2016: organisation de plusieurs réunions publiques d'information sur les risques majeurs, dont le volet inondation, en corrélation avec l'exposition du Syble «histoire des crues» qui devrait s'installer au mois de novembre au niveau de l'hôtel de ville;

3. Les actions de communication générales et spécifiques

En fonction des saisons à risque et selon les événements à venir, la commune de Montpellier réalise:

- des communications régulières sur les risques majeurs en adéquation avec la communication réalisée par l'Etat (période sensible au risque d'inondation/épisode cévenol, rappel des consignes de sécurité, ...);
- les actions mises en place pour améliorer l'alerte et la protection des populations (service de Téléalerte, remise à niveau des sirènes SAIP, ...).

La Métropole, par ses compétences et sa dimension, complète cette information (rappel des consignes de sécurité, aménagements de prévention et de protection, PAPI 2, ...).

Les canaux utilisés sont multiples et variés : site internet, réseaux sociaux (Twitter, Facebook...), journal municipal MNV et métropolitain, communiqués de presse, plaquettes, publipostage, Exemple 7 : MNV du mois de septembre 2016

PISTES D'AMELIORATION

- Fin 2016/2017 : Ajout de nouvelles sirènes SAIP par la Préfecture de l'Hérault pour un total de 17 (actuellement, 11 en état de marche) ;
- 1^{er} trimestre 2017 : Organisation d'un exercice de simulation et formation en début d'année 2017 (demi-journée regroupant l'ensemble des acteurs/participants au dispositif communal de sécurité civile, en particulier la cellule de crise municipale);
- 2017 : Réalisation d'une application pour la gestion de crise et le partage de l'information (main courante, cartographie, annuaire, ...) ;
- 2nd trimestre 2017: Elargissement du PCS aux autres risques majeurs(vents violents, feux de forêt, Transport Matières Dangereuses, canicule...)selon priorité et plan de charge ;
- 2017 : Réflexion sur le Plan Intercommunal de Sauvegarde et l'accompagnement, au besoin, de la métropole dans son organisation pour intervenir à l'échelle de la Ville centre (et communes de l'EPCI),en cas d'événement à risque. Cf. fiche prospective schéma de mutualisation ;
- En 2017 : identifier également le format des actions à mettre œuvre au niveau des populations résidentes, populations touristiques et des habitations collectives disposant d'un parking souterrain (publipostage, Téléalerte dans les bassins à risque d'inondation, ...) ;
- 2017 : Elargissement de la trame PPMS à la petite enfance. Accompagnement si nécessaire des ERP publics sensibles à la méthodologie du Plan d'Organisation de Mise en Sureté (POMSE) ;
- 1^{er} à 2nd trimestre 2017 : Organisation de réunions publiques d'information au niveau des quartiers concernés par le risque incendie de forêt et les obligations légales de débroussaillage (en liaison avec la DDTM 34 et l'ONF) ;

BIODIVERSITE ET CLIMAT : S'ADAPTER POUR DURER

ENJEUX

Il a largement été démontré que l'intensification du dérèglement climatique était due à l'activité humaine et que ce dérèglement avait un impact négatif sur la biodiversité.

Face à ce constat, une prise de conscience collective s'est mise en place et il est aujourd'hui devenu impératif de transformer nos économies et nos sociétés afin de contenir ce dérèglement climatique. Pour bien comprendre les enjeux, penchons-nous d'abord sur les relations étroites qui peuvent exister entre la biodiversité et le changement climatique. Comment ce dernier influence-t-il la biodiversité ?

Les changements de concentration en CO₂ de l'atmosphère, les modifications des températures et celles des précipitations, touchent le métabolisme et le développement des animaux, la croissance, la respiration, la composition des tissus végétaux et les mécanismes de photosynthèse (croissance des plantes grâce à l'énergie du soleil et l'absorption de CO₂). Les conséquences peuvent être variées. Par exemple, la modification d'un seul paramètre (température, humidité, composition chimique de l'atmosphère) peut favoriser le développement d'une espèce présente, au détriment des autres qui jusque-là vivaient en bonne entente. Les cycles de vie de la faune et de la flore (les périodes de migrations, de reproduction, de floraisons, de pontes, *etc.*) peuvent s'allonger ou se raccourcir, débuter plus tôt ou plus tard, *etc.* Ce qui peut se révéler problématique, par exemple pour les arboriculteurs qui risquent de voir les arbres fruitiers fleurir trop tôt dans la saison et souffrir des gelées tardives. Le rendement en sera évidemment affecté.

(Source : http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/?pid=decouv_chapC_p7_d1)

ECOREPERES

MONTPELLIER ET LA BIODIVERSITE

C'est grâce à sa communauté scientifique parmi les plus importantes et au nombre élevé de sites protégés dans la région que la Ville est entrée en lice, auprès du ministère de l'Environnement, afin d'accueillir à Montpellier l'Agence française de la biodiversité. Dans la continuité de sa mobilisation pour la protection de la biodiversité et dans le cadre du concours capitale biodiversité porté par Natureparif, la ville a organisé cette année un Atelier d'écologie territoriale : sols et biodiversité en collaboration avec le CNFPT et Natureparif. En 2016 Montpellier Méditerranée Métropole en collaboration avec la Ville de Montpellier ont postulé au concours capitale Biodiversité.

RESULTATS

ENGAGEMENT CITOYEN

Huit jeunes volontaires effectuent un service civique à la Ville de Montpellier

La Direction Paysage et Biodiversité accueille deux services civiques qui travaillent sur une mission intitulée « Sensibilisation au respect des Espaces verts et aux comportements citoyens, et pour initier aux bonnes pratiques dans les jardins familiaux et partagés ». (Elles ont toutes deux suivi un cursus en biologie et protection de la nature).

UN ARBRE POUR LE CLIMAT

En plantant un arbre, les élèves de l'école Chengdu ont envoyé un message fort, incarnant l'espoir de préserver la planète pour les générations à venir. L'arbre est symbole de biodiversité. Son tronc, ses branches, feuilles, fleurs et fruits sont autant de niches potentielles pour les animaux, insectes et plantes. Le 4 décembre, un chêne-vert touffe, dont l'essence est adaptée au climat local, a été planté rue Wangani-Maathai, à proximité du bassin Jacques-Cœur, par des élèves de CE1 et de CE2 de l'école Chengdu.

Cet arbre est le témoin de l'engagement des enfants pour le climat. Il est aussi le symbole de l'action de la Ville de Montpellier contre le dérèglement climatique. Les enfants ont enraciné cet arbre du climat, en présence d'élus : l'adjoint délégué à l'écologie urbaine, l'adjoint de Port Marianne et le conseiller municipal, délégué aux cultures de la Méditerranée. « *Cette action citoyenne favorise la prise de conscience des enjeux cruciaux pour notre planète dès le plus jeune âge* », s'est réjoui l'élus du quartier. En amont de la plantation, dans le cadre des TAP, un animateur de la Ligue de protection des oiseaux, a animé des ateliers sur le thème de l'impact des changements climatiques sur la biodiversité.

Les écoliers ont été sensibilisés au rôle pivot que l'arbre joue dans le climat. Ils ont aussi été initiés aux petits gestes respectueux de l'environnement, à adopter au quotidien.



MNV Janvier 2016

NICHOIR À FAUCON

Le Faucon crécerelle est un petit rapace protégé, consommateur de rongeurs et donc considéré comme un oiseau auxiliaire de l'agriculture. La Ville de Montpellier et la Ligue pour la Protection des Oiseaux Hérault, pour favoriser et sécuriser ses nichées, ont installé un gîte construit tout spécialement sur une façade de l'Hôtel de ville. Les bénévoles de la LPO suivront avec attention l'installation de ces oiseaux, repérés dans près de 136 communes du département. Un inventaire participatif est ouvert au public sur le site faune-lr.org



Nichoir à faucon crécerelle
réalisé par la LPO Hérault Hôtel de ville de Montpellier

L'ECO-PATURAGE : UNE EXPERIMENTATION EN 2016

L'éco-pâturage est une technique d'entretien écologique des espaces verts et naturels par le pâturage d'animaux herbivores (moutons, chèvres, lamas...). L'éco-pâturage est une solution alternative à l'entretien mécanique des espaces verts, favorisant la diminution des consommations en carburant et pollutions associées.

Elle permet de réduire les déchets verts liés à la fauche, et contribue à une fertilisation naturelle des sols, bénéfique à la faune et à la flore. Le pâturage permet de maintenir des milieux ouverts, de limiter l'embroussaillage et de contrôler les ligneux et les espèces végétales envahissantes même sur des sites difficiles d'accès. L'éco-pâturage a également une « fonction » pédagogique pour les enfants et le grand public, et contribue à valoriser la préservation des ressources naturelles dans la gestion de nos territoires.

La Ville de Montpellier a expérimenté, avec succès en 2016 l'éco-pâturage, sur 15 hectares du Parc de Malbosc. De nombreux élèves des écoles de Montpellier et des centres de loisirs sont venus visiter le troupeau durant le printemps. La ville a prévu de renouveler l'expérience sur d'autres sites communaux.



Eco-pâturage au parc Malbosc

UN ESPACE PRÉSERVÉ

Le parc Montcalm, véritable poumon vert de 26 ha propice à la promenade, à la détente et aux loisirs, accueille également un important pôle sportif.

Des activités sportives et ludiques le samedi de 10h à 12h, jusqu'au 25 juin.

Ouvert au public depuis le 1er janvier 2011, le parc Montcalm a pris la place de l'ancien site militaire de l'EAI (École d'Application de l'Infanterie). Il relie la rue des Chasseurs aux rues de Fontcouverte et de Bugarel. Initialement propriété de la Ville, il fut acquis en 1888 par l'armée en échange du Champs-de-Mars, actuelle Esplanade Charles-de-Gaulle, où la municipalité engagea de grands travaux paysagers.

Le « Central Park » montpellierain

Cet espace constitue un élément essentiel du patrimoine naturel et paysager de Montpellier, traversé par le Lantissargues, un ruisseau majoritairement souterrain qui coule à l'ouest du centre-ville et se jette plus au sud dans le Lez. S'il est un lieu de promenade dans les allées de sous-bois à l'ombre des pinèdes et des alignements de mûriers platanes, le parc Montcalm est également un grand espace sportif. Il abrite en son centre un stade enherbé entouré d'une piste d'athlétisme de six couloirs, un stade de rugby, un terrain de basket-Ball, un terrain de handball, trois terrains de volley-ball, cinq terrains de tennis, un terrain de jeu de tambourin !

Idéal pour un footing ou un après-midi en famille (roller, skate, vélo pour les enfants...). Zumba-fitness, tai-chi et arts martiaux, échecs, jonglage pour enfant et Bozen do, la Ville de Montpellier, en partenariat avec les associations, organise jusqu'au 25 juin, des activités famille chaque samedi matin de 10h à 12h. Le parc ouvre tous les jours à 8h. Il ferme ses portes à 20h du 1er mars au 31 mai, à 21h du 1er juin au 31 août, à 20h, du 1er septembre au 31 octobre et à 17h30, du 1er novembre au 28 février. Renseignement 04 67 34 72 73

L'AMELIORATION CONTINUE DE LA GESTION DES ESPACES VERTS ET NATURELS DE LA VILLE

Afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire, la ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels appliquée à l'ensemble de son patrimoine. Cette gestion s'articule autour de 4 grands axes : Economiser l'eau, Soutenir la Biodiversité locale, Réduire les pollutions et protéger les sols, Former et sensibiliser.

Economiser l'eau

Le climat montpelliérain est un typiquement méditerranéen, caractérisé par une sécheresse estivale marquée. Afin de s'adapter au mieux à ce climat et de limiter les consommations en eau liées à l'entretien des espaces verts, plusieurs grandes orientations ont été prises : suivi fin des consommations en eau et des besoins en arrosage, diminution des surfaces de pelouses arrosées et reconversion de ces espaces en prairies, massifs d'espèces méditerranéennes ou milieux secs. Les espèces plantées sont maintenant toutes issues d'une palette végétale d'espèces adaptées au climat. Enfin, afin de limiter l'évaporation, les zones de sol nu sont réduites par la mise en place de paillage et de couvre-sol.



Un suivi fin des consommations en eau

La maîtrise de l'utilisation de l'eau est l'un des objectifs prioritaires de la Direction Paysage et Biodiversité.

Pour cela un **inventaire** et un **suivi régulier** des consommations des 450 compteurs répartis dans les espaces verts de la Ville ont été appliqués.

Un fonctionnement avec gestion centralisée a été mis en place sur une dizaine d'espaces verts, permettant de **raisonner l'arrosage** en fonction de l'évapotranspiration potentielle (ETP). Les systèmes d'arrosage en goutte-à-goutte sont privilégiés sur l'ensemble des espaces verts, l'arrosage par aspersion étant désormais limité aux dernières pelouses arrosées qui sont encore conservées.

Depuis 2000 : des plantations adaptées au climat

La Direction Paysage et Biodiversité utilise pour ces plantations des espèces arborées, arbustives ou vivaces adaptées au climat et aux conditions locales permettant de limiter les consommations en eau.

La création de jardins secs et de massifs de vivaces méditerranéennes avec des plantes adaptées au climat ainsi que l'utilisation systématique de paillages, permet également de diminuer les quantités d'eau nécessaires. Ces milieux secs sont composés d'essences méditerranéennes et exotiques (une attention particulière est aujourd'hui portée à la sélection d'espèces pour éviter la plantation d'espèces exotiques envahissantes classées sur la liste noire du Conservatoire Botanique Méditerranéen donnée adaptées à la sécheresse). Ces espaces composés de plantes vivaces sont pérennes et remplacent certains massifs floraux composés de plantes annuelles et bisannuelles.

Les prairies sèches

Afin de réduire l'arrosage et de favoriser la diversité végétale, les espaces autrefois gérés en pelouse arrosée nécessitant un arrosage régulier, une tonte et des semis fréquents sont transformés en prairies sans arrosage dites « sèches ». Sur ces espaces, une fauche tardive est réalisée.

Au-delà des importantes économies d'eau réalisées, ces prairies favorisent la biodiversité urbaine : elles permettent à la flore spontanée de se développer et abritent la faune locale

(insectes dont les pollinisateurs et les auxiliaires petits rongeurs, papillons...), attirant des prédateurs comme les reptiles, mammifères, oiseaux, etc.
 Ces prairies deviennent plus sèches en été comme dans la majorité des espaces naturels méditerranéens et les espèces adaptées au climat local s'y développent.
 Ces prairies sont si nécessaires semées d'espèces messicoles fleuries locales.

Soutenir la biodiversité locale

Montpellier est riche d'une biodiversité locale surprenante : plantes comme animaux (insectes, oiseaux, mammifères...). Ces espèces jouent un rôle primordial dans l'équilibre des écosystèmes. La gestion écologique des espaces verts de la Ville vise à favoriser cette biodiversité qui est notre patrimoine commun, pour quelle s'exprime et retrouve sa place dans nos environnements urbanisés.

Pour soutenir cette biodiversité la ville s'engage en **plantant des espèces végétales locales, fruitières ou mellifères, en acceptant la flore spontanée en pied d'arbres et en créant des refuges pour la flore et la faune** au sein des parcs : zones non tondues ni fauchées, cavités d'arbres protégées, troncs laissés sur site mais également hôtels à insectes et nichoirs.



Une fauche tardive et adaptée des espaces enherbés de la ville

Sur la grande majorité des espaces verts de la ville, une fauche tardive des espaces enherbés et des prairies a été mise en place. Cette modalité de gestion plus écologique permet de favoriser la flore et la faune locale.

En laissant les espèces herbacées réaliser leur cycle végétatif jusqu'à la fin du mois de juin, la fauche tardive permet aux plantes de se reproduire, et ainsi produire des graines qui sont bénéfiques à la fois à la régénération des prairies et aussi à la faune : insectes, oiseaux, mammifères...

Cette fauche tardive est réalisée de manière différenciée : les bord de route, chemin et accès sont entretenus et fauchés plus régulièrement.



Gestion des pieds d'arbres et valorisation de la flore spontanée

Les pieds d'arbres en ville: des refuges pour la biodiversité.

Les jardiniers de la Ville de Montpellier laissent pousser les herbes aux pieds des arbres. Ce choix a été motivé par l'arrêt depuis 2006 de l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques et par une volonté de favoriser la biodiversité en milieu urbain. Cette gestion des pieds d'arbres permet à la végétation spontanée de s'exprimer, nous créons des micros habitats pour la faune et la flore locale. Sur une centaine de pieds d'arbres étudiés, 96 espèces végétales ont été identifiées.

Ces espèces végétales favorisent la présence d'insectes, notamment pollinisateurs (comme les abeilles) et des « auxiliaires » (qui régulent les populations de pucerons par exemple). Ces espèces végétales et d'insectes constituent ensuite des sources de nourritures pour les oiseaux et mammifères.



Contrôle des espèces exotiques envahissantes

La Direction Paysage et Biodiversité est engagée dans un contrôle des espèces exotiques envahissantes. Certaines espèces sont principalement ciblées dans le cadre de ces opérations ponctuelles de contrôle.

L'herbe de la Pampa : cette espèce est éliminée en priorité le long des cours d'eau et le long des axes routiers, afin de limiter la dispersion de l'espèce vers les espaces naturels périphériques de la Ville. L'herbe de la pampa étant particulièrement impactante dans les zones humides littorales. Un contrôle de l'espèce a été réalisé sur l'avenue Mendès France et sur les berges de la Lironde, dans le parc de la Lironde. L'ailanthe, le raisin d'Amérique et la *Salpichroa origanifolia* ont également fait l'objet d'opération d'arrachage sur les berges du Lez ou dans les parcs de la ville. Un document de référence a été élaboré avec l'aide du Conservatoire Botanique Méditerranéen.



Travaux de dessouchage d'herbe de la Pampa à proximité de l'avenue Mendès France

Réduire les pollutions et protéger les sols

L'utilisation de produits phytosanitaires chimiques a été définitivement proscrite dans les espaces verts et naturels de la Ville. Afin de réduire les pollutions liées aux transports de matières végétales, les jardiniers de la ville recyclent sur site les déchets verts, en broyant et en réutilisant *in situ* les matières végétales issues des tailles ou tontes, comme paillage. Ces paillages sont favorables à la vie du sol, indispensables à la croissance des végétaux et limitent l'évaporation, permettant ainsi de réduire l'arrosage.

Recyclage in situ des déchets verts et paillage des sols

Les déchets issus des tontes, fauches, taille des arbres et arbustes constituent une source de matière organique à valoriser. Les feuilles et déchets de tonte sont réutilisés directement sur site en paillage. Les déchets de bois vert comme de bois mort issus de la taille et de l'élagage sont réduits sous forme de copeaux et utilisés en broyat. Ce recyclage sur site ou à proximité de zone où la taille a été effectuée permet de limiter les déplacements, la consommation de carburant et donc les pollutions liées au transport.

Le broyage *in situ* a débuté dans les parcs de la ville par l'achat d'un premier broyeur en 2009.

Le broyat de branches fraîchement coupées est également appelé bois raméal fragmenté (BRF). Le BRF est incorporé aux premiers centimètres du sol ou utilisé en paillage dans les plantations. En se décomposant, ce matériau active l'activité biologique du sol : micro-organismes, champignons, puis vers et arthropodes... vont dégrader la matière organique, produire de l'humus et structurer le sol. Ce broyat végétal permet aussi de limiter les besoins en eau et de protéger le sol.

Ces broyats sont utilisés en paillage de massifs, mais également sur des zones de sols nus, suite à un fort piétinement, pour restaurer le sol, le protéger de l'érosion et booster l'activité biologique du sol et ainsi permettre une recolonisation par la végétation.

En 2015 le parc Clemenceau a bénéficié d'apports importants de broyats de bois, afin de réaliser un paillage dans un objectif de restauration du sol.



Former et sensibiliser aux pratiques de gestion

Les jardiniers en charge de la gestion des espaces verts et naturels de la ville sont régulièrement formés aux méthodologies de gestion écologique des espaces verts.

Information et sensibilisation dans les parcs

Des panneaux de sensibilisation du public sont présents dans les espaces verts et naturels. Afin de sensibiliser le grand public à la biodiversité présente dans les parcs mais également aux pratiques de gestion.

Ces panneaux doivent être réactualisés régulièrement.

Réactualisation des panneaux du sentier REVE- dans le quartier de la Mosson

Le sentier nommé REVE (Revalorisation des espaces verts) parcourt différents espaces verts dans le quartier de la Mosson, aux alentours de la médiathèque JJ Rousseau. Il raconte l'histoire de la végétation méditerranéenne depuis la fin de la dernière période glaciaire, il y a 10 000 ans, jusqu'à nos jours. La rédaction du contenu des panneaux a été pris en charge par les associations Telabotanica et Ecosciences Mosson en collaboration avec la DPB



Panneaux Smart flore



Réalisés en collaboration avec l'association Telabotanica, ces panneaux d'aide à l'identification des espèces végétales ont été installés dans le quartier de la Mosson en parallèle des panneaux du projet REVE. Ils seront installés à l'automne dans le parc Clémenceau en collaboration avec le centre social Alisé.

Labellisation EcoJardin

La Direction Paysage et Biodiversité s'est engagée en 2012 dans une démarche de labellisation EcoJardin des parcs de la Ville. Ce label, créé par Plante & Cité en collaboration avec des gestionnaires d'espaces verts, est attribué pour 3 ans sur la base d'un référentiel de gestion écologique, qui permet d'évaluer, à partir de différents critères, les pratiques de gestion des espaces verts. 6 premiers parcs ont été labellisés à Montpellier : Méric, Clémenceau et Fontcolombe, Arsonval, Magnol, la Rauze.

Fin 2015 3 nouveaux parcs ont été labellisés : Jean Monnet, Sophie Desmarests et Pastourelles.

La labellisation EcoJardin vient récompenser les pratiques de gestion écologique mises en place sur les espaces verts de la Ville. Elle permet ainsi de valoriser le travail quotidien effectué par les jardiniers et de sensibiliser le public aux pratiques de gestion écologique. La labellisation représente enfin un outil d'amélioration continue pour le service gestionnaire.

Sensibilisation sur la fauche tardive



L'ÉCOJARDIN DE LA PAILLADE

Le parc Sophie-Desmarets est labellisé ÉcoJardin depuis décembre 2015. Ce label distingue une gestion respectueuse de l'environnement.

Situé à La Paillade, le parc Sophie-Desmarets a obtenu en décembre 2015, pour une durée de trois ans, le label ÉcoJardin décerné par Natureparif et Plante&Cité. L'obtention de ce label est un gage écologique d'amélioration continue des modes de gestion avec notamment la suppression des pesticides, la réduction des consommations en eau et la protection de la biodiversité locale.

Il valorise les pratiques respectueuses de l'environnement. Il a été attribué sur la base d'une enquête réalisée par des auditeurs indépendants incluant des bureaux d'études et des architectes paysagistes qui allient des compétences en gestion d'espaces verts et en écologie scientifique. Afin d'obtenir la labellisation Éco-Jardin, le parc Sophie-Desmarets, d'une superficie de 2,6 ha, a été évalué sur 150 critères selon des thématiques précises : politique globale du service, sol, eau, faune, flore, équipements et matériaux, formations du personnel des espaces verts...

Acquis par la Ville en 1978, l'ancien domaine viticole du marquis de Baroncelli (dont l'épouse, comédienne, a donné son nom au parc), recèle un boisement de chêne-verts et d'autres beaux sujets, dont un séquoia géant. Ce parc boisé, bordé par la Mosson sur sa frange ouest, constitue un corridor écologique important.

Il abrite le théâtre Jean-Vilar et la Maison pour tous Léo-Lagrange. Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche volontariste de gestion écologique de ces espaces verts. Aujourd'hui, neuf de ses parcs sont labellisés ÉcoJardin.



(Source Mnv Avril 2016)

JARDINS PARTICIPATIFS ET AGRICULTURE URBAINE



Jardins partagés

Les jardins partagés utilisent l'espace public comme lieu de rencontres et d'échanges à destination des habitants et usagers. Ils participent à l'aménagement et à l'embellissement du territoire urbain. Ils sont ouverts à tous, jardiniers amateurs ou simples visiteurs, conçus principalement selon une démarche participative des habitants. Lieux de vie où s'exprime la convivialité et le partage, ouverts sur les quartiers, ces jardins favorisent les rencontres intergénérationnelles et interculturelles. Ils répondent à un objectif de cohésion sociale, d'entraide, et de solidarité.

Les jardins partagés de la Ville de Montpellier répondent aux actions de la Direction Paysage et Biodiversité en matière de gestion des espaces naturels et de sauvegarde de la biodiversité. Des animations sont organisées dans les jardins partagés par les associations du dispositif Montpellier Main Verte régulièrement, avec des thèmes liés au jardinage, à la nature et la biodiversité.

Création en 2016 de nouveaux jardins partagés : Jardin Partagé St Clément, Jardin Partagé St Martin (mail Bashung) et Jardin partagé François Villon.

En 2016, au total 23 jardins partagés sont présents au sein des espaces verts de la ville.

En 2016, la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier a participé à la réalisation du jardin pédagogique de l'école Churchill Estanove-Croix d'Argent et a mis à disposition des créneaux d'animations dans 3 jardins partagés de la ville, pour réaliser des animations jardins thérapeutiques (Maisons pour Tous : Colucci, Lemasson, Mélina Mercouri).

Connaissance et gestion du patrimoine naturel de Ville

Etudes en cours en 2016 :

- Réactualisation de la charte de l'arbre
- Etude des services écosystémiques rendus par les espaces verts et naturels de la Ville de Montpellier
- Participation à l'élaboration de la trame verte et bleue de la ville
- Inventaires des vers de terres des parcs de la ville

Cette étude menée en 2016 par le CEFE-CNRS a été réalisée sur plusieurs parcs de la Ville.

L'objectif de cette étude est de mieux connaître les communautés de vers de terre présentes dans les parcs de la ville et d'analyser l'impact des pratiques de gestion sur ces communautés. Les résultats sont en cours d'exploitation.

- Suivi des mésanges urbaines :

Montpellier participe depuis 2010 à un suivi scientifique piloté par le CEFE-CNRS, et l'UM. (CEFE: Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive; CNRS: Centre National de la Recherche Scientifique, UM: Université de Montpellier). Les équipes du CEFE et du CNRS, aidées des agents de la Direction Paysage et Biodiversité, et du Parc zoologique de Lunaret ont placé près de 250 nichoirs répartis sur 5 secteurs de la ville: la Mosson, le parc zoologique de Lunaret, Grammont, Font-colombe et le Mas Nouguier.

Cette étude qui s'intéresse à la fois à l'écologie, la démographie, le comportement et l'évolution des mésanges en ville, nécessite chaque année au printemps un suivi du nid, de la nichée, la détermination de l'âge des poussins, le baguage des oiseaux, ainsi que des mesures morpho-métriques. L'étude cherche à déterminer comment les facteurs humains comme le bruit, la lumière, la pollution chimique, le dérangement humain ou les ressources alimentaires affectent la faune sauvage.



Œufs et oisillons de mésanges- R.Spitalieri

Les actions de sensibilisation du public et l'éducation à l'environnement

Montpellier Main Verte

Dans la continuité des années précédentes la DPB a mis en œuvre « Montpellier Main Verte », un dispositif d'éducation à l'environnement mené tout au long de l'année par des associations prestataires. Le programme Montpellier Main Verte prévoit plusieurs types de prestations dont la mission est d'assurer l'animation in situ des espaces verts et naturels en développant le lien entre les habitants des quartiers de Montpellier.

Visites commentées des parcs et jardins de la Ville

Ces visites commentées consistent à découvrir un espace vert ou naturel municipal au travers d'une thématique particulière : biodiversité, patrimoine, botanique, histoire, culture...

Sorties naturalistes

Organisées pour la première fois à la rentrée 2015 ces sorties naturalistes ont comme objectif de faire découvrir aux montpelliérains le patrimoine naturel de leur ville, les techniques d'observation de la faune, mais également les méthodes pour aider la faune en ville.



Animations auprès des enfants des centres de loisirs

La Ville organise avec les centres de loisirs volontaires une série d'animations à destination des enfants ayant pour objectif de faire découvrir les activités agricoles et horticoles urbaines au fil des saisons dans le respect de l'environnement et de la préservation de la biodiversité. Le programme s'articule autour du suivi de la culture de la vigne et comporte plusieurs temps forts avec les vendanges au mois de septembre sur le site du Mas Nouguier, le labour à cheval au printemps ainsi que la sortie des nouvelles cuvées.

Animation autour des micro-fleurissements (MIF)

En 2010, la Ville de Montpellier, en partenariat avec des associations de quartiers et des habitants, a mis en place du micro-fleurissement (petites plantations de vivaces sur les trottoirs : linéaires d'une vingtaine de centimètres, le long des façades par exemple). En fonction des demandes des habitants et de la faisabilité technique (et juridique), il s'agit d'accompagner ces démarches de plantation par le choix des emplacements, le choix des végétaux, l'organisation du chantier de plantation...

Ateliers jardinage Biologique dans les jardins familiaux et Animations autour des jardins partagés

Les animations de « jardin-école » s'adressent aux adhérents des associations de jardins partagés ou de jardins familiaux municipaux et en priorité aux jardiniers débutants ou aux nouveaux arrivants. Montpellier Main Verte les accompagne dans la mise en place de leurs jardins, en dispensant des conseils et préconisations sur les techniques de jardinage respectueuses de l'environnement.

Exemple des thématiques abordées : les semis et plantations, les outils, le compostage, l'arrosage raisonné, le paillage, les alternatives biologiques aux traitements de pesticides, les auxiliaires, l'entretien des arbres fruitiers...

Formation en botanique

Des cours de botanique de niveau « débutant » et « avancé » sont proposés, avec des enseignements en salle et des travaux pratiques de détermination de plantes lors de sorties terrain.

Festival SEVE –Scène D'expression Végétale éphémère



Scène d'Expression Végétale Ephémère

Initié par un collectif de professionnels et de passionnés de nature, d'horticulture, de paysage et de jardins, le projet S.E.V.E : Scène d'Expression Végétale Ephémère se donne comme objectif d'inventer un événement original dédié au végétal, au jardinage et aux jardins.

Une manifestation originale, festive, ludique et pédagogique conçue autour d'une dizaine de **Scènes végétales** créées et réalisées par des passionnés professionnels et des amateurs membres d'associations.

Organisée par Horti-FM et la Ville de Montpellier pour la première fois en 2014 , la deuxième édition du Festival SEVE s'est déroulée en 2016 les 16, 17 et 18 septembre, au Domaine de Grammont.

PISTES D'AMELIORATIONS

- Labellisation Ecojardin de nouveaux parcs de la ville et renouvellement du label pour les parcs anciennement labellisés

- Développement des supports de connaissance du patrimoine naturel des parcs des espaces verts et naturels de la ville.

- Réactualisation de la charte de l'arbre de Montpellier- un guide de bonnes pratiques pour la gestion de l'arbre et du patrimoine arboré en milieu urbain.

LE PARC DE LUNARET 2015

ENJEUX

C'est un immense chantier qui va commencer au parc de Lunaret. Le zoo montpelliérain, créé en 1964, va être entièrement réaménagé, pour un coût estimé à 30 millions d'euros. Le projet court jusqu'en 2021 et sera mis en œuvre étape par étape, l'objectif étant de proposer une nouvelle scénographie aux visiteurs, de mettre aux normes – notamment sécurité et incendie – les installations, et de favoriser la biodiversité méditerranéenne qui fait l'essence de cet équipement, un zoo autant que parc, gratuit, unique en France. Pour le Maire, « *Ce vaste plan de rénovation permettra de hisser le zoo de Montpellier au niveau des grandes infrastructures nationales voire européennes* ».

Protéger la biodiversité méditerranéenne est un enjeu essentiel : la nouvelle gestion du couvert forestier du parc de Lunaret va permettre de restaurer la biodiversité méditerranéenne d'origine. Au fil des ans, avec l'arrêt du pastoralisme et de la coupe de bois, les prairies et garrigues ont disparu du parc de Lunaret, et avec elles la flore et la faune sauvages associées à ces milieux ouverts. Une forêt dense, composée de pins d'Alep et de chênes verts, des essences très inflammables, a progressivement envahi une partie du parc. Les travaux vont consister à introduire des discontinuités végétales, verticales et horizontales, et à favoriser des essences locales, comme le frêne à fleurs, l'arbousier ou le filaire. Outre la réduction du risque incendie, ces aménagements offriront un meilleur confort de promenade aux visiteurs : des chemins plus larges à travers la garrigue et de nouveaux points de vue sur les paysages alentour.



ECOREPERES

- › 650 000 visiteurs par an
- › 3 500 végétaux dans la serre amazonienne et une expertise reconnue pour la biodiversité
- › 30 millions d'euros investis pour la rénovation
- › 80 hectares (zoo et réserve du Lez, et 120 ha avec le bois de Montmaur)
- › 39 nouvelles espèces seront présentées (141 espèces actuellement, soit 1 350 animaux)
- › Réouverture de la **ferme pédagogique** dédiée aux animaux domestiques et à l'agroécologie
- › 9 000 scolaires de Montpellier, de la Métropole et de ses environs viennent chaque année découvrir le monde animal.

RESULTATS

TRAVAUX DE PROGRAMMATION POUR UN ZOO « NOUVELLE GENERATION »

Un vaste chantier de rénovation du parc de Lunaret est en cours jusqu'en 2021. La Ville souhaite en faire un sanctuaire de la biodiversité méditerranéenne : un lieu innovant, respectueux des animaux, doublé d'un espace ludique et pédagogique.

Avec ses 650 000 visiteurs par an, le parc de Lunaret est une destination à rayonnement régional. C'est l'un des rares zoos en France à être gratuit, et à proposer sur 80 hectares et 11 kilomètres de chemins forestiers une faune exotique riche de 1 350 animaux, où l'on peut observer toute la gamme végétale de la garrigue méditerranéenne.

UN INVESTISSEMENT DE 30 MILLIONS D'EUROS

Comme d'autres gestionnaires de zoos, publics ou privés, la Ville a décidé de moderniser ce site exceptionnel, en investissant 30 millions d'euros sur cinq ans. Une rénovation à la hauteur de ce grand parc urbain. Ce projet de nouvelle vie pour le zoo de Lunaret traduit l'engagement de la Ville au bénéfice du bien-être et du confort des animaux, de l'observation des espèces et de la sécurité du site (risque incendie et mise aux normes). Il concrétise également son ambition de renouveler l'intérêt et la connaissance des visiteurs.

En France, Montpellier se distingue depuis plusieurs décennies par son expertise et son action en matière de préservation de la biodiversité en milieu urbain. Appelée à devenir un équipement métropolitain, le zoo va continuer à apporter sa contribution à la préservation de la faune et de la flore méditerranéennes, et à la reproduction et à la conservation *in situ* et *ex situ* d'espèces menacées. Tout en poursuivant ses actions pédagogiques et scientifiques de transmission des savoirs sur la biodiversité végétale et animale.

OBSERVER LES ANIMAUX AUTREMENT

Le plan de rénovation va redessiner le zoo autour des écosystèmes.

À l'image de celui récemment aménagé pour les guépards, trois méta-enclos de plus d'un hectare accueilleront en mixité 6 et 8 espèces différentes, au plus proche de leurs conditions de vie au sein de leurs écosystèmes d'origine.

Ces vastes enclos modernes concerneront les girafes, les animaux de la plaine africaine, les rhinocéros et les zèbres. Avec moins de grillage, plus de matériaux naturels, des abris mieux adaptés, et une véritable approche paysagère dans les enclos, ils vont favoriser le bien-être des animaux.

Pour le public, l'observation sera meilleure et plus discrète, à partir de points de vue renouvelés, en hauteur ou en immersion. Des nourrissages pédagogiques viendront enrichir la connaissance de ces animaux, dont certains sont menacés de disparition.

UNE NOUVELLE FERME PEDAGOGIQUE

Fermée en janvier 2009, la ferme pédagogique dispose de tous les atouts pour devenir un outil moderne de culture scientifique, adapté à l'accueil du public, notamment des groupes d'enfants. Entièrement restructurée, elle va devenir un espace pédagogique de dimension métropolitaine, dédié à l'agro écologie, aux animaux domestiques, ainsi qu'aux espèces de la biodiversité locale et européenne (aigle de Bonelli, chouette chevêche, genette d'Europe, ibis chauve, loup ibérique, loutre d'Europe, lynx, tortues d'Hermann et grecques, vautours fauves et moines, couleuvres de Montpellier...). La ferme procurera aussi un abri à la faune sauvage locale blessée, ne pouvant être réintroduite dans la nature, en lien avec des associations locales.

Elle continuera également d'accueillir le rucher de la Ville de Montpellier, ainsi qu'un espace muséographique agricole.

DES MOUTONS DEBROUSSAILLEURS

Des chênes verts et des pins d'Alep devront être coupés pour retrouver des paysages diversifiés : une forêt moins dense et une couverture végétale de garrigue plus basse. Ces travaux d'abattage débuteront fin 2016, car la période hivernale est la moins préjudiciable pour la faune.

À cet entretien mécanique, la Ville associe un entretien naturel du couvert forestier, par un retour au pastoralisme ancestral. À l'instar du parc Malbosc, un troupeau de moutons hébergé à la ferme pâture depuis quelques mois dans les parcelles et dans les enclos inoccupés, comme c'était le cas sur l'ancien domaine de La Valette.



LA FORÊT AMAZONIENNE EN PÉRIL

La serre amazonienne de Montpellier a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Découvrir cet environnement, c'est aussi prendre conscience de sa fragilité, du danger qui pèse sur lui et de l'urgence d'agir. La forêt amazonienne disparaît à un rythme effrayant : la **superficie d'un terrain de football toutes les 7 secondes**.

Ainsi, seuls 20 % de cette forêt subsisteraient d'ici à 2025 ! L'exploitation du bois exotique, l'agriculture intensive ou encore l'élevage de bovins causent la perte de ces millions d'hectares de forêt.

DES MISSIONS SPÉCIFIQUES

La serre amazonienne et le parc zoologique répondent aux deux missions fondamentales des zoos, définies en 1993 par l'Association européenne des zoos et aquariums :

- › la conservation ;
- › la sensibilisation.

PISTES D'AMÉLIORATION

Au-delà de ce projet, le parc zoologique améliore continuellement ses pratiques environnementales quotidiennes : un groupe de travail sur la gestion de déchets a vu le jour, un suivi attentif de la consommation d'eau est mis en place, et une politique d'achat responsable est menée, concernant les engins tout comme les matériaux et produits utilisés. Il s'agit aujourd'hui de compiler ses initiatives, de les formaliser et de les compléter dans un document de suivi au sein d'un système de management environnemental.

COHESION SOCIALE, SOLIDARITE ENTRE TERRITOIRES ET GENERATIONS



**UNE VILLE HUMAINE
AMENAGEUSE
SUR LE LONG TERME**

ECO QUARTIERS, ZACS, TRAME VERTE ET BLEUE CONJUGENT LES MUTATIONS DE LA VILLE ADAPTEE (GUIDE AURA)

ENJEUX

La définition précise d'un niveau d'exigence est le meilleur moyen de passer de la parole aux actes. C'est pourquoi la Ville s'est dotée en 2011 d'un référentiel d'aménagement urbain durable, concerté avec l'ensemble des services municipaux et des praticiens de l'urbanisme de Montpellier. En résulte la rédaction du guide AURA.

La plupart d'entre nous n'en ont pas forcément conscience, mais l'acte d'aménager et de construire est loin d'être neutre sur le plan environnemental : le secteur résidentiel et tertiaire (commerces et bureaux) est le plus gros consommateur d'énergie avec **44% de l'énergie totale consommée en France** et est à l'origine de 23 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. Du fait de leurs compétences dans ces domaines, les collectivités locales ont un rôle essentiel à jouer et sont à même d'apporter une réponse rapide et concrète à ces enjeux. La Ville de Montpellier, impliquée de longue date dans une politique écoresponsable, en particulier dans le domaine de l'énergie, entend être exemplaire en la matière. Cela passe par une intervention sur tous les leviers propres à limiter l'empreinte écologique et carbone de son action. Dans une ville en forte croissance démographique et économique, les actions d'aménagement et de construction, dont les incidences sur les indicateurs planétaires sont parmi les plus fortes (réchauffement climatique, consommations énergétiques, gestion de l'eau, pollutions...), sont essentielles, notamment en ce qui concerne l'adaptation pour améliorer la qualité de vie des habitants. Sans attendre le Grenelle de l'environnement, la Ville de Montpellier a adopté depuis trois décennies **une politique urbaine volontariste qui s'appuie sur des principes d'aménagement reconnus aujourd'hui comme les plus vertueux**, en matière de développement social, environnemental et économique : densification raisonnée et compacité des formes urbaines, mixité fonctionnelle et sociale, utilisation d'énergies renouvelables, développement d'un réseau de chaleur, de la fibre optique, mais aussi de modes de transports doux et notamment du tramway pour une prise en compte globale des nouveaux modes de vie...

ECOREPERES

LE TEMPS DE L'AMÉNAGEMENT EST UN TEMPS QUI SE CONSTRUIT DANS LA DURÉE. AUSSI, LA DÉMARCHE AURA, ENTREPRISE DÈS 2009, SE POURSUIT-ELLE EN 2016 ?



Depuis 2009, la Ville de Montpellier s'est engagée, en partenariat avec plusieurs acteurs de l'aménagement et de la construction, dans une démarche globale guidée par l'objectif ambitieux d'atteindre un niveau d'exigence en matière de développement durable, à toutes les grandes étapes de la production urbaine dans les quartiers : programmation, aménagement et construction.

Cette démarche s'est concrétisée par l'élaboration d'un référentiel local, publié en 2011 sous forme d'un guide désigné « AURA » pour « Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement ». La démarche se poursuit en 2015. Construit sur une grille de 30 indicateurs, ce document constitue aujourd'hui un cadre de recommandations à prendre en compte dès la conception de tout projet d'aménagement ou de construction.

Dans cet élan et afin de préciser ses attentes particulières à l'échelle des opérations de construction, la Ville a souhaité traduire ce référentiel au travers d'un document plus adapté aux projets qui lui sont régulièrement présentés via les permis de construire ou les déclarations préalables. Ce document, décliné en 12 indicateurs et désigné « **Grille AURA** », renseigné par les constructeurs, est remis en complément de tout dossier déposé auprès des services instructeurs de la Ville. En 2015, cette grille a été modifiée et mise à jour en concertation avec les professionnels de la construction : certains indicateurs ont été supprimés du fait qu'ils sont désormais imposés dans le cadre de la réglementation thermique, d'autres ont été ajoutés, notamment pour ce qui concerne le confort des logements ou la concertation. La grille est téléchargeable sur le site de la Ville de Montpellier :

http://www.montpellier.fr/include/viewFile.php?idtf=17893&path=5c%2F17893_119_Copie-de-Grille-DD-V2.xls

RESULTATS

MONTPELLIER VILLE MEDITERRANEENNE, L'HOMME ET LA NATURE AU CŒUR DE L'AMENAGEMENT

“De Montpellier à la mer”

Le projet d'Ecocité de “Montpellier à la mer” conduit par Montpellier Méditerranée Métropole est l'un des 19 retenus par l'État sur 146 présentés. Il est la continuation d'opérations engagées dès 1980 par la Ville de Montpellier afin d'organiser son extension vers le sud à partir d'un réseau de transports en commun, le tramway notamment, et à travers des politiques de maîtrise du foncier, du cycle de l'eau et du risque d'inondation. Antigone en fut la préfiguration, suivie de Port-Marianne, sur 400 ha (26 000 logements environ à terme).

Avec le XXI^e siècle, le projet s'étend à Castelnau le Lez, Lattes et Pérols. Sur 250 ha, la “Route de la mer”, rebaptisée “Ode à la mer”, concerne un périmètre d'activités commerciales d'entrée de ville entièrement repensé. Simultanément, le secteur devrait accueillir la gare de la Mogère, future gare TGV. Sa situation au cœur du nœud de connexions des mobilités, prépare le futur grand Montpellier. Avec l'Éco Cité, concept issu de la conférence des Nations unies de Rio 1992, se met en place une politique globale qui appliquera à la ville les notions de développement durable et de respect de la biodiversité.

L'Ecocité : la ville du XXI^e siècle, aéroport, gare, autoroute, lignes de tram, voies douces, en font un site hyper connecté. Ces grands projets d'aménagement conduits par Montpellier Méditerranée Métropole constituent l'“Ecocité de Montpellier à la mer” qui s'inscrit dans la droite lignée du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) adopté en 2006 et lauréat d'un Grand Prix de l'urbanisme.

Le périmètre de l'Ecocité va au-delà. Car l'enjeu territorial pour le cœur de la métropole est celui de la maîtrise du nœud de connexions constitué par l'aéroport international, la nouvelle

gare TGV, la gare Saint-Roch, le réseau de tramway et les transports interurbains, l'autoroute A9 déplacée et la requalification de l'actuelle, en voie urbaine...

Pour la ville, Il concerne ainsi les secteurs de la gare et du nouveau quartier Saint-Roch, ceux situés à l'est de l'hyper-centre montpelliérain, au nord (Montpellier et Castelnau-le-Lez), les quartiers Millénaire et Eureka. Sur les avenues Raymond Dugrand et Georges Frêche, l'Ecocité s'installe au cœur de Port-Marianne (quartiers Consuls de Mer, Richter, Jardins de la Lironde, Jacques-Cœur) et des quartiers en projet sur la rive gauche du Lez.

Les 3 grandes politiques urbaines menées par la Ville et la Métropole y seront mises en œuvre :

- Le Plan Climat Énergie territorial (contraintes climatiques).
- Le Plan de déplacements urbains (mobilité).
- Le Plan local de l'habitat (5 000 logements doivent être construits chaque année, dont 30 % de logements sociaux).

La démarche Cité intelligente.

Une politique forte en faveur du développement durable : ici, on lutte contre le réchauffement climatique et le gaspillage énergétique en construisant des immeubles adaptés, en utilisant des techniques et des technologies d'avant-garde. Et ce, en favorisant les déplacements, la cohésion sociale, la solidarité, le "bien-vivre" quotidien, ménager un art de vivre méditerranéen, mettre en valeur le patrimoine, favoriser le développement et l'implantation d'entreprises, bref mettre, comme on dit, "de l'huile dans tous les rouages" environnementaux, sociaux, économiques, culturels, commerciaux...50 000 nouveaux habitants en 15 ans !

Pourquoi ce projet ? D'abord pour faire face à un afflux de population. Entre 1962 et 1975, celle de la métropole montpelliéraine a cru de 4,1 % par an pour se stabiliser aujourd'hui autour de 1,6 % pour Montpellier et de 1,3 % pour les communes alentour. Montpellier Méditerranée Métropole devrait ainsi compter 500 000 habitants à l'horizon 2020.

Il faut donc répondre aux besoins de 5 600 habitants supplémentaires chaque année, et pour cela construire environ 15 000 nouveaux logements sur quinze ans, soit l'équivalent de 50 000 habitants. Où vont-ils résider ? Sur tout le territoire de la Métropole, mais d'abord le long des avenues Raymond Dugrand, sur Montpellier, rue de la Vieille-Poste sur Eurêka à Castelnau-le-Lez et, enfin, Georges Frêche, sur Perols et Lattes, desservis par la ligne 3 du tramway.

Sur 2500 ha repartis entre Castelnau-le-Lez, Lattes, Montpellier et Perols, l'Ecocité dessine le cœur de la Métropole à l'horizon 2020-2030. Un nouvel urbanisme "durable, novateur et ambitieux" dont la mise en œuvre doit doper l'activité économique, donc l'emploi, et répondre aux attentes des populations. Il s'agit de nouveaux quartiers dotés de transports en commun performants, de commerces, de logements sociaux (30 %), de bureaux, d'espaces de partage et de nature. Un urbanisme moins consommateur d'Énergie ou d'espace périurbain et qui a la particularité d'assurer la continuité urbaine au piéton comme au cycliste.

LA TRAME VERTE ET BLEUE

La ville de Montpellier est située en région méditerranéenne, « hotspot » de biodiversité (zone géographique possédant une grande biodiversité particulièrement menacée par l'activité humaine) comptant environ 20 000 espèces végétales, dont plus de la moitié sont endémiques à cette région. Avec 3 500 habitants de plus chaque année, Montpellier connaît par ailleurs la plus forte croissance démographique de France.

Dans ce contexte, la ville mène depuis longtemps une politique en faveur de la biodiversité et du développement durable. Ayant travaillé dès 2006 sur un schéma des réseaux verts, la

Ville de Montpellier poursuit une politique en faveur de la biodiversité et du développement durable depuis presque vingt ans.

En 2006, le schéma directeur des réseaux verts a été élaboré. Après une étude sur les friches et les délaissés urbains, le travail se poursuit aujourd'hui avec le projet de Trame verte et bleue, le schéma directeur des réseaux verts, la collectivité a initié différentes actions qui permettent aujourd'hui de construire une Trame verte et bleue en milieu urbain. L'étude 2012-2015 « Élaboration de Trames vertes et bleues urbaines (TVB) et valorisation de friches » est une action novatrice dans son domaine. Menée en parallèle de l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Écologique du Languedoc-Roussillon, les actions envisagées prennent en compte les orientations de ce schéma.

A l'échelle de la Métropole de Montpellier, un travail est également mené afin de prendre en compte les éléments constituant la TVB.

Créer de nouveaux espaces verts est une nécessité afin de faire "respirer" la ville. Montpellier réalise actuellement un réseau vert qui reliera les espaces verts entre eux tout en permettant aux habitants de se déplacer dans un cadre naturel. Ce Réseau Vert a ainsi un double rôle : celui de continuité écologique mais aussi un rôle fonctionnel de déplacement doux.

VICTOIRE DU PAYSAGE A PORT MARIANNE

L'allée Alberto-Giacometti a fait l'objet d'un aménagement d'une grande qualité paysagère, à l'image de l'ensemble de l'éco-quartier Parc Marianne.



Un espace piétonnier de qualité

À Port Marianne, à proximité du parc Charpak, l'allée bordée de platanes vénérables est un vestige poétique d'un ancien mas disparu. Rebaptisée Alberto-Giacometti, cette jolie voie arborée vient de faire l'objet d'une réfection complète. Sa conception paysagère a été réalisée par l'agence « Traverses », dans le cadre de l'aménagement du quartier réalisé par la Serm, pour la Ville de Montpellier.

L'allée majestueuse, désormais bordée de talus plantés, remplit aujourd'hui les fonctions de bassin d'orage en cas de fortes pluies. C'est aussi un espace public piétonnier de qualité, dédié à la promenade, et accessible aux personnes à mobilité réduite.

Il s'inscrit dans le prolongement du mail Georges-Braque, définissant un axe piétonnier traversant tout le quartier. Et offrant un nouveau prolongement au parc Charpak et au ruisseau de la Lironde, sa coulée verte.

Cet aménagement paysager exemplaire « à l'esthétique sobre et contemporaine » a été récompensé, autant pour la préservation de son cadre patrimonial naturel que pour sa composition paysagère de qualité, par les Victoires de bronze du Paysage, catégorie Aménagement de quartier, un Concours national organisé sous la tutelle du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. L'allée réaménagée a été ouverte au public à l'automne 2015. (Source : MNV Février 2016)

DEMOCRATIE ET VEGETALISATION

Les végétaux destinés à embellir le bas de l'avenue Foch et l'angle de la rue Rosset ont été sélectionnés en réunion publique

Le choix des espèces florales du quartier était le thème d'une réunion publique le 24 novembre. Rue Rosset, les riverains se sont prononcés sur la plantation d'arbres. Ils ont choisi le Savonnier, et ont opté pour la végétalisation du pied des arbres, et décidé de la mise en place d'un dispositif anti urine.

Avenue Foch, à côté de la Poste, les Albizias seront supprimés, et remplacés par des Photinias tiges, une essence à plus petit développement, à feuillage persistant, et à port élané, comme sur le reste de la rue. Ils seront insérés dans une banquette plantée. Des plantes vivaces et des arbustes méditerranéens déjà adultes seront privilégiés, pour un effet rapide. Enfin, côté Magasins et Luminaires, une platebande en surélévation, plantée de vivaces basses, pour garder la visibilité, sera installée pour empêcher le stationnement.



Source : MNV

ECOQUARTIER RIVE GAUCHE : ACCOMPAGNER LES HABITANTS DANS LEUR NOUVEL ECOQUARTIER

A deux pas de la Mantilla, dans le cadre d'une convention partenariale avec la ville de Montpellier et la SERM, l'Agence Locale de l'Energie (ALE) Montpellier est missionnée pour mener un travail d'accompagnement et de sensibilisation des habitants des premiers bâtiments du quartier Rive Gauche sur une durée de 3 ans.

Ces premiers immeubles sont soumis à la Réglementation Thermique 2005 mais labellisés Bâtiment Basse Consommation (BBC) comme l'impose le cahier des charges de la ZAC. Il s'agit des 4 bâtiments suivants :

- le Plein Air,
- l'Avant-Garde,
- Nouvelle Rive,
- Résidence ACM Outre-Petit-Pont.

Les principales actions proposées et qui sont mises en place au fur et à mesure de l'avancée du projet sont le suivi des consommations énergétiques des résidences, des réunions « *tupperwatt* » et la distribution de kits économes aux occupants, formation des syndics et conseils syndicaux, des visites des installations de chauffage collectif au bois.

L'Éco quartier rive gauche traduit l'évolution de la ville, vers un savoir vivre intelligent et responsable. Lauréat de l'Appel à projets « Nouvelles Formes Urbaines Durables » en 2009, Rive Gauche est le premier quartier de Montpellier labellisé Ecocité. Rive Gauche, au cœur de Port Marianne, une ZAC où il fait bon habiter pour y vivre, travailler, se détendre... D'une superficie de **9ha**, il est situé à proximité du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier, de l'avenue Raymond Dugrand, de la place Pablo Picasso et de son pôle d'affaires.

A terme, il va accueillir **1200 logements**. Contemporain, **écoresponsable**, « *Rive Gauche* » est l'heureux aboutissement de ce que devrait être un tout nouveau quartier, dans les grandes métropoles. Concrétisation de ce que l'on peut espérer de mieux avec **3 000 m²** d'équipements publics, des services de proximité, **43 000 m²** de commerces, bureaux, et la ligne 3 du tramway qui la dessert.



LABEL ÉCOQUARTIER
Deux quartiers de Montpellier, les Grisettes et Parc Marianne sont lauréats du Label national ÉcoQuartier 2015 décerné par le Ministère du Logement.

Il s'appuie sur des principes forts d'aménagements durables, de gestion des énergies, de l'eau et des déchets, de confort acoustique, de qualité de l'air et d'ensoleillement pour privilégier le confort de chacun.

Sa configuration permet également d'utiliser les éléments naturels du site, pour améliorer les performances passives des bâtiments, dont l'implantation résulte déjà de multiples études climatiques (ensoleillement et éolien notamment).

Dans le cadre de la démarche EcoCité, des actions sont menées, afin d'optimiser les performances environnementales des bâtiments, lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur, et développer les modes de transports doux, grâce à une promenade aménagée, et à la création d'une structure de stationnement pour cycles innovante.

Sur le quartier se dessine une trame végétale, qui court le long des berges du Lez. Ces espaces verts pénètrent au cœur d'îlots, créant des cheminements piétons, et une aération naturelle. Les berges verront leur ripisylve naturelle confortée.

La végétation du bord des rives, s'étendra vers la ville, en s'infiltrant entre les bâtiments. L'ensemble du parc ainsi constitué sera découpé par des voies dont l'accompagnement végétal, sous forme d'arbres alignés, renverra aux aménagements environnants, créant le lien avec les opérations riveraines » (Source : Guide Eco quartier « Rive Gauche » (ville de Montpellier).

ZAC PORT MARIANNE - PARC MARIANNE

Cette opération localisée à Port Marianne autour du parc public Georges Charpak, entre l'avenue Raymond Dugrand, l'avenue du Mondial 98, l'avenue Joan Miro et l'avenue Nina Simone, s'inscrit dans la continuité des ZAC Jacques Cœur, Rive gauche et République. Elle s'intègre dans un schéma directeur paysager d'ensemble, ainsi que dans le plan de composition de l'avenue Raymond Dugrand établi par « *Architecture Studio* ».

Dans le projet lauréat, dessiné par le cabinet Architecture « *Studio* » (Paris) associé à « *IMAGINE* » et « *CARRE VERT* » (devenu Traverses), les implantations d'immeubles résultent d'une conception alliant ouverture vers le parc et constitution de façades urbaines sur les grandes voiries.

Une extension de la ZAC a été réalisée pour permettre l'aménagement de trois sous-secteurs supplémentaires, situés au sud, au sud-est et à l'est du périmètre initial, permettant notamment la continuité du développement urbain vers Odysseum.

Calendrier :

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 7 octobre 2004. Le dossier de réalisation a ensuite été approuvé le 29 septembre 2005. Le dossier de création de l'extension de la ZAC a été approuvé par le Conseil municipal le 27 juin 2006, suivi de l'approbation du dossier de réalisation en date du 7 février 2007.

Les premiers travaux ont commencé en 2007. Les premières livraisons de logements ont eu lieu en 2009 sur la partie Nord. Au total sur ce secteur, 1057 logements sont construits, dont 32,82 % de logements sociaux. Les premières constructions de logements sur la partie sud ont débuté en 2011. Le nouveau groupe scolaire Chengdu a ouvert ses portes à la rentrée 2013. Un second groupe scolaire en limite de la ZAC (André Malraux) a ouvert ses premières classes à la rentrée 2015, avenue Jona Miro. Une chaufferie bois tri génération exceptionnelle de par ses performances énergétiques (production de chaud, de froid et d'électricité) est entrée en fonctionnement début 2015 et dessert une importante part de Port Marianne). Le quartier est avancé à environ 90%, donc quasiment fini.



DES AMÉNAGEMENTS CONCERTÉS

Lors des réunions publiques organisées salle Jacques-1er-d'Aragon, les riverains ont répondu présents : le 18 mars, pour un point sur l'avancement de la ZAC Parc Marianne, et le 24 mars, pour la 2e phase de l'aménagement du bassin Jacques-Cœur.

À Parc Marianne, le développement urbain et les chantiers de construction se poursuivent. Sur les 30 hectares de ce quartier, 2 550 nouveaux logements sont prévus à terme, selon le concept : habiter autour du parc Charpak. Dans les 5 ans à venir, 750 arbres seront plantés dans ce poumon vert de 7 hectares (1 500 arbres à terme).

Côté voirie, l'avenue Nina-Simone sera en travaux jusqu'en début 2017 : nouveau revêtement, cheminements piétonniers et cyclables, stationnements, trottoirs. Des arbres seront également plantés cet hiver, ainsi que sur l'avenue Joan-Miro : des micocouliers, tilleuls argentés, chênes verts...

Fait notable, l'enfouissement des lignes à haute tension est à l'étude, principalement sous le domaine public, afin de limiter l'impact sur le quartier.

Autour du bassin Jacques-Cœur, l'aménagement continue. Des nouveaux lieux de convivialité ont été proposés pour diversifier les usages du lieu : construire un ponton, aménager un parvis, améliorer les terrasses existantes et les salons verts, créer un lieu pour les événements ponctuels, installer une zone de livraison...

Les projets affinés seront présentés lors d'une prochaine réunion de concertation. montpellier.fr (Source : MNV avril 2016)



Perspective de Parc Marianne et des abords du bassin Jacques-Cœur.

ZAC DU COTEAU : UN CONCOURS D'URBANISME EST LANCE EN 2016 pour réaliser la future ZAC du Coteau, située au sud du quartier Malbosc, le projet devra prendre en compte les caractéristiques paysagères remarquables de ce secteur, notamment la présence des mas et des nombreux espaces boisés.

BASSIN JACQUES-CŒUR : LES AMÉNAGEMENTS SE PRÉCISENT

Le 13 mai dernier, une soixantaine de personnes étaient présentes à la 2e réunion publique de concertation, destinée à finaliser le choix des nouveaux espaces de convivialité du bassin Jacques-Cœur. Au nombre de ces aménagements, qui vont optimiser les usages du site : un ponton sécurisé avec un garde-corps, une plage renouvelée, des salons verts prolongés, des terrasses arborées, ainsi qu'un large parvis aménagé avec des tables et des bancs pour favoriser la convivialité, et des pergolas pour se protéger de la pluie et du soleil. Les grands principes du projet ayant été actés avec le public, les travaux de mise en valeur du site débiteront en novembre prochain, pour environ six mois. (Source : MNV juin 2016).

URBANISME RÉUNIONS PUBLIQUES : LES HAUTS DE LA CROIX D'ARGENT

Dévoilé aux riverains le 19 février, le périmètre d'étude sur les Hauts de la Croix d'Argent est un outil juridique que la Ville met en place afin d'encadrer les futurs programmes immobiliers privés sur cette zone (avenue de Toulouse, sud de l'avenue Villeneuve-d' Angoulême, rue Bounin, avenue Pedro-de-Luna et rue Mireur). « Il s'agit de préserver l'équilibre du quartier » a expliqué le maire. En perspective également une future résidence, avenue Villeneuve-d 'Angoulême, dont les promoteurs, suivant les vœux de la Ville, ont limité la hauteur et conservé des arbres. (Source MNV mars 2016).

PISTES D'AMÉLIORATION

- Poursuite des objectifs d'aménagements durables.

L'IMAGERIE URBAINE POUR VISUALISER LA VILLE

ENJEUX

Dans le cadre de projets pluriannuels, le service municipal d'informations géographiques (SIG) conçoit et développe des solutions innovantes de visualisation de la ville et de ses environs en 2D, 3D et à travers le temps (4D).

L'imagerie urbaine ainsi produite répond à des critères stricts de qualité et de précision lui permettant de servir à la fois de vecteur de communication auprès du grand public, et de référentiel fiable aux projets élaborés par les services techniques.

Les représentations tridimensionnelles offrent une vision partagée du territoire que chacun peut observer à son gré depuis tout point de vue et sous tous les angles.

ECOREPERES

PLAN "MONTPELLIER DELTA" : RUES ET THERMOGRAPHIE

Grâce au plan de l'application "Montpellier Delta" vous pourrez découvrir, explorer et localiser les aménagements de la ville de Montpellier.

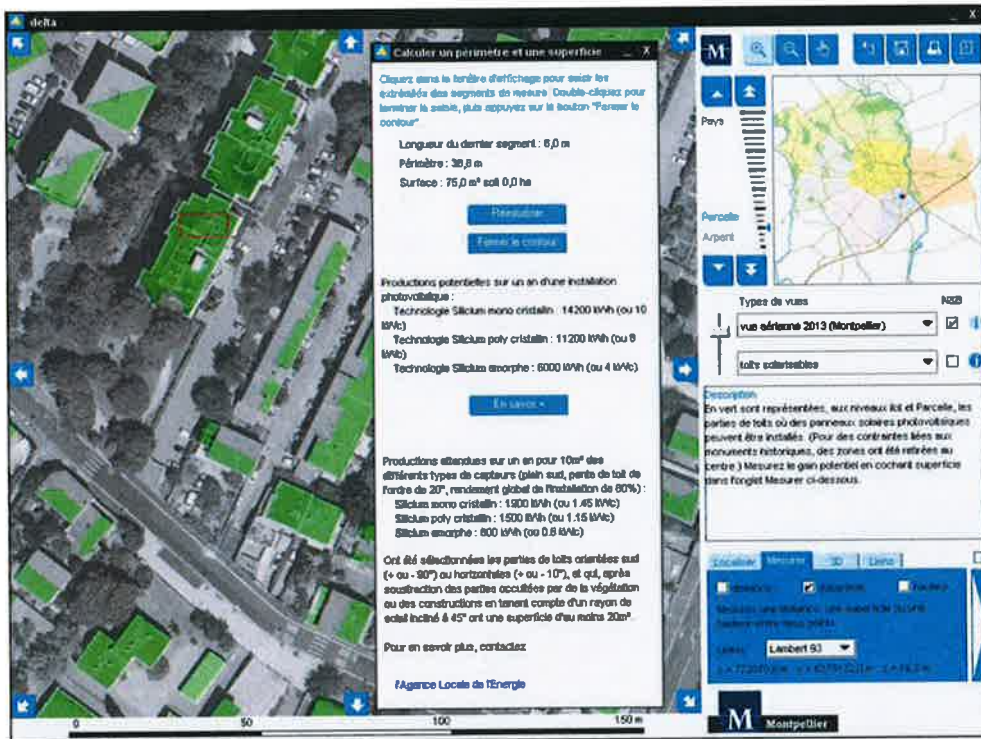
RESULTATS

La ville de Montpellier et ses abords (soit, le double de la superficie communale) font l'objet d'une couverture aérienne numérique de haute résolution (16 cm) qui est renouvelée tous les étés impairs depuis 2003 : 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013 déjà en ligne sur l'application DELTA. Celle-ci consiste en une vraie ortho-image, c.-à-d. une vue aérienne redressée sur l'enveloppe du sursol (sol + constructions et végétation), le relief étant enregistré avec l'image. Elle se superpose au plan cadastral, sans dévers de bâtiments, et permet les mesures de hauteur. Par différence des enveloppes du sursol, le SIG produit des cartes d'évolution des constructions/destructions survenues entre prises de vues, offrant aux services opérationnels un suivi précis, unique en France, de l'évolution de la ville. Ces documents intégrés à DELTA rendent le développement urbain particulièrement lisible ; son impact sur le milieu naturel peut ainsi être mieux évalué et maîtrisé.

En dehors de la 4D contemporaine, régulièrement actualisée, les archives cartographiques permettent de remonter ici jusqu'au XVII^e s. Cartes et vues aériennes anciennes sont préparées pour être superposables entre elles et aux données actuelles. La plupart de ces fonds se trouve déjà en ligne sur DELTA internet. A terme, cela devrait faire porter un regard plus attentif à la ville et à son patrimoine, et faciliter l'adhésion au projet urbain.

2016

En mars 2016 a eu lieu une prise de vues aériennes stéréoscopiques qui est en cours d'exploitation, afin d'actualiser la représentation des bâtiments de la ville en 3D.



PISTES D'AMELIORATION

- Mise en ligne début 2017 de la dernière représentation des bâtiments de la ville en 3D.

MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES



Source : <http://rse>

LA VILLE ECO RESPONSABLE

LA FORMATION AU SERVICE DE L'ACTION

ENJEUX

Conciliant économie, écologie et responsabilité sociale, l'exigence du **développement durable** appelle à des changements de comportement pour lutter contre les changements climatiques, les inégalités sociales, les risques sanitaires et industriels, l'érosion de la biodiversité...

Cette mobilisation passe par une prise de conscience généralisée des acteurs, portée par une réglementation adaptée entraînant l'évolution des pratiques professionnelles. Il s'agit avant tout d'adapter les métiers aux nouveaux enjeux et s'appuyer, pour cela, sur des **formations au Développement durable** adaptées. Au-delà des thèmes et des compétences spécifiques telles que les Energies renouvelables, l'habitat écologique, l'écoconception, les investissements responsable..., le développement durable concerne toutes les fonctions des organisations, en cela il demande une acculturation de l'ensemble des agents de notre collectivité, mais aussi des citoyens de notre ville.

ECOREPERES

La ville rédige en 2016 un plan de formation au développement durable mutualisé ville et Métropole.

RESULTATS

CO-CONSTRUCTION D'UN PLAN DE FORMATION MUTUALISE VILLE ET METROPOLE.

Ce plan de formation résultera de la collaboration entre différents services et nécessite aujourd'hui des temps d'échanges transversaux, pour co-définir qui former en priorité, et comment, de manière à concilier pédagogie et approches différenciées selon les métiers concernés dans notre collectivité.

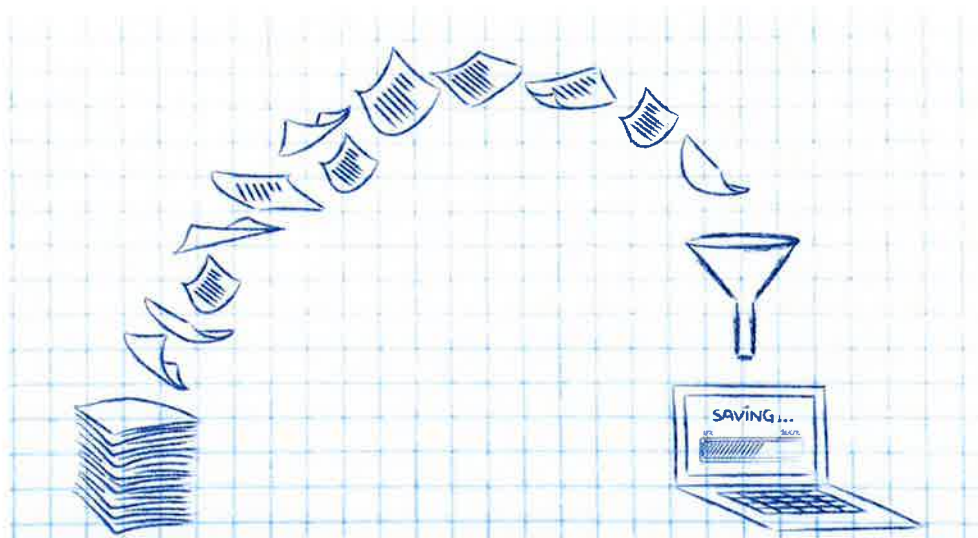
Date : ce plan concernera la période 2017.

PISTES D'AMELIORATION

- Mobiliser en interne prioritairement, pour poursuivre la démarche d'amélioration continue vers l'exemplarité,

- Etape suivante : mobiliser à l'échelle du territoire, notamment les acteurs-relais (organisateurs de manifestations)..

ACCOMPAGNER LA DEMATERIALISATION



ENJEUX

Selon l'ADEME, avec **70 à 85 kg consommés par an et par salarié**, soit environ trois ramettes par mois, le papier est le premier consommable de bureau : il représente les $\frac{3}{4}$ du tonnage des déchets produits dans les activités de bureaux en France.

Le développement de l'informatique a fait augmenter la consommation de papier, contrairement à ce qui était visé, en facilitant notamment l'impression individuelle. En effet, de nombreux documents et emails sont aujourd'hui imprimés inutilement.

ECOREPERES

Le papier que nous consommons est fabriqué à partir de fibres de cellulose. Ces fibres peuvent provenir directement du bois (coupes de bois d'éclaircies dans les forêts par exemple, chutes d'activités de scierie) ou de papiers de récupération. Lorsqu'un papier intègre au moins 50 % des fibres provenant de papiers de récupération, on parle de papier « recyclé ».

Le taux d'incorporation moyen de fibres recyclées dans les papiers d'impression écriture (papiers en ramettes par exemple) se situe entre 8 et 12 % (source : REVIPAP), alors qu'il est proche de 95 % dans le domaine du papier journal.

Après leur utilisation, environ 50 % des papiers consommés sont récupérés pour recyclage, mais ce taux est beaucoup plus faible pour les papiers de bureau (25 % hors désarchivage).

La marge de progression est donc importante, d'autant que le papier issu de l'activité bureau (composé à environ 50% de papiers de ramettes) contient beaucoup de papier blanc, ce qui le rend recyclable en papier d'impression écriture.

RESULTATS

DÉMATÉRIALISATION DES FINANCES EN 2016

La Ville de Montpellier dématérise sa gestion financière depuis le 1er février 2016. La dématérialisation des finances est aujourd'hui effective.

Cette opération plus respectueuse de l'environnement, est génératrice d'économies. Elle permet d'économiser environ 450000 pages par an et beaucoup de photocopies, enveloppes, timbres.

+ 2,2 tonnes de papier économisées chaque année.

50 000 euros d'économies de fournitures, de reproduction et d'affranchissement.

(source : MNV mars 2016)

Quelques logiciels ont été mutualisés avec la Métropole : cela évite la redondance de ces fonctions entre la Ville et la Métropole, et constitue donc une économie (très faible à ce stade) en termes de serveurs, stockage, ...

PISTES D'AMÉLIORATION

- Pistes d'amélioration : les études pour la mutualisation des salles informatiques ont été menées. La mutualisation devrait être effective courant du 1^{er} semestre 2017.

POURSUIVRE ET AMPLIFIER LES ACHATS DURABLES



ENJEUX

A compter du 1er juillet 2016, la France dit « Adieu aux sacs de caisse ». La loi de transition énergétique pour la croissance verte, publiée au Journal officiel le 18 août 2015, aborde de nombreux domaines, depuis le logement jusqu'à la gouvernance, en passant par les transports, les énergies renouvelables ou la simplification des procédures, mais aussi *l'économie circulaire*.

Lutter contre le gaspillage et promouvoir l'économie circulaire

La loi a pour ambition de prendre en compte le cycle de vie complet des produits, depuis leur production jusqu'à leur recyclage. L'objectif est environnemental, naturellement, mais aussi économique, avec une meilleure utilisation des ressources en matières primaires et secondaires et en protégeant, plus généralement, l'économie française. Le texte fixe comme objectif une hausse de 30%, de 2010 à 2030, du rapport entre son produit intérieur brut et sa consommation intérieure de matières.

Réduire la consommation de papier

Les collectivités territoriales et leurs groupements s'engagent à diminuer de 30%, avant 2020, leur consommation de papier bureautique en mettant en place un plan de prévention en ce sens.

A partir du 1er janvier 2017, au moins 25% des papiers à base de fibres et imprimés acquis par les collectivités doivent être issus de papiers recyclés⁽¹⁾. La proportion sera de 40% en 2020. Les autres papiers doivent être issus de forêts gérées durablement.

Concernant les déchets d'emballage et de papiers graphiques, les collectivités doivent en harmoniser le tri à l'échelle nationale par le biais du renouvellement du parc des bacs de collecte d'ici 2025.

ECOREPERES

Chaque produit que nous achetons et consommons a des impacts sur l'environnement, les conditions de travail sociales et économiques.

Nous avons une influence directe et décisive sur ces impacts selon nos façons de consommer (lors de l'achat des produits, de leur utilisation ou quand nous nous en débarrassons).

Bien informés, nous pouvons faire des choix plus écologiques.

Fabricants et industriels s'impliquent eux aussi dans des modes de production plus responsables.

En parcourant ce guide, vous découvrirez comment consommer autrement et avec plaisir.

En savoir plus : <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-consommer-mieux.pdf>

SOURCE / ADEME

RESULTATS

DU SOCIAL DANS LES MARCHÉS PUBLICS : la ville de Montpellier a mis en œuvre, dans ses marchés publics, un dispositif d'aide à l'accès à l'emploi. En inscrivant une clause d'insertion dans ses appels d'offres, elle demande aux entreprises soumissionnaires de réserver 10% des heures travaillées à des publics en insertion professionnelle. Différents marchés publics, incluent ces clauses sociales : espaces verts, construction de groupes scolaires, soit environ 10 000 heures en 2014, 15 et 16 en faveur des publics éloignés de l'emploi, notamment les jeunes.

LES GARANTIES D'UN ÉCOLABEL : un écolabel est le signe officiel qui garantit la vertu d'usage d'un produit et ses caractéristiques écologiques. Il fait l'objet d'un contrôle régulier en conformité avec une réglementation spécifique.



LES PRODUITS D'ENTRETIEN : dans le cadre du marché général de nettoyage, la ville impose aux candidats, des produits labellisés écologiques. Un lot spécifique pro éco certifié a été rajouté dans l'appel d'offres, afin d'offrir ce choix aux services de la ville. Le cahier des charges imposait, sous peine de non validité de l'offre, que les produits demandés soient éco certifiés.

Toutes les entreprises ont répondu avec des produits conformes à cette exigence. En 2013 cela a représenté 60 000 € d'achat sur les 460 000 € d'achat de produits d'entretien (papier toilette et sacs poubelles compris pour les services de la ville). Chiffre en constante progression depuis 3 ans (35 000€ en 2011, 45 000 € en 2012).

LE MOBILIER : le marché d'achats de mobiliers neufs prévoit la reprise / mise en filière de reconditionnement des mobiliers usagés. Pour ce qui est des mobiliers neufs, les entreprises doivent attester que les essences de bois servant à la fabrication des meubles qu'ils commercialisent, sont issues de forêts gérées durablement (PEFC, en français) :



Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières : Apposé sur un produit en bois ou à base de bois, le logo garantit que ce produit est constitué d'au moins 70 % de bois issu de forêts répondant pour leurs gestions aux recommandations des entités nationales et régionales (CCTP Marchés).

POUR LES TERRAINS DE SPORT : le volet environnement est systématiquement instruit dans le mémoire technique lors des travaux menés pour l'ensemble de l'action solidaire (déchets, recyclage des moquettes...), poussières, matériaux, bilan carbone (à titre incitatif).

Sur les aménagements sportifs des terrains en gazon synthétique, certains granulats de remplissage de couleur verte, sont préférés à d'autres granulats noirs, permettant ainsi d'éviter les arrosages obligatoires en été pour réduire la température au niveau du sol.

CONSOMMATION PAPIER

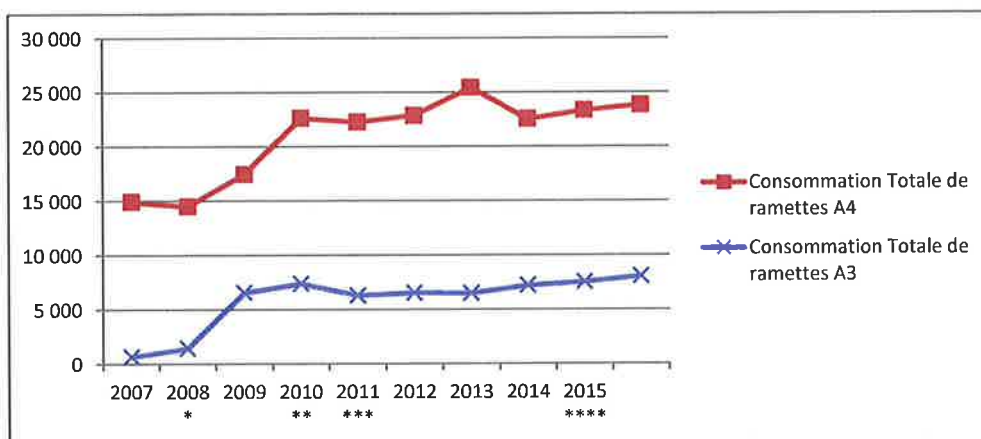
Année	2007	2008*	2009	2010**	2011***	2012	2013	2014	2015****
Consommation Totale de ramettes A4	14 480	17 451	22 610	22 248	22 853	25 422	22 535	23 329	23 809
<i>Dont Ecoles</i>		3 609	4 301	4 183	4 633	4 227	4 196	4 127	6 661
Consommation Totale de ramettes A3	1 400	6 523	7 344	6 251	6 484	6 465	7 197	7 498	8 042
<i>Dont Ecoles</i>		5 374	5 725	5 735	5 866	5 687	5 994	6 636	7 481

* Intégration des consommations écoles (ex caisses des écoles) en gestion de stock centralisée.

** Tous les services paient leur papier avec leurs crédits fournitures administratives.

*** Intégration des Maisons Pour Tous et des activités accueils périscolaires en gestion de stock centralisée.

**** Première année pleine de l'accueil périscolaire.



Le coût de la ramette est quasi stable depuis 5 ans aux alentours de 2,1 € HT la ramette de A4 et 4,2 € HT la ramette de A3.

OBJECTIFS CONSOMMATION DE PAPIER

- Réduire les éventuels gaspillages, l'essentiel du volume dématérialisé, et mobiliser les services autour de l'ensemble des petits gestes permettant de maîtriser notre consommation de papier.
- Mettre en place une Charte sur l'engagement Eco responsable. / *Objectif : que la ville devienne une référence de tout ce qui se fait de mieux en termes d'Achats Publics Responsables.*

Selon la Commission Européenne la RSO (Responsabilité Sociétale des Organismes) est définie comme « **l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des organismes, à leurs activités d'achats et leurs relations avec leur parties prenantes** ».

La ville, en encourageant les entreprises dans des démarches vertueuses, développe son action dans le domaine de la Responsabilité Sociale des Organismes.

OBJECTIF CO2

La ville en partenariat avec l'association « Objectif CO² », encourage ses fournisseurs à participer au projet de réduction des émissions de CO² engagé par la collectivité.

PISTES D'AMELIORATION

- OPTIMISER L'USAGE DES CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

En 2012 / Un accompagnement a été mis en place pour la rédaction des clauses sociales et environnementales.

Nb : Le plus fréquemment, ces clauses sociales ou et environnementales, sont utilisées dans les domaines liées à des actions en lien direct avec le développement durable, il s'intègre donc dans le besoin de certaines directions, mais le potentiel d'extension est encore existant. Ces travaux doivent être prolongés.

- INSERTION DES CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES : Il est vrai que ces procédures demandent un peu plus de temps, et d'assurer un suivi. Pourtant, il devient essentiel que ces clauses sociales et environnementales puissent être intégrées aussi systématiquement que possible, dans l'ensemble des services, au point de faire évoluer les pratiques, de manière adaptée, du fait de la maturité d'un nombre croissant de secteurs. Elles ont une valeur ajoutée sociale et environnementale et concernent dès aujourd'hui, la démarche de Responsabilité Sociale de notre Organisme. La ville est cependant déjà bien engagée dans cette démarche, mais n'a pas atteint son optimum.

- Créer un groupe de travail sur ce thème, pour sensibiliser tous les services et lever les freins par de l'accompagnement.

Car l'autre enjeu est ici de développer cette culture du développement durable et d'en partager la responsabilité entre tous les services, pour que ces leviers d'action, loin d'être des contraintes en plus, deviennent la norme adaptée aux nouvelles réalités sociales, environnementales et économiques. Il s'agit simplement d'agir à la hauteur des enjeux et de participer collégialement à la concrétisation d'une valeur ajoutée environnementale interne et externe.

- GROUPEMENT : La perspective du groupement d'achats avec la métropole ou et d'autres communes, sera d'actualité, notamment pour les services organiques.

- POURSUIVRE LES ÉCHANGES DE « BONNES PRATIQUES » EN PARTENARIAT AVEC L'ADEME

La ville de Montpellier participe régulièrement à un groupe de travail départemental, piloté par l'ADEME, afin de mutualiser les réflexions et de dessiner de nouvelles approches partagées de l'achat public. La ville de Montpellier dans le cadre de sa démarche de dématérialisation, soutiendra auprès de ses services, l'ensemble des actions permettant de réduire l'usage inapproprié du papier, par exemple en veillant à ce que les services privilégient le scannage, l'usage des mails, chaque fois que cela sera possible, plutôt que le papier. Nous verrons qu'il existe des gestes qui peuvent également permettre de réduire notre consommation d'énergie, lors de l'utilisation d'un ordinateur, et du fait de l'évolution de nos comportements. L'enjeu étant là aussi de garder une maîtrise de nos consommations, et de tenir les objectifs fixés par l'Etat.

ENCOURAGER LA REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE et REDUIRE NOTRE IMPACT SUR LES RESSOURCES

ENJEUX

La solution est d'être « acteur » face au monde du « prêt-à-jeter » dans lequel nous vivons et d'essayer dans la mesure du possible de faire évoluer ce modèle, intenable à long terme. Nous vivons largement au-dessus de nos moyens et nous pouvons sans hésiter douter du fait qu'acheter toujours plus d'objets de mauvaise qualité, fabriqués dans de mauvaises conditions nous rende heureux.

Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes sur une planète aux ressources limitées. Il faudrait environ deux planètes si tous les habitants de la Terre vivaient avec le niveau de consommation moyen d'un Français, ce qui en résulte aujourd'hui c'est une spirale de destruction des ressources qui opère.

Les personnes responsables et vertueuses, héritent cependant directement des effets de celles qui le sont moins.

ECOREPERES

Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas

Le défi « zéro déchet » est difficile à relever, même si la Ville de San Francisco est en train de l'atteindre. Tout kilo de déchets évité peut pourtant être considéré comme une victoire. Quelques « petits gestes » mis bout à bout suffisent pour réduire notre production d'au moins 150 kg par habitant et par an. Comment ? En limitant les emballages :



préférer le cabas pour les courses, choisir la bonne contenance et le contenant adapté, adopter les produits sans suremballage, opter pour les denrées au détail ou en vrac. Acheter également des produits durables et réparables, utiliser des piles rechargeables, ne pas imprimer tous les mails, etc.

Le but est d'économiser les ressources naturelles, de protéger l'environnement, tout en créant de nouvelles filières économiques et des emplois. L'économie circulaire est un secteur où nous pouvons créer de nombreux emplois.

Tout savoir sur le recyclage,
la propreté et la collecte

montpellier3m.fr/collecte

Appel gratuit depuis un poste fixe

0800 88 11 77

Du lundi au vendredi 8h30-12h30 / 13h30-17h

RESULTATS

EN INTERNE : Collecte papier blanc présente à l'Hôtel de ville par un nouveau prestataire

TERRITOIRE : LA COLLECTE DES DECHETS MISE À JOUR EN 2016

Ville et Métropole se coordonnent pour la propreté et le nettoyage ».

Depuis le 4 janvier, la Ville et la Métropole ont coordonné leurs efforts pour optimiser et synchroniser collecte et nettoyage. Un nouveau dispositif qui permet à la Ville de proposer un service optimal, avec une réduction de l'impact environnemental (moins de passages

successifs) et des économies importantes pour la collectivité (gain estimé de 1,5 à 2 M€ par an).

Cette nouvelle organisation entraîne une évolution des fréquences et des horaires de jours de collectes sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Pour vous permettre de connaître vos nouveaux horaires de passage, deux possibilités s'offrent à vous :

- par internet : montpellier3m.fr/collecte
- par téléphone : 0800 88 11 77 (appel gratuit).

Nous vous proposons de noter sur la fiche ci-dessous les nouveaux créneaux proposés dans votre rue, pour les différentes collectes : bacs gris (déchets ménagers résiduels), bacs jaunes (déchets recyclables), bacs oranges (bio déchets) et encombrants. Découpez-là et conservez-là à proximité. En respectant ces nouvelles consignes, vous contribuerez à la propreté de l'espace public. (suite : suivre le lien montpellier3m.fr/collecte).

DECHETS : RECYCLONS !

Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un service de collecte mobile des déchets recyclables en centre-ville.

Pas toujours évident d'aller à la déchetterie pour de petits objets quand on habite en cœur de ville. Grâce au nouveau service de collecte mobile des déchets recyclables, il est désormais facile d'apporter ces objets inutilisés ou hors-service au camion de collecte installé dans différents points du Centre. Ce peut être : de petits encombrants, du petit électroménager, des vêtements, des téléphones, du matériel informatique, des cartouches d'encre, des piles et ampoules, certains produits dangereux (peinture, solvants, batteries)...

Ainsi, la dernière semaine de chaque mois, un mini point propreté stationne au Plan Cabanes le lundi, place Jean-Jaurès le mardi, place Carnot le mercredi, angle du boulevard Louis-Blanc et de la rue de l'université le jeudi et au square des Arceaux le vendredi, de 8h à 14h30. Hélène qui habite à proximité du boulevard Louis-Blanc est venue déposer d'anciennes radiographies. *« Je trouve que c'est une très bonne idée, surtout pour les personnes âgées ». C'est le cas de Paul, qui le matin même a apporté un grille-pain en panne. « C'est bien, car c'est à proximité de chez moi. Je n'ai pas de voiture et je ne serai pas allé dans un point propreté juste pour ce petit appareil. Au lieu de se retrouver dans la poubelle, une fois reconditionné, il va pouvoir avoir une deuxième vie. C'est un petit geste de ma part, mais si tout le monde joue le jeu, la planète et la ville seront plus propres. »* Autre service proposé par le point de collecte mobile, la distribution directe, en échange du bon de retrait, des sacs jaunes pour la collecte des produits ménagers valorisables, ainsi que de petits sacs noirs pour ramasser les déjections canines.

Afin de couvrir un plus large territoire, cinq nouveaux sites mobiles vont être ajoutés aux cinq déjà existants. Dates et heures à découvrir sur les sites internet de la Ville et la Métropole. montpellier3m.fr et montpellier.fr / 0800 88 11 77, numéro gratuit depuis un poste fixe. (Source : MNV juin 2016)

BIODECHETS AUX PETIT BARD

Sept collecteurs (« tubes ») ont été installés en mars par la Métropole, en charge de cette compétence, devant les immeubles du Petit-Bard et de la Pergola par la société Ecosec. But de l'opération : récolter le maximum de « biodéchets » des habitants, les placer dans le composteur géant situé à proximité des deux écoles, pour fabriquer du compost qui sera redistribué aux habitants. L'installation de ce composteur urbain est en partie financé par la Métropole, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et la Région.

L'EXEMPLE TYPE DE LA CREATIVITE AU SERVICE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'ECONOMIE DES RESSOURCES : 100% BOUCHONS

Avec *Clip-it*, un jeu d'assemblage créé à partir de bouchons, Mathieu Collos et Cyril Rheims, diplômés de l'école d'architecture de Montpellier, viennent de faire un doublé. Ils sont lauréats d'un concours de la Commission européenne sur le thème du *surcyclage*(1) et médaille de bronze du concours Lépine.

Leur invention tient en un clip, une petite pince en plastique recyclé, qui sert à assembler des bouchons de différentes tailles et couleurs, pour créer des constructions graphiques. Un jeu plein d'avenir. Via un partenariat signé entre leur société *Waste is more* et l'association *les Bouchons d'amour*, ils achètent des bouchons pour les transformer en clips fabriqués dans une usine de plasturgie locale. Un cercle vertueux digne de l'économie circulaire, puisque à terme ces clips finiront recyclés avec les bouchons du jeu.



PISTES D'AMELIORATION

A L'ECHELLE DU TERRITOIRE DE LA VILLE : DES MARGES DE PROGRES PERDURENT :

DECHETS SOYEZ VIGILANTS

- Le service d'enlèvement des encombrants et les points propreté (déchèteries), sont des services gratuits à la Métropole
- Le numéro de téléphone pour se renseigner sur la collecte des déchets, le 0800 88 11 77 , est également gratuit

POUR LE VERRE :

Avec 850 conteneurs à verre, chacun dispose d'un équipement près de chez soi, dans un rayon de 150 m. montpellier.fr

8 000 tonnes de verre sont collectées chaque année dans la Métropole, soit 22 kg par an, par habitant. C'est beaucoup, mais encore trop peu. 2 bouteilles, pots et bocaux sur 10 sont encore jetés avec les déchets ménagers. Une véritable gabegie, quand on sait que le verre recyclé permet la fabrication de nouvelles bouteilles à l'infini. **Une 2e vie** Recycler le verre permet de fabriquer de nouvelles bouteilles, des pots, de la laine de verre, des isolants... et de trouver une deuxième vie à l'ensemble de ces objets.

UNE ECONOMIE DE RESSOURCES :

Le verre met plusieurs millénaires à se décomposer dans la nature. En le recyclant, des ressources naturelles (sable, calcaire, eau, pétrole) sont économisées, et les rejets de dioxyde de carbone (CO2) sont limités.

Un désagrément dans votre quartier ? Pour renforcer le nettoyage de votre rue, réparer une fuite d'eau, changer l'ampoule d'un éclairage..., il est possible de transmettre votre demande par mail (mtp.quotidien@ville-montpellier.fr). De le faire également, via le formulaire de contact disponible sur montpellier.fr. Ou bien encore appeler le n° Vert de Montpellier au quotidien (numéro ci-dessus). Source : MNV Avril 2016

UNE COMMUNICATION QUI ATTENUE SON IMPACT ENVIRONNEMENTAL

ENJEUX

Eco-communiquer

REDUIRE LES IMPACTS LIES AUX ACTIONS DE COMMUNICATION.
DE L'IMPORTANCE DES ENJEUX LIES A L'ECO-COMMUNICATION.

- La publication de brochures, plaquettes, rapports, guides... entraîne la consommation de papier, d'encre, d'emballages, d'énergie et la production de déchets.
- L'organisation d'événements (salons, colloques...) entraîne aussi des consommations de matières et d'énergie, ainsi que des impacts importants liés aux transports des produits et des personnes.
- Toute action de communication fournit l'occasion de communiquer sur les problématiques de développement durable, de montrer l'exemple et d'encourager les publics cibles à agir. La communication peut ainsi favoriser l'« éveil des consciences » indispensable à la réussite collective des démarches. (Source ADEME)

ECOREPERES

QUELQUES REPERES

- La fabrication d'une feuille de papier A4 (80 g/m²) entraîne une consommation de 10 kWh soit l'équivalent d'environ 10 minutes d'éclairage avec une ampoule de 60 Watts ou 50 minutes avec une ampoule fluo-compacte équivalente.
- Un CD-Rom permet de stocker une information qui nécessiterait une impression sur 500 kg de papier.
- La communication doit s'inscrire dans une démarche d'éco-conception, qui prend en compte l'environnement dès la phase de conception des produits et des manifestations. (Source ADEME)

Depuis 2014, tous les courriers de la ville sont affranchis au tarif lettre verte, donc acheminés uniquement par train, ce qui participe à la réduction d'émission de CO₂. Parallèlement, les courriers affranchis d'un timbre vert se veulent rapides et également économiques.

En 2016 le coût de ce timbre est de 0,70€.



RESULTATS

SERVICE COMMUNICATION INTERNE en 2015 :

SEMAINE EUROPEENNE DE LA REDUCTION DES DECHETS 2015

Objectif : sensibiliser les agents à la nécessité de réduire la quantité de déchets générée et donner des clefs pour agir au quotidien en prolongeant la vie des produits par le don et la réparation par exemple

2 actions ont été menées :

- Une collecte solidaire en partenariat avec la Métropole et les compagnons d'Emmaüs (contribution à donner une « seconde » vie aux objets du quotidien en bon état et réutilisables et sensibiliser au geste de don auprès des acteurs de l'économie sociale et solidaire)
- Une invitation à l'achat durable : vente de sacs à partir de bâches récupérées par l'association ERCA initiatives – ressourceries 34 (atelier d'insertion).

BREVES SUR LE SITE INTRANET :

- Appel et relai à la formation à la pratique de l'éco- conduite pilotée par les services Formation et compétences et Parc Auto (mai 2015) ;
- Information journée d'actualité « Territoires en transition énergétique : quel projets ? Quels outils ? » Organisée par le CNFPT (23 juin 2015) ;
- « Refaisons le climat » 25 et 26 septembre dans le cadre de la 7ème édition de la Fête de la Biodiversité (septembre 2015).

JOURNAUX MUNICIPAUX

- Dématérialisation des process (plateforme d'échange avec les prestataires pour la mise en page du magazine Montpellier, notre ville) ;
- Impression sur papier certifié PEFC (gestion durable des forêts) ;
- Adaptation de la diffusion aux besoins des différents sites (nombre d'exemplaires mis à disposition) ;
- Mise en ligne des magazines Montpellier Notre ville et Tempo sur le site internet de la Ville.

PISTES D'AMELIORATION

- Etudier la possibilité d'augmenter le volume d'impressions écologiques en lien avec l'imprimerie (Imprim'Vert).

UNE IMPRIMERIE EXEMPLAIRE QUI MAITRISE SON IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

ENJEUX

Depuis 2013, l'imprimerie de la ville de Montpellier a été labellisée Imprim'Vert®, en raison de l'amélioration progressive et remarquable, de ses pratiques. Ce label implique la mise en place d'actions concrètes conduisant à une diminution des impacts de l'activité sur l'environnement. La ville a mené dans ce domaine, de manière volontaire, cette démarche d'évolution de ses pratiques professionnelles. Sur le plan social, de la santé et de la sécurité au travail, la production de supports imprimés nécessite l'utilisation de produits qui, s'ils ne sont pas gérés correctement, peuvent porter atteinte à l'environnement (risque d'impacts sur l'eau, le sol ou l'air) ou nuire à la santé et la sécurité de nos agents. Or avec Imprim'Vert®, l'usage des produits toxiques est proscrite.

La gestion de la marque est assurée par des acteurs engagés dans le développement durable : le Pôle d'Innovation de l'Imprimerie (P2i), les Chambres de Métiers et de l'Artisanat, les Chambres de Commerce et d'Industrie, l'ADEME, les Agences de l'Eau...

ECOREPERES

Imprim'Vert est fondé sur un cahier des charges reposant sur cinq critères :

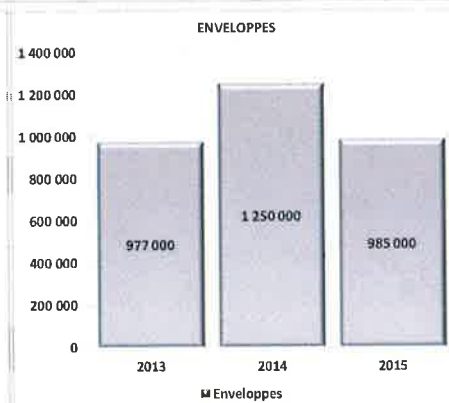
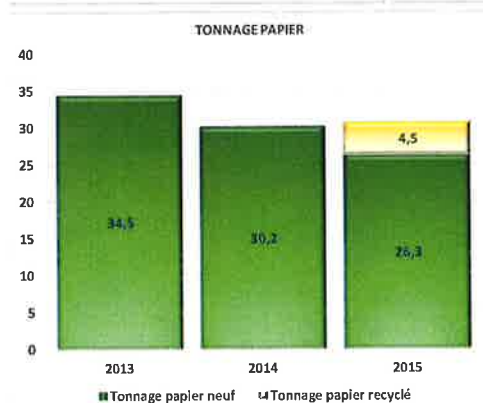
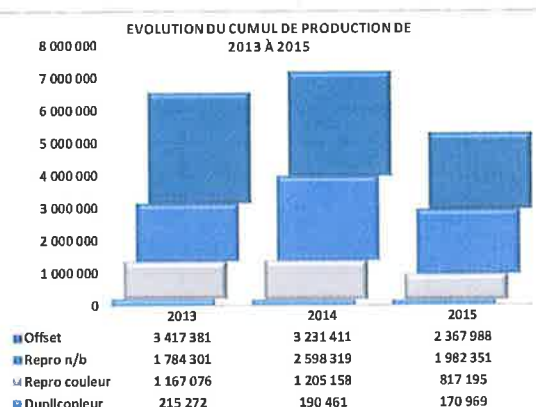
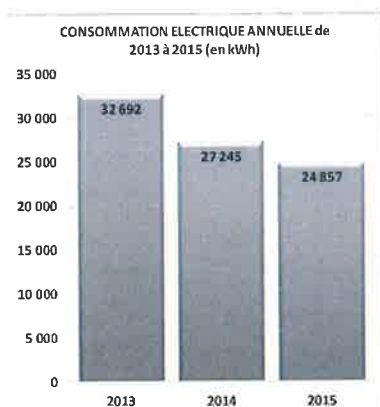
La bonne gestion des déchets dangereux, la sécurisation des stockages de liquides dangereux, la non utilisation de produit toxique, la sensibilisation environnementale des salariés et de la clientèle, et le suivi des consommations énergétiques. Les salariés des imprimeries Imprim'Vert sont de réels acteurs de cette démarche environnementale et sont sensibilisés au respect de ces critères.

Les engagements des imprimeurs sont clairs et les résultats tangibles sur l'environnement.

RESULTATS



	2013	2014	2015
Duplicopieur	215 272	190 461	170 969
Repro couleur	1 167 076	1 205 158	817 195
Repro n/b	1 784 301	2 598 319	1 982 351
Offset	3 417 381	3 231 411	2 367 988
Tonnage papier neuf	34,5	30,2	26,3
Tonnage papier recyclé			4,5
Enveloppes	977 000	1 250 000	985 000
Consommation électrique	32 692	27 245	24 857



En 2015, une cloison d'isolation phonique de 16 cm d'épaisseur a été réalisée qui scinde en deux volumes l'atelier de production. Les machines les plus bruyantes ont été regroupées dans un espace à 84 dB mesurés. L'autre pièce ne subit plus que 69 dB de nuisance sonore.

Tous les agents bénéficient de protections auriculaires personnalisées (bouchons moulés et casque anti bruit) adaptés à leurs conditions de travail, des bouchons à usage unique sont également à la disposition des visiteurs occasionnels.

PISTES D'AMELIORATION

- Poursuivre la progression des impressions réalisées sur Imprim'vert.

L'ACTION EXTERIEURE DE LA VILLE DE MONTPELLIER A L'HEURE DE LA CONCRETISATION DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX

ENJEUX

Le 22 avril, à l'occasion de la journée de la Terre, les accords de la COP21, conclus en décembre 2015 à Paris, ont été officiellement signés au siège des Nations Unies à New York.

D'ici 2030, 60% de la population mondiale habitera dans des villes, qui seront donc au cœur des enjeux économiques et climatiques. Alors que le changement climatique est déjà une réalité, comment nos villes et nos entreprises vont-elles s'adapter ? Comment vont-elles gérer de nouveaux risques économiques, sociaux et environnementaux ? **Les villes puisent dans les ressources naturelles, impactent la biosphère pour créer des biens et des services que nous consommons, elles contribuent de fait fortement au réchauffement climatique. Ces villes et Métropoles ont mesuré aujourd'hui ces enjeux, elles savent qu'elles ont un rôle de premier plan à jouer dans la transition des modèles économiques, écologiques et sociaux. Principaux lieux de vie des hommes, elles se posent en acteurs de proximité et ont en main les leviers opérationnels pour concrétiser les accords de la COP21.**

La stratégie de la ville de Montpellier à l'International est multiple, mais elle prend appui notamment sur l'appartenance de la ville à un territoire euro-méditerranéen avec lequel elle partage de nombreux défis (universitaires, économiques, culturels, écologiques et climatiques...), elle n'en tisse pas moins pour autant des liens avec des villes et territoires de l'ensemble de la planète, car l'époque valorise les villes-monde innovantes et accueillant la diversité.



Source : Comité 21

Les Nations Unies ont adopté en septembre 2015 dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) pour mettre fin, d'ici à 2030, à la pauvreté et lutter contre les inégalités et l'injustice. Seize d'entre eux sont thématiques et le dix-septième transversal : le combat contre la pauvreté (1) ; la lutte contre la faim (2) ; la santé (3) ; l'éducation (4) ; la parité (5) ; l'eau (6) ; l'énergie (7) ; la croissance durable (8) ; les infrastructures résilientes (9) ; la lutte contre les inégalités entre pays (10) ; les villes et les territoires durables (11) ; la consommation et la production responsables (12) ; la lutte contre le changement climatique (13) ; les mers et les océans (14) ; la biodiversité (15) ; la paix et la justice (16). Ils actualisent et modernisent l'« Agenda 21 » adopté à Rio en 1992.

ECOREPERES

Développement Local Durable et Coopération Internationale, des défis communs'

Le développement local durable est un processus global permettant la mobilisation de tous les acteurs et de l'ensemble des ressources d'un territoire pour améliorer les conditions de vie des populations. Pour atteindre cet objectif, que l'on soit du Sud ou du Nord, nécessite de mettre en place des stratégies efficaces. Quels échanges, passerelles ou synergies pouvons-nous développer autour de ces stratégies, pour les améliorer ? Sur une coopération de territoire à territoire, il est souhaitable de toujours se demander vers où on regarde et qui sont les destinataires. Les collectivités doivent composer avec leur territoire et sont les animateurs de la vie locale. La coopération permet à travers un effet miroir, de repenser nos propres politiques. Il faut se décentrer et reposer de bonnes bases partenariales. Pour Elise, la réciprocité est illusoire. Elle préfère parler d'intérêt mutuel à travers des actions co-construites. (source : http://horizons-solidaires.org/pdf/actu/dvllocal/CR_forumHS19032013.pdf)

La ville appartient déjà à différents réseaux de coopération internationale sur les enjeux de l'énergie et du climat :

- ICLEI – (plus de 1000 villes et régions dans 84 pays) : **Gouvernements locaux pour la soutenabilité**
- EnergyCities

RESULTATS

ECORESPONSABILITE

En lien avec le service énergie de la ville, les différentes structures gérées par la Maison des Relations Internationales ont été équipées de matériel hydro économe. En général de type de matériel génère autour de 10% d'économies (de 9 à 17 % des consommations globales qui peuvent être imputée à la pose de systèmes hydro-Economes).

Un point a également été effectué sur le fonctionnement du tri et a permis quelques régulations.

MONTPELLIER SELECTIONNEE PAR L'ACADEMIE DE L'URBANISME

L'Académie de l'urbanisme est un organisme de recherche académique à but non lucratif dédié à la planification urbaine et au développement urbain. L'institut est situé à Londres. Il possède des succursales en Europe et d'autres endroits dans le monde. L'Académie emploie 500 professionnels engagés dans divers sujets liés au domaine de la planification urbaine et le chef de sa devise est : "de reconnaître, d'encourager et de célébrer de grands endroits". C'est une prestigieuse récompense et Montpellier en qualité de capitale héraultaise est en finale des « Urbanism Awards 2017 ». La ville a été choisie par l'académie de l'urbanisme avec Copenhague (Danemark) et Eindhoven (Pays-Bas) pour la dernière ligne droite du prix de la ville européenne de l'année.

La cité gagnante sera annoncée au mois de novembre prochain. L'an dernier, c'est San Sebastián (Espagne) qui a été choisie pour ses performances en termes d'urbanisme et d'architecture.

JUMELAGES ET COOPERATIONS INTERNATIONALES

Montpellier et Palerme officiellement jumelées le 5 juillet

Le Président de la Métropole et Maire de Montpellier et, le Maire de la Ville de Palerme ont officialisé le jumelage entre Palerme, Montpellier et sa Métropole. Ce jumelage s'inscrit dans la volonté **d'intensifier les relations du territoire métropolitain avec l'espace méditerranéen en accentuant notamment les coopérations économiques.** À ce titre, l'adjoint à l'innovation de Palerme était présent, ainsi que celui à l'énergie, aux fonds européens et aux universités, l'adjointe en charge de l'économie, de l'industrie et du développement et le président de l'incubateur Palerme Consorzio ARCA, avec lequel le BIC et le MIBI, incubateurs métropolitains, vont signer un accord.

Palerme devient ainsi la 12e ville jumelle et la 7è ville méditerranéenne après Barcelone (Espagne), Fès (Maroc), Tibériade (Israël), Kos (Grèce), Tlemcen (Algérie) et Bethléem (Cisjordanie) qui engage une coopération avec Montpellier et sa Métropole. Ce nouveau jumelage confirme une stratégie de développer les relations avec des villes de la Méditerranée.



Philippa Saurel et Leoluca Orlando à Palerme en février dernier. © DR

PISTES D'AMELIORATION

- Organiser une présentation annuelle de la démarche de développement durable, aux associations et agents présents dans les locaux gérés par la Maison des relations internationales.
- La ville, en lien avec la Métropole, étudie actuellement l'intérêt de rejoindre ou non le réseau CITIES40 : L'organisation C40 développe des coopérations solides entre les administrations municipales à travers des échanges d'informations et de bonnes pratiques. Elle assiste également les membres dans la mise en place de politiques climatiques ambitieuses dans de nombreux domaines. Enfin, C40 effectue un travail de recherches qui se traduit par la publication régulière de rapports thématiques énumérant les actions des municipalités et mesurant leur efficacité.
- La Maison des Relations Internationales aimerait être associée à la démarche « Evènements Eco responsable », développée en lien avec le service des sports.
- Poursuivre le développement des visio conférences pour limiter les déplacements, lorsque c'est possible.

EPANOUISSEMENT DE CHACUN DANS SON CADRE DE VIE



**LA VILLE AU SERVICE DE LA
QUALITE DE VIE DES
MONTPELLIERAINS**

UNE VILLE SANTE

ENJEUX

« Passer du temps du pillage au temps du partage. » Sébastien Vauzelle, membre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a ainsi résumé l'ambition des 17 objectifs du développement durable (ODD) décidés unanimement lors de l'assemblée générale de l'ONU du 25 septembre dernier. Il s'exprimait à l'école d'été de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) qui vient de s'achever à Marseille. La faisabilité d'une feuille de route aussi ambitieuse a laissé plus d'un chercheur sceptique. Éliminer l'extrême pauvreté, vraiment ? Supprimer la violence faite aux femmes ? Éradiquer la malnutrition ? Réduire toutes les pollutions ? Tous ces buts doivent être atteints en 2030, avec en conséquence une réduction importante des inégalités entre pays et au sein des pays.

De tous les ODD, celui concernant la santé paraît le plus irréaliste. Directrice de recherches sur la population et la santé à l'Université américaine de Beyrouth (Liban), Carla Makhoul Obermeyer est venue rappeler les termes onusiens, désormais contraignants pour la communauté internationale : « *Permettre à tous de vivre en bonne santé, promouvoir le bien-être de tous à tout âge.* » Comment mettre en œuvre cet objectif qui concerne les grandes maladies infectieuses (les « big three », sida, tuberculose et paludisme), les pathologies cardiovasculaires, la mortalité infantile, mais aussi les décès dus à la pollution de l'air intérieur et extérieur ou encore l'obésité et la mauvaise alimentation ?

(Source : <http://www.sciencesetavenir.fr/sante/20160712.OBS4561/objectif-bien-etre-pour-8-milliards-d-humains.html>).

ECOREPERES

Montpellier : membre actif du réseau "Villes Santé" OMS

Montpellier est membre du Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS depuis sa création en 1987, elle a été une des premières villes à adhérer à cette association.

Comment la Ville aborde-t-elle les questions relatives à la santé ?

En Occident, nous pensons à tort que la santé se résume au traitement des maladies et des organes malades.

Travailler pour la santé, c'est d'abord une stratégie et nous avons beaucoup à apprendre de la médecine traditionnelle chinoise, basée sur la prévention. La Ville de Montpellier a fait le choix de mettre l'accent sur l'information en matière de santé et de prévention. Elle soutient pour cela les associations et travaille en synergie avec elles. Cela va dans le sens de ce que devrait être la médecine. Pas seulement une médecine curative, mais une médecine préventive.

Quelles sont les actions "santé" menées par la Ville ?

Un des axes majeurs de la politique de la Ville est l'action que nous menons directement sur la santé du citoyen, à travers de nombreuses initiatives.

La Ville a installé une cinquantaine de défibrillateurs dans les structures municipales, dans le cadre du fonctionnement du centre de vaccination publique du SCHS, elle vaccine gratuitement, informe sur le don d'organes, propose avec l'Etablissement Français du Sang (EFS), des collectes de sang et de plasma.

Nous nous basons sur la terminologie de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui définit la santé comme le bien-être physique, psychologique et social.

Comment la santé s'inscrit-elle dans le cadre plus général des politiques de la Ville ?

Une des missions de la municipalité est d'assurer le bien-être de ses habitants. Cela passe par des politiques touchant à l'urbanisme, au logement, à la préservation de la biodiversité, à l'environnement, à la mise à disposition de moyens de transports doux... Toutes ces actions plurimodales, coordonnées par la Ville, contribuent indirectement, mais sûrement, à la santé de tous les Montpelliérains.

Le Service Communal d'Hygiène et Santé

La Maison de la prévention Santé



Actions sur la thématique du développement durable en 2016

La Maison de la prévention santé, espace municipal permanent d'information, d'orientation et de réflexion sur la promotion de la santé, ouvert à tous en plein cœur de ville, développe des thématiques de santé publique. La structure, qui accueille plus de 500 personnes par mois autour de ces thèmes (sexualité, alimentation, sommeil, environnement, recherche...), a développé depuis 2009 de nombreuses actions de sensibilisation sur le développement durable.

- **En 2016 (janvier à juin) : 3769 visiteurs, soit 620 personnes en moyenne par mois.**

DES EXPOSITIONS

- « LE BRUIT UNE POLLUTION QUOTIDIENNE » (EDENEM)

Extrait de l'exposition 21 panneaux sur l'environnement.

Plus d'un français sur deux se déclare gêné par le bruit lorsqu'il est chez lui. Cette exposition explique les différents types de bruits, et les façons d'éviter d'en produire.

- « POUR COMPRENDRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE » (Double Hélice)

En 1988, un groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé regroupant plus de 2500 scientifiques. Les informations présentées dans cette exposition sont issues de leurs travaux.

Qu'est-ce que l'effet de serre ?

Quelles conséquences sur la planète ?

Qui émet des gaz à effet de serre ?

Quelles sont les solutions politiques et technologiques ?

Que pouvons-nous faire ?

- « MOUSTIQUE TIGRE » (EID MEDITERRANEE)

Parce que les moustiques sont vecteurs de nuisances, et pour certains de maladies parfois graves, la Ville de Montpellier avec l'EID Méditerranée propose une exposition dont l'objectif est de mieux comprendre l'extension et la progression du « Moustique Tigre », les stratégies de luttés (les moins impactantes pour l'environnement) contre la prolifération ainsi que la prévention sanitaire (lutte anti vectorielle)....

DES OUVRAGES A DISPOSITION DU PUBLIC ET DES PROFESSIONNELS

Sur la thématique de la santé et du développement durable

LE POLE TECHNIQUE D'INSPECTION SANITAIRE DU SCHS

Les missions principales des inspecteurs de salubrité assermentés du SCHS concernent notamment les thématiques suivantes:

- Hygiène du milieu
- Lutte contre l'habitat indigne
- Lutte contre le bruit
- Inspections au titre de la sécurité sanitaire des aliments
- Lutte anti-vectorielle et salubrité publique; désinfection, dératisation, désinsectisation.

De janvier à aout 2016 : 233 opérations de désinsectisation et 169 de dératisations de la voie publique.

Lutte contre la prolifération du moustique tigre, très nuisant et vecteur potentiel des virus de la dengue, du chikungunya ou du zika. En relation avec l'EID (Entente Interdépartementale de Démoustication) une communication préventive est mise en place afin d'intégrer les bonnes pratiques pour limiter leur développement, tant vers les services municipaux que vers les usagers.

- Maîtrise de la population animale dans la ville en matière sanitaire (pigeons, Etourneaux...).

Mais le service intervient également dans le suivi des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE*) ou les enquêtes sanitaires en cas de maladie à déclaration obligatoire, telle que la légionellose, les intoxications au CO (Monoxyde de carbone), la lutte contre le saturnisme...

**ICPE : Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée. Elles sont soumises à un régime d'autorisation, d'enregistrement, de déclaration en fonction de l'importance des risques qui peuvent être engendrés. La législation des ICPE confère à l'Etat des pouvoirs d'autorisation ou de refus de fonctionnement d'une installation ; de réglementation, de contrôle, de sanction.*

Concernant le « focus » sur l'**Habitat** :

L'objectif premier de ces contrôles est d'encourager les propriétaires à réhabiliter l'habitat ancien.

Lorsque le logement est vétuste, un courrier est envoyé au plaignant et au propriétaire, indiquant les infractions au Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault (R.S.D.) relevées, et afin d'y mettre fin, les travaux urgents à effectuer.

En cas de présence de critères d'insalubrité, le technicien en charge du dossier prépare un rapport technique, transmis au Préfet via l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon (A.R.S), et demande le classement en insalubrité remédiable ou irrémédiable, ou en interdiction d'habiter par Arrêté Préfectoral via le CODERST.

En contrepartie, des aides de l'ANAH peuvent être attribuées aux propriétaires modestes pour réaliser d'importants travaux de réhabilitation tout en proposant ensuite des loyers conventionnés à des familles ayant peu de ressources. De cette manière, des bailleurs privés deviennent acteurs du droit à l'accès au logement.

Enfin, plusieurs Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ont été initiées par la Ville, une OPAH sur les secteurs Saint Guilhem - Laissac - Sud Comédie de 2012 à

2017 et un dispositif d'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées sur les secteurs Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson, actif depuis 2010 et a pris fin le 29/02/2016 où se trouve l'habitat le plus dégradé. Ces opérations permettent, chaque année, la réhabilitation d'un nombre assez conséquents de logements.

GARANTIR HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE

Par délibérations des 12 juillet et 22 septembre 1893, la Ville de Montpellier s'est dotée d'un Bureau Municipal d'Hygiène.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé exerce au nom de l'Etat, les missions de prévention santé/vaccinations obligatoires, contrôle du respect des règles d'hygiène dans la cadre de la protection de la santé publique (salubrité de l'habitat, hygiène des commerces de bouche, gestion des nuisances sonores des établissements...). A ce titre, la Ville reçoit une Dotation Générale de Décentralisation (DGD) (décret n° 84-1105 du 10 décembre 1984 et arrêté du 9 septembre 1985).

En plus des missions déléguées d'Etat, le SCHS applique les pouvoirs de police du Maire en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Synthèse au 30 Aout 2016

- Nombre de dossiers en matière de lutte contre l'habitat indigne : 417
- Nombre de dossiers en insalubrité réparable : 6
- Nombre d'impropre à l'habitation : 6
- Procédure d'urgence pour danger imminent (Art. L. 1311-4 CSP) : 4
- Nombre de levée d'insalubrité pris par l'ARS : 4

Il convient également de noter l'investissement du service dans le traitement des dossiers présentés au titre du Droit au Logement Opposable (loi DALO n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant un Droit Au Logement Opposable) : Par an une quarantaine de logements ont fait l'objet d'une inspection, pour constater notamment les éventuelles infractions au Règlement Sanitaire Départemental et définir si le logement respecte l'ensemble des critères de décence fixés par le Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002.

PISTES D'AMELIORATION

Concernant les missions 3D (Dératisation/Désinfection/Désinsectisation) du SCHS : poursuite de la mise en place de produits Biocide sans impact sur l'environnement

Pour une meilleur préservation de l'Environnement, le SCHS met en place une politique raisonnée des insecticides et rodenticides dans le cadre de sa lutte antivectorielle par un strict respect des traitements exigés et adaptés à chaque situation, en privilégiant des méthodes alternatives (pièges mécaniques) et en maîtrisant la dispersion des produits (boîtes raticides sécurisées, gel insecticide), ainsi qu'une formation des agents débouchant sur un agrément Certi-biocide obligatoire depuis 2015 pour l'emploi de ces produits Biocides.

Sur le volet « HABITAT » : En coordination avec le service jeunesse : actions de sensibilisation auprès des étudiants sur l'accès au logement, leurs droits et obligations, les partenaires vers lesquels se diriger afin de les conseiller et leur garantir le droit à un logement décent.

LES DONNEES PUBLIQUES ENVIRONNEMENTALES ACCESSIBLES A TOUS



ENJEUX

Internet - Ville numérique - OpenData

Les points d'accès Internet gratuits, les cours au multimédia et les grands axes du projet Montpellier Territoire Numérique. Internet en Wifi gratuit pour la liberté, formation multimédia ou projets numériques du territoire, la ville veut faire de la fracture numérique un incident du passé. Le site de la ville réalisé par et pour les montpelliérains

Pour améliorer l'accès à l'information par son site Web, la Mairie de Montpellier effectue des études en profondeur sur vos attentes et vos besoins.

ECOREPERES

Ville internet

Avec son réseau de fibre optique Pégase, Montpellier est équipé d'Internet haut débit. Le but est de faciliter l'accès pour tous à Internet. La Métropole de Montpellier est la première métropole WiFi de France.

RESULTATS



• **Application mobile et tablette** Montpellier Notre Ville. Votre journal Montpellier Notre Ville dans sa version numérique, adaptée à la consultation sur tablette ou téléphone mobile.

• **Pour améliorer l'accès à l'information par son site Web**, la Mairie de Montpellier effectue des études en profondeur sur les attentes et les besoins de ses internautes. Elle a pour cela mené un certain nombre de tests utilisateurs. Cardsorting, mockups de gabarit, ergonomie, hiérarchisation des contenus, accessibilité, graphisme, la refonte du site de la ville s'est faite en se basant sur l'expérience utilisateur de a à z en fonction des besoins des internautes.

• **Lieux d'Accès Multimédia (LAM)**

Les LAM permettent aux citoyens de se familiariser aux nouveaux outils multimédias. Ces différents espaces multimédia sont équipés de micro-ordinateurs et d'outils de communication. Qu'est ce qu'un LAM ?

Structure d'accès aux TIC, les LAM permettent de vous familiariser aux nouveaux outils multimédias. Ces différents espaces multimédia sont équipés de micro-ordinateurs et d'outils de communication : Connexion Internet, messagerie électronique, ainsi que d'outils de création et d'édition : logiciels, CD Rom, imprimantes, scanner.

Les LAM situés à Montpellier sont une action de la mission pacte 34 pour l'emploi du Conseil général de l'Hérault, en partenariat avec l'université Montpellier II (Creufop) et différentes structures locales.

• **Espaces Publics Internet (EPI)**

Espaces publics internet des maisons pour tous de Montpellier et de l'Espace Montpellier Jeunesse.

Les Espaces Publics Internet (EPI) sont mis gratuitement à la disposition des abonnés dans les Maisons pour tous agréées.

Il existe deux types d'activités, **les cours dispensés au tarif unique de 5 €** et la **connexion libre et gratuite** à Internet selon certains créneaux horaires.

• **S'initier au multimédia dans un Espace Culture Multimédia**

Les ECM mettent en œuvre des programmes de sensibilisation, d'initiation et de formation au multimédia à partir de contenus culturels, éducatifs et artistiques.

PISTES D'AMELIORATION

- Continuer d'améliorer l'accès à l'information par le numérique.

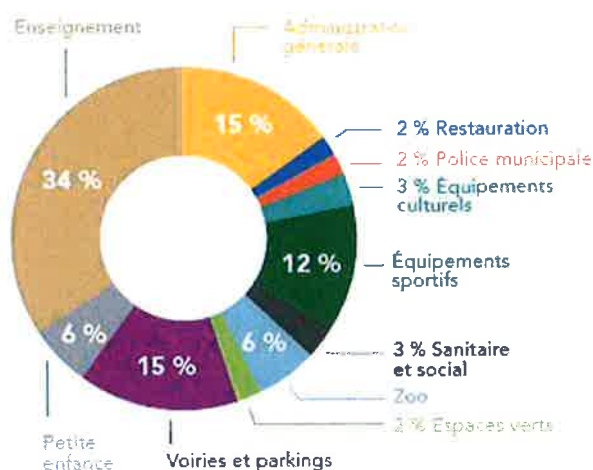
UNE ECOLE-PILOTE EXPERIMENTE UNE DEMARCHE GLOBALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'ECOLE JULES FERRY

ENJEUX

Le Département de la réussite éducative coordonne l'ensemble des actions municipales pour les écoles primaires. A Montpellier, plus de 20000 élèves sont accueillis au sein des 123 établissements publics dont la Ville de Montpellier assure à la fois l'entretien, la rénovation et la construction. Le patrimoine scolaire fait l'objet de travaux d'extension, de modernisation ou de réhabilitation afin de s'adapter à l'évolution démographique et aux nouvelles politiques éducatives. Les communes sont chargées des constructions et de l'entretien des écoles maternelles et élémentaires. Elles coordonnent l'ensemble des compétences municipales liées aux écoles primaires, c'est ainsi que le service éducation met en œuvre de nombreuses activités.

ECOREPERES

Répartition des émissions de GES par compétences
(source : Bilan Carbone® de Montpellier, 2011)



Le point d'horizon du plan climat énergie territorial a mis en évidence l'importance du rôle que les écoles étaient amenées à tenir dans la transition écologique et énergétique à mener à l'échelle de notre territoire. L'importance des déplacements pour se rendre à l'école (enseignants et parents-enfants) **représentent la part la plus importante des émissions de gaz à effet de serre dans le bilan carbone compétences de la ville de 2011 (34 %)**. Retenons un ou deux chiffres : une étude locale révèle que les 10% de trajets effectués quotidiennement pour accompagner en voiture les enfants de la ville-centre à l'école, génèrent le blocage de la ville dans son ensemble aux heures de pointe et amplifient les rejets atmosphériques (dus à l'immobilité ou la lenteur des véhicules ainsi embouteillés).

Le territoire est entré dans le dispositif « ville respirable » et dispose de 5 ans pour réduire d'avantage encore ses émissions de GES, L'Eco mobilité scolaire est donc un vrai sujet, à traiter en priorité.

Il est clair pour tous que l'échelle à laquelle nous travaillons chacun individuellement n'est pas suffisante pour que notre modèle devienne résilient, notamment aux enjeux climatiques ou et de ressources disponibles.

Globalement, il est vital de reconnecter les enfants aux ressources naturelles et aux écosystèmes.

La direction de l'éducation de la ville de Montpellier mène en coopération et en bonne intelligence avec l'Inspection académique une réflexion de fond sur le sujet de l'éducation au développement durable, débutée en 2013 suite à un constat :

Ce que peut potentiellement apporter une démarche globale de développement durable dans une école :

- Complémentarité avec les dispositifs scolaires, et mise en lien des acteurs des différents temps,
- Plus d'apprentissages par la participation (rôle d'acteur de l'enfant et gouvernance démocratique de la démarche de développement durable),
- Permettre aux enfants d'épanouir encore plus leur potentiel, leur singularité, leur créativité, leur affectivité.

L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS DANS LA TRANSITION DES ECOLES

Objectifs :

- permettre aux enfants de vivre de l'enthousiasme partagé dans un projet qui unifie l'école autour de valeurs simples et inclusives,

- Le projet doit permettre de : développer la coopération, la co responsabilité et l'éco responsabilité

La coopération et l'écoute réciproque entre les enfants (différence, tolérance, entraide...)(permet l'expression de leurs besoins et émotions et le développement de relations gagnant-gagnant),

La co responsabilité favorise l'expression de la co- créativité et de la citoyenneté dans une démarche responsable partagée

L'Eco responsabilité accroît les interactions avec le vivant et développe la connaissance du vivant par l'expérimentation

RESULTATS

Un état des lieux en 2015 mené conjointement par l'Inspection académique et la ville

Ecoles	Sec teur	Zap ou politique de la ville	L'école est engagée dans			L'école dispose de			L'école est volontaire pour			
			Une dynamique EDD (réponse questionnaire EDD)	Des activités TAP nature	Le tri des blo déchet s	Goin nature	Composteu r	Gar a patte s	Inscrire un volet EDD au prochal n projet d'Ecole	Lance r un débat COP2 1	Instaurer des Ecodélégués	Concouri r au label E3D
H.Boucher	CA	1	1	1		1	1	1	1		1	1
Ferry	HF	1			1	1			1	1	1	1
Teresa	HF	1	1	1		1			1	1		1
Daubié	CEV	1	1	1		1	1		1			
Diderot	PA	1	1	1	1	1			1			
Figuier	PA					1			1	1	1	1
Périclès	PM		1	1					1		1	1
Albrecht	CA	1	1	1		1	1					
Freud	HF	1	1		1	1			1			
Kipling	CEV		1	1		1	1		1			
Moulin	PM		1		1	1			1	1		
Bloch	MC	1	1	1		1						
Churchill	CA				1	1	1	1				
Gambetta	C	1	1		1	1						
Kurosawa	MC	1			1	1			1			
Painlevé	PM		1	1		1				1		
Woolf	MC	1	1	1		1						
Mozart	C	1				1						1
Calmette	HF		1		1	1						
Chaptal	C					1	1		1			
Aquitaine	CA					1	1					
Pasteur	C								1			1
Bergman	PM					1			1			
Boulloche	MO	1	1									
Chaplin	HF					1	1					
Deroin	CEV					1	1					
Garibaldi	CA	1			1							
Garnier	C	1				1						
Heidelberg	MC	1			1							
Morisot	C	1			1							
Verne	C				1	1						
Aristote	PM					1						
Beethoven	CA				1							
Callas	CEV					1						
Cheng Du	PM				1							
Goethe	CEV					1						
Jeanne d'Arc	C				11							
Mermoz	PM				1							
Mitterrand	HF				1							
Pottier	HF				1							
Rabelais	HF				1							
Ronsard	CA				1							
Spinoza	CEV				1							
		17	15	10	21	28	9	2	14	5	4	7

UNE ECOLE –PILOTE POUR EXPERIMENTER UNE DEMARCHE GLOBALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE : JULES FERRY

Ce projet est le fruit d'une réflexion commune entre la direction de l'éducation et le Plan Climat ville-métropole. Si quelques acteurs seulement trient le papier dans une école, ils seront vite isolés et leur démarche sera vouée à faire du sur place. Une démarche globale implique donc en priorité tous les acteurs de l'école.

L'objectif : sensibiliser les enfants à travers différents thèmes concrets du développement durable : rationaliser l'usage du papier fût le thème de l'année 2016

Résultats et recherche-action pour dresser de nouvelles perspectives :

Outre les aspects pédagogiques évidents, ces projets contribuent à une gestion maîtrisée des ressources des écoles (économies de papier, d'eau ou d'énergie).

Ils participent également à une réduction des impacts climatiques sur le territoire, ce qui est loin d'être négligeable.

L'idée d'une porte d'entrée et d'une méthode globale pour accompagner les projets développement durable des écoles donnerait un cadre pour fédérer les initiatives et apporter une réponse maîtrisée à diverses demandes d'accompagnement. En évitant la dispersion dans de multiples dispositifs, on faciliterait la lisibilité du projet et l'engagement des partenaires financeurs.

Une action pilote a été lancée sur le thème des économies de papier à l'école Jules Ferry. La phase diagnostic est en cours et débouchera sur une proposition de plan d'action à dérouler sur l'année scolaire 2016-2017.

PISTES D'AMELIORATION

- Comment rendre plus lisible tout ce qui se fait dans les écoles en terme de développement durable ?

UNE RESTAURATION SCOLAIRE QUI LUTTE CONTRE LES GASPILLAGES ALIMENTAIRES

ENJEUX

En France, plus de 7 millions de tonnes de déchets alimentaires sont jetés tout au long de la chaîne alimentaire. Pour mobiliser l'ensemble des acteurs, l'État, dans le cadre du Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire a instauré, en 2013, une journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire fixée le 16 octobre.

ECOREPERES



© Source : Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer

RESULTATS

Réalisé en 2015 - 2016 : Introduction du pain Bio au quotidien
Avec le pain bio, la ville s'engage auprès des producteurs locaux.

Dans le courant du mois de janvier, les 12 000 enfants qui déjeunent dans les 82 restaurants scolaires de Montpellier ont du pain bio sur les tables.

La boulangerie « Pain et partage » se charge de produire un millier de gros pains de 400 grammes dont a besoin la Cuisine centrale. Basée à Fabrègues, « Pain et partage » est une boulangerie solidaire qui emploie des salariés en cours d'insertion. (source : MNV Janvier 2016).

- Introduction de produits de proximité : pomme (Hérault), riz (Camargue, taureau AOP Camargue).
- 4 repas alternatif éco citoyen produits et distribués
- Etat des lieux du gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires de la Ville
- Restitution de l'état des lieux et présentation du plan d'actions

PISTES D'AMELIORATION

- Activation du plan d'actions anti-gaspi ;
- Extension du tri des bio déchets dans les restaurants scolaires de la Ville en lien avec la Métropole ;
- Distribution d'un repas Alternatif par mois en 2017 ;
- Développement de la politique d'achat alimentaire vers plus de produits issus du circuit de proximité.

LA CRECHE : UN LIEU IDEAL POUR LE DURABLE

ENJEUX

La crèche : un lieu idéal pour s'intéresser au développement durable:

- Un lieu à lourd impact sur l'environnement
- Un lieu de vie : pour les enfants et le personnel
- Un lieu d'éducation et d'apprentissage : pour les enfants et les familles
- Un lieu où la santé est au cœur des préoccupations
- Une demande forte des équipes
- La petite enfance : une étape idéale dans une famille pour changer ses pratiques
- Un lieu exemplaire pour les collectivités

ECOREPERES

L'ENFANCE AU CŒUR DU PROJET DE VILLE DURABLE

En termes d'accueil de la petite enfance - crèches, haltes garderies, assistantes maternelles - Montpellier est l'une des villes les mieux classées. Pour le nombre de places par habitant, son offre collective est ainsi supérieure à la moyenne nationale. Montpellier se situe même au 4^e rang des grandes villes françaises, avec près de 5 000 places d'accueil pour les bébés. La Ville a toujours eu à cœur de développer ses politiques liées à l'enfance, avec pour objectifs d'accueillir au mieux les enfants et de faciliter la vie des familles. **1011** assistantes maternelles accueillent 2 240 bambins. Concernant l'accueil collectif, 33 crèches et haltes garderies municipales reçoivent 1 350 enfants et mobilisent 600 agents de la Ville. Par ailleurs, **25** structures associatives disposent de **600** places et 13 structures privées offrent 360 « berceaux ». À cela, s'ajoutent les 3 structures du CHU, du Conseil départemental et de la CAF qui gèrent 420 places.

RESULTATS

En 2016, la Ville a poursuivi sa politique d'amélioration de l'accueil proposé aux familles montpelliéraines en proposant depuis fin août de fournir les repas et les goûters sur la halte-garderie Villeneuve d'Angoulême (quartier Croix d'Argent) pour les 15 enfants accueillis en journée. Désormais, une cuisine et une salle de réfectoire ayant nécessité d'importants travaux durant l'été le permettent. Les repas sont livrés le matin et réchauffés dans la cuisine toute neuve. La halte-garderie devient ainsi le 22^{ème} établissement de la collectivité à contribuer à la politique alimentaire en direction des tout-petits, privilégiant circuits courts et produits bio. Outre la cuisine et la salle de réfectoire, les travaux ont concerné la cour dans laquelle un jardin pédagogique ombragé a été créé. Les enfants vont pouvoir s'initier au jardinage. Des travaux de mise en accessibilité ont été également réalisés. Enfin, pour lutter contre les fortes chaleurs rencontrées durant la période estivale, il a été installé un plafond rafraîchissant dans les espaces d'activité des enfants. Cet établissement est considéré comme un site test. Si les résultats sont bons, cette technique qui évite le recours à la climatisation pourrait se développer sur d'autres structures.

PISTES D'AMELIORATION

- En cours de réflexion

SOUTENIR LA QUALITE ET LA DIVERSITE DES MARCHES

ENJEUX

Convivialité et bons produits vitaminés, voilà ce que trouvent les clients et commerçants sur les 4 halles et 20 marchés que compte Montpellier. Les amateurs de produits frais, soucieux de trouver des **produits locaux garants de leur santé**, de même que les aficionados de fleurs, vêtements ou livres, se retrouvent régulièrement autour des étals dans les halles, grands marchés, marchés de quartier, ou marchés à thèmes. À l'occasion du déplacement du marché de Figuerolles au Plan Cabanes et de la déconstruction-reconstruction des halles Laissac, la rédaction de « Montpellier, Notre Ville » a enquêté. Une chose est sûre : à Montpellier, le bonheur est au marché ! Pour l'adjointe au maire, déléguée aux affaires économiques, au commerce et à l'artisanat, « *Les circuits courts favorisent l'économie locale et la santé* ». (Source MNV juin 2016)



Photothèque Ville de Montpellier

Les marchés de Montpellier : un soutien à la production locale

La politique que nous avons choisi de mener vise à trouver un maximum d'apports dans les circuits courts (productions légumières, fruitières, animales, fromagères etc.), c'est-à-dire des produits régionaux ou du terroir, qui favorisent l'économie locale, les producteurs d'ici, et in fine la santé des consommateurs. Sur le marché qui quitte la place Salengro pour s'installer en ce mois de juin à Plan Cabanes, nous avons par exemple le meilleur boulanger de France, et une offre en produits frais alimentaires de qualité.

Proximité et qualité des produits sont vos priorités ?

Les consommateurs recherchent aujourd'hui dans les halles, sur les marchés et dans leurs commerces de proximité un « cercle vertueux », du producteur à l'assiette, et donc la qualité. C'est ce qui fait qu'un usager vient et revient. Nous avons la chance à Montpellier d'avoir un marché d'intérêt national (MIN) où vendent nos producteurs et où l'approvisionnent les éleveurs, qui font le choix de la fraîcheur. Et tous ces commerces apportent aux Montpelliérains des lieux indispensables à la vie de quartier, conviviaux, qui rendent la vie et la ville plus agréables.

ECOREPERES

En chiffre :

- **4 halles** (lieu couvert pour la vente, essentiellement de denrées
- **20 marchés** (commerce ambulant, à jours fixes, sur le domaine public)
- **+ de 300 000 habitants de la Région** approvisionnés grâce aux circuits courts du Marché d'intérêt national (MIN), où se fournissent 3 000 détaillants et restaurateurs

RESULTATS

Benjamin Producteur bio au marché des Arceaux, le mardi : exemplaire !

« Installés en maraîchage biologique à Mauguio, nous proposons au fil des saisons des fruits et légumes. 95 % de ce que je vends sur le marché, je le produis. Les 5 % qui restent, ce sont par exemple des pommes de terre, quand j'arrive en fin de récolte, que j'essaie au maximum de prendre à proximité, chez des collègues et toujours avec la certification « Agriculture Biologique ». En complément des marchés, nous avons développé un système de vente de fruits et légumes et de paniers bio via internet ».



Source MNV juin 2016

Millésime bio

L'association interprofessionnelle Sudvinbio organise la 23e édition de Millésime Bio, le mondial du vin biologique qui se déroulera au Parc des Expositions de Montpellier, les 25, 26 et 27 janvier. Ce salon, réservé aux professionnels, a été créé en 1993 par les vignerons biologiques du Languedoc- Roussillon adhérents à Sudvinbio. Il regroupe une offre très représentative des vins biologiques issus de 15 pays. millesime-bio.com (Source MNV Janvier 2016)



PISTES D'AMÉLIORATION

L'avant-projet architectural des futures halles Laissac est aujourd'hui finalisé.

Il est le résultat d'une co-production entre les habitants, les commerçants et la Ville.

Le futur bâtiment, en lieu et place de l'ancien « marché rond », est très fortement inspiré par l'architecture de Baltard. Avec sa structure en métal, son toit en zinc et verre, dotée de brise-soleil mécaniques et de lanterneaux, la future halle Laissac sera très lumineuse. Elle comptera entre 22 à 24 étals tous situés à l'intérieur. Au centre du marché, un espace de dégustation permettra de consommer sur place les produits vendus. Les parois en accordéon pourront s'ouvrir sur l'extérieur.

Côté confort climatique, **une ventilation naturelle** rafraîchira l'espace en été avec l'aide des brise-soleil et l'ouverture des lanterneaux. En hiver, l'architecture laissera entrer le soleil. En ce sens son architecture est d'inspiration bioclimatique.

LUTTER CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE



ENJEUX

La précarité énergétique résulte à la fois d'une contrainte sur les ressources du ménage et des caractéristiques du logement. Les situations sont très diverses, et n'entrent pas nécessairement dans le cadre des dispositifs usuels du logement social. **70% des ménages concernés appartiennent au 1er quartile de niveau de vie et 87% sont dans le parc privé. 62 % sont propriétaires de leur logement.** En outre, 25% des chefs de ménages ont plus de 60 ans. Enfin, 20% des ménages en situation de précarité énergétique se situent en zone rurale (En savoir plus : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-precarite-energetique,40902.html>).

Selon la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, « Est en situation de précarité énergétique [...] une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. » **En 2014, chaque ménage consacrait en moyenne par an 1 697 € pour l'énergie domestique et 1 283 € pour les carburants, soit au total 7,5 % de ses dépenses totales.**

ECOREPERES

À ce jour, selon l'INSEE, près de 3,8 millions de ménages, soit 8 millions de personnes et 14,4 % des foyers, sont considérés en situation de précarité énergétique, au sens où ils consacrent plus de 10% de leurs revenus à leurs dépenses d'énergie. Cette estimation quantitative doit néanmoins être considérée avec prudence : selon la Fondation Abbé Pierre, plus de 600 000 ménages dont le taux d'effort est inférieur à 10% se priveraient d'énergie.

RAPPEL : Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement.

Le site du réseau RAPPEL permet aux visiteurs de se renseigner sur la précarité énergétique : ses causes et conséquences, de consulter des outils pour aider les ménages dans cette situation et de contribuer à améliorer la connaissance et la lutte contre le phénomène en participant aux forums et autres outils du réseau.

RESULTATS

Liberté, égalité, électricité

Un partenariat entre la ville de Montpellier et EDF permet aux foyers modestes de bénéficier de tarifs sociaux et d'un suivi social par le CCAS des clients en difficulté, pour le paiement de leurs factures d'électricité. Ce partenariat porte aussi sur l'aide EDF auprès du CCAS pour informer les populations quant aux modalités d'accès aux tarifs sociaux, notamment le TPN (Tarif de Première Nécessité). EDF organise aussi des actions de sensibilisation et de formation aux économies d'énergie et aux éco gestes à destination des travailleurs sociaux du CCAS (Source : mnv 2016)

PISTES D'AMELIORATION

- Poursuivre les actions engagées.

TOUS ECO CITOYENS POUR PARTICIPER AU PROJET DE VILLE PROPRE

ENJEUX

Afin de répondre aux problématiques soulevées par les habitants du territoire en matière de propreté, Le Maire a impulsé une nouvelle gouvernance basée sur la coordination des services des deux collectivités (ville et métropole). A partir de janvier 2016, le montant total pour le nettoyage de l'espace public et la collecte des déchets se monte à 257,9 M€ pour les deux collectivités pour une période de sept ans. Cette coordination devrait générer une économie de 32,9 M€ sur cette période.

ECOREPERES

Depuis que la Ville a mis en œuvre un plan d'action propreté, avec des aménagements publics supplémentaires notamment, (installation de 200 corbeilles à papier, distributeurs de sacs canins, cendriers, toilettes, etc...), des nouvelles navettes pour la collecte, ou encore les opérations propreté qui consistent à nettoyer l'espace public dans des secteurs particulièrement sollicités, portent leurs fruits.

RESULTATS

Depuis un an, des progrès sur la propreté de la ville ont été constatés par tous. Mais des marges de progrès demeurent. La ville va mettre en place un observatoire de la propreté, il sera confié à un organisme indépendant et externe dont l'objectif sera de garantir une mesure objective et concrète de la propreté à Montpellier. Les résultats seront annoncés tous les trimestres, ils seront publics.

De nouvelles dispositions ont été prises à partir de janvier 2016 parmi lesquelles : une présence continue dans l'hyper centre de 9 agents et 2 balayeuses de 17h à 21h30 contre 2 agents et une balayeuse précédemment. La collecte des sacs jaunes est effectuée après 21h. La mise en place d'un service d'intervention des dépôts illicites sont retirés dans la demi-journée. Les sacs de déchets au sol sont regroupés vers des points de retrait pour éviter d'encombrer les abords des corbeilles. Certaines stations de tramway comme gare et Comédie, sont nettoyées jusqu'à 10 fois dans la journée pour changer les corbeilles à papier. Enfin, toujours dans l'hyper centre, la collecte des déchets est avancée avant les heures des repas afin d'assurer la tranquillité des clients sur les terrasses.

A noter également, l'installation de 50 corbeilles à papiers supplémentaires avec sacs pour déjections canines.

D'autre part, la Ville et la Métropole de Montpellier entendent continuer à communiquer sur le sujet pour rappeler les règles de tri aux citoyens et les impliquer davantage dans la propreté de leur ville.

Sur les 6 premiers mois de 2016, les cantonniers sont présentés aux habitants, commerçants et associations des quartiers pour tisser du lien entre les habitants et les responsables de la propreté de leur environnement. Un numéro d'appel commun mis en place et des informations précises sur les horaires et fréquences des nouvelles prestations de collecte et de nettoyage diffusées aux citoyens. Une application également pour permettre aux montpelliérains d'avoir des renseignements sur tout ce qui touche à la propreté.



En plus des deux toilettes installées sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle depuis mars 2014, cinq nouveaux équipements ont été implantés en décembre dernier et sont en service dès janvier 2016 : place Molière, à proximité de la station de tramway Corum, rue Vallat, entre la rue de Thèbes et l'allée de Eubée et au parc Montcalm (côté rue Bugarel).

Courant 2016, quatre autres toilettes sont installées : boulevard des Arceaux, rue de la Draperie rouge, rue Astruc et au marché du Plan Cabanes. D'ici 2020, 20 équipements seront répartis sur l'ensemble de la ville. Leurs emplacements, dans des lieux stratégiques en termes de fréquentation et de propreté, ont été validés en réunion de concertation. Gratuites, accessibles aux personnes à mobilité réduite et sécurisées, ces toilettes bénéficient d'excellentes prestations au niveau de l'hygiène et de la propreté. Ce sont les mêmes que celles implantées à Paris et à Toulouse. Coût unitaire : 25 000 €. (Source MNV Janvier 2016).

MONTPELLIER AU QUOTIDIEN
INTERVIENT POUR L'ENTRETIEN DE VOTRE VILLE
APPELEZ ► N° Vert 0 800 340 707
De lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30

Un désagrément dans votre rue, dans votre quartier ? Pour renforcer le nettoyage de votre rue, réparer une fuite d'eau ... Pour traiter en priorité votre demande concernant l'installation d'un banc, d'une barrière le long d'un trottoir, la pose d'un éclairage supplémentaire... Contactez le service « Montpellier au quotidien » sur mtp.quotidien@ville-montpellier.fr ou le n° vert 0 800 340 707. Cette ligne directe, outil de liaison entre la population et les services techniques de la Ville, est ouverte : du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30.
quotidien.montpellier.fr



OPERATION PROPRETE : UNE MARCHÉ EXPLORATOIRE AVEC LES RIVERAINS

La ville propose aux habitants d'établir un diagnostic de la propreté, de la voirie et des espaces verts de leur quartier, pour être au plus près de ce dont ils ont besoin ».

Nettoisement complet des rues, enlèvement de tags, balayage manuel et mécanique, changement de potelets, réparation des trous dans la voirie, réparation et changement de mobilier urbain, élagage, désherbage... À l'image de l'opération propreté qui s'est déroulée à la cité Astruc dans le quartier Cévennes, le 29 juin, les habitants du quartier Tournezy, situé aux Prés d'Arènes, ont été invités à participer à une marche exploratoire le 24 août, en amont de l'opération propreté qui s'est tenue sur ce secteur, le 31 août. Cette visite approfondie a permis de mieux repérer les éléments qui nécessitent un nettoyage en profondeur ou une remise en état. L'opération propreté du 31 août s'est appuyée sur le diagnostic et les solutions proposées lors de cette marche exploratoire, en présence de l'adjointe au maire et conseillère métropolitaine en charge de la propreté et d'un ensemble d'élus et de représentants de la ville. (Source MNV Juillet 2016)

NB : Pour connaître les actions internes de tri sélectif mises en œuvre vous pouvez consulter le rapport de développement durable 2015)

(P.119/En suivant le lien : <http://www.montpellier.fr/386-la-ville-de-montpellier-en-faveur-du-developpement-durable.htm>)

PISTES D'AMÉLIORATION

- Suivre et poursuivre les efforts entrepris et respecter le plan d'action d'ici 2020

EPANOUISSEMENT DE CHACUN DANS SON CADRE DE VIE



Source : MNV janvier 2016

**LA VILLE DU
« BIEN VIVRE – ENSEMBLE »**

LA MAISON DE LA DEMOCRATIE, OUTIL DE PROXIMITE ET DE PARTICIPATION

ENJEUX

Pour le maire de Montpellier, président de Montpellier Méditerranée Métropole : « *L'enjeu est de « Faire de la politique autrement en proposant aux Montpelliérains de co-construire leur ville, c'est ce que nous faisons en instaurant un dialogue permanent avec les administrés. Cette méthode, qui marque un changement pour Montpellier, nous permettra d'adapter les politiques municipales et le territoire au plus près des besoins des Montpelliérains ».*

C'est ensemble qu'on décide le mieux. De la simple consultation à la co-production, chacun a la possibilité de s'investir, d'être un citoyen actif.

ECOREPERES

Qu'est-ce qui caractérise le modèle démocratique que vous construisez à Montpellier ?

C'est un modèle hors norme, en dehors des partis politiques. Un modèle fondé sur des valeurs de transparence, de proximité et de modernité. Il s'agit de passer de la parole aux actes, en intégrant les Montpelliérains dans nos choix. Ce modèle correspond aux aspirations de changements des habitants, qui ont clairement été exprimées dans les urnes. C'est pour cela que nous souhaitons co-construire la ville, ensemble.

Source : MNV avril 2016

6

Cadre De Vie

REPLANTER DES ARBRES

Parasites, sécheresse, gel ou simplement vieillesse, les arbres meurent aussi. Ainsi des mimosas plantés sur la place Sainte-Anne, dont la maladie avait entraîné l'obligation de les remplacer. Une concertation menée en janvier 2015 permet aux riverains d'opter pour le maintien de la même essence : trois nouveaux arbres ont donc été replantés.

Exemple de demande

RESULTATS

NOUVELLE CITOYENNETÉ

Transparence, proximité et modernité. Les élus de la Ville se rendent tous les jours auprès des Montpelliérains, afin d'échanger avec tous, de débattre et de trouver des solutions dans l'intérêt collectif. Pour rendre compte de ce qui a été réalisé et des projets à venir, de nouvelles réunions de quartier ont eu lieu, pour la 2e année consécutive, dans les sept quartiers de la ville. Elles se sont tenues du 29 mars au 13 avril



LES INSTANCES PARTICIPATIVES

DOUZE CONSEILS CITOYENS

Les Conseils citoyens sont des instances de démocratie participative autonomes qui permettent aux habitants des 12 quartiers prioritaires de participer au Contrat de Ville de Montpellier.

SEPT CONSEILS DE QUARTIER

Grâce aux sept nouveaux Conseils de quartier, la mairie de Montpellier implique ses habitants dans la réparation et la construction de la Ville.

Source : MNV Avril 2016



Source : MNV avril 2016

PISTES D'AMELIORATION

- Poursuivre les démarches participatives en cours

LES ASSOCIATIONS ACTRICES DU SOCIAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

À Montpellier, près de 25,5 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté, soit avec 990 € par mois (INSEE, 2012). Les phénomènes de précarité y sont particulièrement marqués, du fait notamment d'un contexte économique tendu : les 10 % les plus pauvres vivent au maximum avec 237 € par mois contre 577 € par mois au niveau national.

ENJEUX

Afin d'aider au mieux les personnes qui rencontrent des difficultés sociales ou qui se retrouvent en situation de précarité, la Ville, le CCAS (Centre communal d'action sociale) et les associations travaillent de concert pour proposer de nombreux dispositifs et coups de pouces solidaires.

Selon Annie Yague, adjointe au maire, déléguée aux affaires sociales, vice-présidente du CCAS. : « La Ville, CCAS (Centre communal d'action sociale) et les associations sont main dans la main pour intervenir auprès des personnes en difficulté, dans une situation de précarité ou d'urgence sociale. La lutte contre les exclusions et les discriminations est un travail de chaque instant.

Aussi, tous ensemble nous répondons présents, sommes à l'écoute, et imaginons les solutions les plus adaptées. À l'image dernièrement de Gammes, de la Croix rouge et des associations SOS SDF Les Amoureux de la Vie et le Lieux Ressources, avec qui ont été créés de nouveaux services (douches publiques, vestiaires et bagagerie dans le quartier Gambetta, et une cuisine inter-associative dans le quartier de La Pergola), mis en place en ce début d'année.

ECOREPERES

COHESION SOCIALE

La direction de la cohésion sociale forme avec le Centre communal d'action sociale, les deux volets de l'action sociale de la ville de Montpellier. La cohésion sociale est l'interlocuteur privilégié du terreau associatif montpelliérain qui œuvre pour la cohésion sociale. Ce terme recouvre plusieurs axes :

La promotion du droit des femmes

Les politiques en faveur du handicap

La lutte contre l'exclusion et la politique de solidarité

La lutte contre les discriminations

La déclinaison pour Montpellier des objectifs du contrat de ville porté par la Métropole, les 12 quartiers concernés étant tous sur le territoire de Montpellier

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

C'est le guichet unique des Montpelliérains pour avoir accès aux prestations sociales (aides individuelles, assistantes sociales). Le CCAS gère les établissements d'accueil pour personnes âgées et les clubs de l'Âge d'or. Il travaille en complémentarité avec les services départementaux qui sont plus spécifiquement en charge de l'aide aux familles et de la protection de l'enfant. 21800 interventions ont eu lieu en 2015 pour favoriser l'accès aux droits sociaux. (Source : Montpellier Notre Ville janvier 201-)

RESULTATS

UN RECENSEMENT DES ASSOCIATIONS DU TERRITOIRE ŒUVRANT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE CLIMAT EN 2016

ASSOCIATIONS	NOMBRE
GENERALISTES	18
AGRICULTURE	19
BIODIVERSITE	28
BRUIT	1
COOPERATION INTERNATIONALE	6
DECHETS	13
EAU	4
ECOCITOYENNETE	14
ENERGIE AIR	7
MOBILITE	7
PREVENTION DES RISQUES	2
SCIENCES ET TECHNIQUES	5
URBANISME	18
TOTAL	142

Le territoire de la ville et métropole, est caractérisé par une majorité d'associations attachées à protéger la biodiversité. Une présence importante d'associations s'intéressant à l'agriculture se place juste derrière. Puis une forte représentation des associations généralistes sur les thèmes du développement durable suit de très près.

UN PROJET NOVATEUR ET MUTUALISE de cuisine inter-associative ouvert en 2016 dans le quartier Pergola. Trois associations ont uni leurs moyens, via la direction de la cohésion sociale de la ville de Montpellier. (Source : MNV Janvier 2016).

DOUCHES ET BAGAGERIE

Pouvoir prendre une douche, laver son linge, poser son sac ou ses bagages sans risque de les perdre, lorsqu'ils sont tout ce que l'on possède. C'est ce que propose désormais, dans ses locaux l'association GAMMES. Six cabines de douche, mais également des machines à laver et à sécher le linge, un vestiaire d'une trentaine de casiers, des toilettes, un point d'eau sont désormais accessibles librement aux personnes en situation de précarité. Une véritable porte ouverte sur la rue, et un premier accès à l'ensemble des dispositifs proposés par cette association qui œuvre depuis 1976 et qui accueille et réoriente chaque année quelque 3 800 personnes. Conçu pour répondre à la demande des usagers, ces locaux ont la particularité d'avoir mêlé urgence et insertion. Puisque certains éléments (étagères, banque d'accueil...) ont été réalisés dans le cadre d'ateliers d'insertion, mêlant personnel, architectes, bénévoles et usagers. Coût de l'aménagement : 420 000 euros que la Ville a financé, au-delà de ses compétences, à hauteur de 30 000 euros (Source MNV Janvier 2016).

COUP DE MAIN AUX SANS-ABRI

L'unité montpelliéraine de la Croix Rouge propose aux personnes sans abri de les accueillir pour la nuit dans leur local. Il peut loger 25 personnes par nuit qui bénéficient ainsi de sanitaires et douches, mais aussi d'une soupe le soir et d'un petit-déjeuner le matin. C'est un volet de l'action de la Croix-Rouge dans sa lutte contre la précarité (aussi bien sociale que sanitaire ou médico-sociale).

Un volet formation est aussi proposé dans les domaines sanitaire, social et de la sécurité au travail. 3 boulevard Henri IV - 04 67 40 01 97 (Source : MNV Janvier 2016)



Source MNV janvier 2016

DES REPAS SOLIDAIRES

« Faire à manger pour nos amis de la rue » : c'est le leitmotiv de l'association SOS SDF Les Amoureux de la Vie. Tous les lundis soir, derrière l'arrêt tramway Antigone, ses bénévoles distribuent quelque 150 repas préparés par leurs soins. Désormais, grâce à la cuisine mutualisée ouverte dans les locaux des Lieux Ressources de la Pergola, l'association va pouvoir bénéficier de lieux de préparation et de stockage adaptés.

Toujours en recherche de bonnes volontés pour servir, mais surtout préparer les repas, Les Amoureux de la Vie font appel à la générosité pour récolter vêtements chauds et surtout couvertures, à l'approche du froid et de l'hiver. anoukkremerdeau@gmail.com
(Source : MNV Janvier 2016)

SOLIDARITÉS RÉCIPROQUES

L'Accorderie de Montpellier développe un réseau d'échanges de services non monétaires. Chaque « accordeur-e » met à la disposition des autres ses compétences et savoir-faire sous la forme uniquement d'offres de services :

- conseils pour cuisiner, restauration de meubles, apprentissage de sports, de langues... Chaque échange de services est comptabilisé dans une banque de temps, selon le principe « une heure de service rendu vaut une heure de service reçu », quels que soient le service et les compétences exigés.

Contact : 15 rue du Faubourg-de-Nîmes / 07 82 05 19 55 (Source : MNV janvier 2016)

PISTES D'AMÉLIORATION

- Poursuivre les partenariats en lien avec la « générosité sociale » (cf.espace jeunesse)

SPORT POUR TOUS ET SPORT SANTE

ENJEUX

Montpellier, ville sportive pour tous ?

Selon l'adjoint au maire, délégué aux sports et à la jeunesse. Montpellier est une ville sportive et une ville de sportifs très investis.

Notre vie sportive s'appuie en premier lieu sur les clubs et les associations, tous très dynamiques.

Chaque semaine, les associations sportives s'illustrent dans des compétitions, avec de très bons résultats à tous les niveaux, mais aussi dans la découverte d'activités à tout âge, via la pratique amateur. C'est une grande chance que d'avoir autant de passionnés sur notre territoire.

Accompagner toutes les pratiques : la fête des sports permet de découvrir les offres diversifiées des clubs et Associations de la ville.

Pour le Maire de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, pour « partager des instant de convivialité et de découvertes, la ville a mis en place la Fête des Sports qui a eu lieu le 5 juin au parc Montcalm, et a accueilli petits et grands à bras ouverts.. Couplée cette année à une fête du vélo, en attendant le Tour de France en juillet, ce fut un beau moment fédérateur !

Aujourd'hui les Montpelliérains peuvent faire du sport au sein de nos équipements municipaux, mais aussi au cœur de la cité, dans ses grands parcs, sur les berges aménagées du Lez, seuls, entre amis, en famille ou à l'occasion d'événements fédérateurs (Color me rad, Montpellier-Reine, Fête des Sports, Antigone des associations, etc.).

Puissent les vocations sportives se multiplier en cette année où différentes manifestations d'envergure ont fait et feront encore converger les regards vers notre ville et métropole ! »

ECOREPERES

La ville développe et améliore la pratique de plus de 50 disciplines accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations.

Montpellier est classée deuxième ville française la plus présente et la plus performante au sein de l'élite des sports collectifs, après Paris (classement publié par le journal l'Equipe, tenant compte des résultats des clubs de la saison (MNV, février 2015).

En 2016 Montpellier est au 2^{ème} classement des villes les plus sportives de France (24 :02 :2016, Challenge l'équipe) Montpellier et sa Métropole soutiennent plus de 25 clubs de haut niveau.

BLMA : Championne de France + Coupe de France + Trophée des Championnes.

MHB : Coupe de France + Coupe de la ligue 2016

RESULTATS

36 athlètes de l'Hérault étaient présents en août dernier aux JO de Rio et notamment les équipes féminines de basket et de rugby, le MHB masculin, la natation, et le triathlon

En 2016

- Carte Montpellier Sports
- Développement des manifestations sportives : Urban Trail, Beach Masters, Fise, 10 km
- Rénovation des Equipements : 2,4 M euros
- Reconstruction de deux terrains de football (synthétiques Mosson 2) : 1.150 000 d'euros

FISE

Pendant des années, les organisateurs, en lien avec la ville de Montpellier, ont sensibilisé les partenaires, aujourd'hui, la vaisselle jetable a été remplacée par des gobelets consignés.
Déchet / tri Charte de développement durable avec les commerçants

Un point de compression des déchets, qui fonctionne à l'énergie solaire utilisé en 2016 :
(soit 30 allers retours de camions évités, dans le cadre du projet de territoire bas carbone.
› Réflexion sur les circuits alimentaires courts

Les organisateurs se sont aujourd'hui appropriés la démarche, qui de fait est stabilisée et s'inscrit dans la durée.

MARATHON

Gratuité des transports en commun, en partenariat avec TaM

URBAN TRAIL

Organisé par le Montpellier Triathlon, avec comme objectif « Zéro déchets » a été lancé pour cet évènement en 2016

TROIS OBJECTIFS A VENIR CONCERNANT LE SPORT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE :

- De la sensibilisation des acteurs à l'auto-organisation (exemples liés aux événements sportifs)
- Le croisement de la politique municipale avec le développement durable sportif (exemple : minimiser les nuisances urbaines et les déchets : FISE, Urban Trail etc.)
- Proposer un éco-événement comme modèle pédagogique à partager
Développement d'une charte à destination des organisateurs sportifs et culturels

PISTES D'AMELIORATION

- Réaliser une vidéo d'un éco événement type
- Organiser une réunion de partage d'info le service des sports, partageant sa démarche éco responsable avec les autres festivals de la ville (sport et culture) en amont du festival.

LA DYNAMIQUE DES GENERATIONS ET DE L'INTERCULTUREL

ENJEUX

Lutter contre l'isolement des personnes âgées, et favoriser les échanges intergénérationnels, faire vivre le lien interculturel, comme rempart aux idées reçues, autant de défis que la ville de Montpellier appréhende avec créativité.

ECOREPERES

MONDIAL DES CULTURES, LE FESTIVAL POUR TOUS

Montpellier est une ville, dans la société mondialisée, qui au travers des maisons pour tous notamment, aime tisser du lien entre les cultures, la preuve :

Le dimanche 3 juillet de 10h à 23h au Parc Rimbaud, le public a été invité à la 3e édition du Mondial des cultures, un véritable voyage autour du monde.

Cette manifestation est organisée par l'ensemble des Maisons pour tous de la Ville de Montpellier, leurs associations partenaires et le magazine Mama Sound. Au programme des ateliers participatifs, des initiations, des démonstrations, des moments de détente animés et des concerts. Le Mondial des cultures est une passerelle et une mise en lumière de la diversité culturelle. Montpellier.fr

RESULTATS

PLAN CANICULE

Plan canicule, inscrivez-vous au CCAS

Un peu de fraîcheur pour nos aînés

En cas de forte chaleur, une veille climatique est instaurée jusqu'au 31 août afin de protéger les personnes les plus vulnérables. Si la température est supérieure ou égale à 35°C en journée et à 22°C la nuit, durant trois jours consécutifs, le préfet active le Plan canicule. Les personnes fragiles, de plus de 60 ans ou handicapées, peuvent se faire recenser sur le registre du Plan canicule en complétant une fiche d'inscription à retirer au CCAS et dans les clubs de l'Âge d'Or. Cette démarche peut aussi être effectuée par un aidant familial, un proche ou l'ensemble des professionnels de santé.

Ainsi, les personnes les plus isolées vivant à leur domicile, déclarées sur le registre canicule, seront régulièrement contactées par le CCAS même si le Plan canicule n'est pas déclenché.

CCAS - Direction des services d'aide à la personne 04 99 52 77 79 -

canicule@ccas.montpellier.fr montpellier.fr/risquecanicule



Source : MNV juillet 2016

DES RESIDENCES POUR PERSONNES AGEES CLIMATISEES

Chacune des sept résidences gérées par le CCAS est équipée de plusieurs lieux climatisés. Pendant l'été, le niveau de service est renforcé par des agents d'accompagnement pour veiller à l'hydratation régulière de tous les résidents, orienter les personnes à mobilité réduite vers les lieux rafraîchis en cas de forte chaleur, procéder à la fermeture des volets et humidifier l'air ambiant. Dans le cadre du Plan bleu, un protocole concernant la prévention des risques de canicule est également mis en œuvre. (Source MNV juillet 2016)

DES CLUBS DE L'ÂGE D'OR OUVERTS CET ETE

Des clubs de l'Âge d'Or restent ouverts tout l'été permettant aux adhérents de bénéficier d'une offre d'activités et de loisirs mais aussi de la fraîcheur de la climatisation aux heures les plus chaudes de la journée.

Les clubs de l'Âge d'Or ouverts en juillet de 11h à 18h et fermés le samedi : Aiguelongue, Les Aubes, Le Lac, Bégin, Boulet, Galzy, Laure-Moulin, Lemasson, Luis Mariano, Paul-Valéry, Vincent-Scotto, Jacqueline Maillan. Les clubs de l'Âge d'Or ouverts en août de 11h à 18h et fermés le samedi : Baroncelli, Galzy, Laure-Moulin, La Cavalerie. CCAS - Direction de l'Âge d'Or : 04 99 52 77 99

LES INTERGENEREUX

Tous les jeudis, dans le cadre du projet *intergénéreux*, huit jeunes volontaires en Service Civique, viennent passer la journée auprès des résidents de deux Ehpad (Etablissement pour personnes âgées dépendantes) du CCAS



Source : MNV avril 2016

ZAHIA, UN VRAI TALENT

Zahia Elagrari-Kenniche a reçu le prix Talents des quartiers de Montpellier, catégorie association « *Ce prix a été une véritable surprise* », raconte Zahia Elagrari-Kenniche, récompensée par le prix Talents des quartiers organisé par la BGE Montpellier et CitésLab, pour l'association Bien vivre à Aiguelongue (BVA), qu'elle a créée en mars 2015. L'objectif est de fabriquer du lien social entre les habitants avec les structures du quartier. Et c'est avec énergie et détermination que Zahia Elagrari-Kenniche s'est lancée dans cette aventure. À l'image de son parcours. Arrivée en France en 2005, alors enseignante en Algérie, Zahia s'est tout de suite impliquée dans la vie du quartier.

Et n'ayant pu obtenir l'équivalence de son diplôme, elle a passé le CAP petite enfance, le Bafa et le diplôme d'auxiliaire de vie scolaire. Depuis 2010, Zahia anime à l'Apaj, un atelier d'alphabétisation auprès de femmes qui ont manifesté le besoin de bénéficier d'activités. BVA a initié un café des parents, les premiers jeudis du mois de 9h à 11h30. Le prochain a lieu le 7 avril sur le thème : carte scolaire et inégalités. BVA propose aussi de la zumba, de 10h30 à 11h30, les lundis, au local Jacky-Rey. Elle organise des cours de gymnastique, les vendredis de 14h30 à 16h, avec une animatrice d'Hérault-Sport, à l'école Freud. Zahia a de l'ambition pour BVA qui compte déjà 15 bénévoles et 60 adhérents. Elle aimerait créer un projet intergénérationnel et de l'accompagnement scolaire. Souhaitons du succès à cette association et à sa présidente qui fourmille d'idées. bienvivreaaiguelongue@gmail.com

UN RESTAURANT ATYPIQUE

La petite cuisine d'Espiralh est un restaurant associatif participatif, à la fois lieu de rencontre, mais aussi un tremplin vers l'emploi.



Ouvert il y a un an, *La petite cuisine d'Espiralh* est un lieu atypique. Niché au cœur de Celleneuve, ce restaurant associatif est né de la volonté d'une poignée de personnes, menées par Véronique Angevin : « *Nous avons envie de créer un endroit qui serve de lien social et de valorisation des compétences. Quoi de mieux qu'un restaurant ?* ». Aux fourneaux, Adama, Thomas et Rouen préparent un menu différent chaque jour, qu'ils servent tous les midis de la semaine. Une seule table, pouvant accueillir une quinzaine de couverts occupe la plupart de l'espace de ce petit restaurant, permettant ainsi de lier connaissance entre convives. « *Notre démarche, poursuit Véronique, n'est pas de*

former des cuisiniers.

Mais, qu'en employant leurs compétences chez nous, ils entament leurs parcours vers une formation qualifiante. Nous sommes une première étape ». L'aventure a pu démarrer grâce à un don de 120 000 euros d'un particulier.

La cuisine est aussi ouverte aux bénévoles qui peuvent, pour une journée (ou plus), donner un coup de main ou faire découvrir une spécialité. Une autre particularité de l'endroit est que le prix du plat principal est libre, le client détermine ce qu'il veut donner au regard de son budget et du plaisir qu'il a retiré.

Depuis son ouverture, le bouche-à-oreille a fonctionné et le restaurant est plein quasiment tous les jours. Il prépare aussi des plats à emporter pour garnir des buffets lors des manifestations des associations du quartier.

La petite cuisine d'Espiralh - 4 place Henri IV 09 51 33 62 97 - espiralh@gmail.com

(Source : MNV mars 2016)

ECHANGES DE SERVICES

L'association Pacim a mis en place un site internet d'entraide et de services de proximité afin de mettre en relation les habitants du quartier. *L'idée de créer un réseau social de proximité pour les habitants du quartier est née à partir d'un constat : le fossé intergénérationnel s'était creusé* » déclare Catherine Barrière, fondatrice de l'association *Passeurs de cultures, passeurs d'images* (Pacim). L'ethnologue, installée aux Hauts de Massane, cherchait un moyen de remédier à l'isolement sans cesse croissant des personnes âgées. La création d'une plateforme numérique d'entraide s'est très vite imposée. « *Il s'agit de permettre aux habitants du quartier de disposer d'une aide gratuite, amicale et locale* ». Chacun poste une demande ou une proposition de service à rendre sur le site.

Cela va du covoiturage au bricolage, en passant par des cours de langue, du prêt de matériel ou de l'arrosage ponctuel de plantes pendant une absence.

Lancée en juin 2015, la plateforme participative compte aujourd'hui 150 inscrits. Elle a été imaginée par un groupe d'habitants tandis que les élèves des collèges des Garrigues et des Escholiers de la Mosson ont été associés à réaliser le graphisme du site internet. « *Chacun y va de son talent et prend ainsi confiance dans ses capacités à aller vers les autres. Nous avons tous des compétences* » affirme Catherine Barrière qui met en place également des ateliers d'initiation au numérique en direction des seniors du quartier les jeudis après-midi et vendredis matin.

Le réseau social de proximité permet de proposer ou demander des services entre habitants du quartier.

JARDINONS ENSEMBLE

Afin de prévenir les risques liés au vieillissement, Sonia Trinquier, ingénieur agronome et fondatrice de l'association Mosaïque, des hommes et des jardins anime des ateliers gratuits de jardinage adaptés aux seniors âgés de plus de 55 ans : « *Nous nous adaptons aux conditions et fragilités de chacun* ». Ces ateliers sont prévus jusqu'en novembre les :

- lundis de 10h à 11h30 : jardin partagé de la Maison pour tous Méline-Mercouri (Port-Marianne), réservé au couple aidant-aidé Alzheimer ;
 - mardis de 10h à 11h30 : jardin partagé du quartier Lemasson (Croix-d'Argent) ;
 - jeudis de 10h à 11h30 : jardin partagé de la Maison Michel-Colucci (Croix-d'Argent).
- Inscription : 06 10 30 85 47 ou soniatrinquier@mosaiquejardin.org

ENOUAMA TOGO, SIGNIFIE PARTAGE AVEC LE TOGO,

Un nom qui en dit long sur la vocation humanitaire de l'association. Louis, Sacha, Raphaël, Maxime et Manon, cinq amis d'enfance français, et Marcus, leur nouvel ami togolais, l'ont créée en 2013 pour venir en aide à la centaine d'habitants d'Akata-Kanan, village situé dans la région de K'palmé, à 120 km au nord-ouest de Lomé.

À leur actif déjà, en 2014, la rénovation de l'école et des séances de soutien scolaire.

Cet été, ils vont poursuivre leur projet solidaire, afin d'implanter **un panneau photovoltaïque pour un meilleur approvisionnement en électricité du village**, construire des latrines pour améliorer les conditions d'hygiène des habitants et poursuivre les activités scolaires et sportives avec les enfants. Pour

financer ces réalisations, Enouama Togo a levé des fonds, via les réseaux sociaux. Avec un total de 1 960 €, les contributions ont dépassé les espérances. De quoi inscrire l'action de l'association dans la durée. Facebook : [enouamaTogo](https://www.facebook.com/enouamaTogo). Source/ MNV JUIN 2016



PISTES D'AMELIORATION

- Poursuivre le soutien à l'interculturel et la mixité sociale et intergénération

LE SERVICE JEUNESSE : UN TREMLIN POUR L'INITIATIVE ECO CITOYENNE

Le service Jeunesse accueille, dirige et informe les jeunes de 12 à 29 ans, qu'ils soient étudiants, actifs ou demandeurs d'emploi. Mais il se veut aussi un lieu convivial avec en accès libre un cyber-espace qui comprend ordinateurs, wifi, imprimante et photocopieur. Mais aussi un point presse, un espace musique, vidéo et un mur d'expo à la disposition des jeunes artistes.

L'Espace jeunesse accueille également le Conseil CMJ des jeunes, qui est un comité consultatif pour les 16/29 ans, où sont débattues toutes les questions liées à la jeunesse. Une force de propositions pour « le mieux vivre à Montpellier ». Les groupes de travail et le bureau se réunissent régulièrement à l'Espace Montpellier Jeunesse.

ENJEUX



Selon l'Insee, la population plus jeune est de manière plus affirmée localisée dans Montpellier. Au cours de la dernière période intercensitaire, la population de la Métropole de Montpellier rajeunit. Mais ce rajeunissement masque en fait deux tendances territoriales opposées. D'une part, la ville-centre qui, avec sa population étudiante, voit le nombre de moins de 20 ans progresser plus fortement que celui des plus de 60 ans. D'autre part, le reste de la Métropole et de l'aire urbaine où la progression des moins de 20 ans est moins marquée.

L'emploi, les formations et stages, le logement, la mobilité internationale, l'orientation professionnelle, le bénévolat, toute l'information est disponible au sein de l' Espace Jeunesse. Des conseillers sont à l'écoute et aident les jeunes à s'orienter dans leurs recherches.

De nombreux dispositifs ont également été mis en place avec des permanences gratuites et anonymes de professionnels qui interviennent au sein du service, ainsi que les aides financières de la Ville. Vous pouvez retrouver celles-ci dans la rubrique « nos dispositifs ».

ECOREPERES

AIDES AUX JEUNES

Carte Montpellier sport

La carte Montpellier sport permet d'accéder à plus de 50 disciplines encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville et les associations dans le cadre du programme permanent : sports collectifs, gymnastique, musculation, judo, escalade, voile, échecs, VTT, sorties pleine nature, etc.

Aide au permis de conduire et au BAFA

Carole, 27 ans, lauréate de l'aide au permis, agent d'entretien intérieur dans un foyer pour personnes handicapées :

« Dès que je postulais pour un emploi, on me demandait le permis. Je me suis donc inscrite dans une auto-école, grâce à la bourse donnée par la mairie. Actuellement, je suis les cours de code et depuis mon inscription en auto-école, j'ai décroché un contrat emploi avenir. » La Ville de Montpellier octroie également une aide pour financer le Bafa (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur).montpellier.fr

Carte été jeunes

Un passeport vacances est proposé par la Ville de Montpellier.

Pour 25 euros des entrées aux Festivals de Radio France et Montpellier Danse, des activités sportives (jeux nautiques tractés, cinéma, piscine, etc.). Condition : avoir entre 12 et 29 ans, résider à Montpellier, se munir d'une pièce d'identité, d'une photo et d'un justificatif de domicile. Espace Montpellier jeunesse - 04 67 92 30 50

(Source : MNV Janvier 2016)

RESULTATS

Un projet BIJ AXE SUR LE DURABLE A ETE FINANCE en 2016

Un « reportage » sur le partage de l'eau en Afrique du sud de Remi Scotto Di Iguori.

« Suite à l'abolition de l'Apartheid en 1991, l'ANC au pouvoir a défini 3 principes directeurs, afin d'epromouvoir une gestion, non plus de l'offre, mais de la demande, concernant l'eau :

- *La prise en compte d'un manque d'eau au niveau national imposant un partage équitable de la ressource.*
- *L'abolition du droit prioritaire des riverains*
- *Un interventionnisme d'état sur la gestion des hydrosystèmes instaurant un « débit réservé » au besoin des populations, et à la préservation des écosystèmes naturels, afin d'encadrer les transferts inter bassins (RSA, loi sur l'eau de 1998).*

La gestion de la demande à partir des « débits réservés théoriques », a vu s'opposer d'un côté, les groupes écologistes, ou les associations locales d'usagers, protestant contre la hausse du prix de l'eau, et de l'autre, les organismes chargés de la planification des grands systèmes de transferts. Le compromis fragile entre les exigences contradictoires de protection de l'environnement, de compétitivité économique, et de résorption des inégalités, a finalement abouti à la subordination de la protection de l'environnement à des considérations économiques et sociales. Aujourd'hui, de nouveaux projets de transferts massifs d'eau sont à l'étude ».

Exposition photo



Copyright : K. Durand A. Rebelo

L'exposition photo de Kevin Durand et Adrien Rebelo, s'est tenue du 11 au 28 janvier 2016. Les artistes se sont inspirés de leur voyage solidaire au Burkina-Faso qui s'est déroulé en juillet 2014 et de leurs rencontres et échanges avec la jeunesse locale.

Source : MNV janvier 2016

LE CONSEIL MONTELLIERAIN DE LA JEUNESSE

Issus de tous les quartiers de la ville

Plus d'une centaine de jeunes, garçons et filles, issus de tous les quartiers de la ville, siègent dans la nouvelle assemblée 2016, le dispositif a été constitué en 2014. Le mercredi 14 février, dans la salle du Conseil municipal, les membres du CMJ ont pu présenter devant le maire, l'avancée de leurs projets en assemblée plénière.

Au programme des groupes de travail, la mise en place de plusieurs outils d'information jeunesse : comme la création d'une application smartphone ou d'un guide interactif de Montpellier, mais aussi l'organisation de speed-dating entre jeunes et élus de la ville, une sensibilisation au recyclage et à la pollution ou l'organisation d'une exposition d'œuvres d'art en 3D à l'attention du public non-voyant...

Lors de l'assemblée plénière du 14 février, le Maire a d'ailleurs proposé au CMJ de venir dorénavant présenter leurs projets devant les membres du Conseil municipal de la Ville.

Source : MNV avril 2016

PISTES D'AMELIORATION

- Mise en place de BIJ et de BAJ climat et développement durable
- Mise en place de projets en lien avec le CMJ de solidarité et d'agriculture urbaine envers les personnes sans-abris, à l'étude.

LES MAISONS POUR TOUS



ENJEUX

Les 22 Maisons pour tous réparties sur tout le territoire de la ville sont le lieu privilégié pour les habitants des quartiers, permettant autant de possibilité de se rencontrer, de découvrir, de se cultiver, de s'initier à de nombreuses pratiques artistiques, sportives, ludiques.

ECOREPERES

22 équipements dans tous les quartiers de la ville de Montpellier.

Des espaces pour rencontrer l'art

Des espaces pour les associations

RESULTATS

L'éco responsabilité fonctionne dans les Maisons pour tous (tri sélectif, éco cups...).

Afin de faire le bilan annuel de toutes les activités mises en œuvre en lien avec les thèmes du développement durable, le nouvel outil de bilan prend en compte l'intégration des enjeux du développement durable dans les plans d'action des Maisons pour tous :

- *Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère,*
- *Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources,*
- *Epanouissement de tous les êtres humains,*
- *Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations,*
- *Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.*

Un bilan annuel des actions de développement humain durable se met en place.

PISTES D'AMELIORATION

- A l'issue du bilan 2016, des pistes de travail nouvelles seront co construites

AMELIORER LA VIE SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

ENJEUX



Prises de vues avant de reproduire les silhouettes sur format A3.

Aujourd'hui, le handicap ne se cache plus, il s'accompagne, avec générosité. Le centre de loisirs Les Aiguerelles travaille sur le thème du handicap. Des silhouettes géantes fleuriront bientôt sur les murs de la ville. L'enjeu de la ville accessible se joue aussi à travers l'évolution des mentalités.

ECOREPERES

ACCESSIBILITE

Le rapport 2014 de la Commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées est en ligne sur montpellier.fr

Il donne l'état d'accessibilité du cadre bâti dans la ville. 27 000 personnes handicapées (toutes formes de handicap) vivent à Montpellier soit 10,15% de la population.

(Source MNV Février 2016).

RESULTATS

LE CENTRE DE LOISIRS LES AIGUERELLES : SENSIBLE AU THEME DU HANDICAP.

Il le prouve une fois encore avec le projet « Intouchable liberté » piloté par Chaïb Attalbioui. L'animateur éducateur mène avec un groupe d'enfants un travail graphique autour du handicap. Il s'agit de créer des affiches géantes de silhouettes de personnes handicapées pour ensuite les apposer sur les murs de Montpellier. Une idée qui a séduit la Ville qui appuie cette démarche.

« Nous voulons interroger notre propre attitude face au handicap au travers de scènes d'improvisation, explique Chaïb. Nous prenons en photo des personnes en situation de handicap, qu'elles soient en fauteuil roulant ou bien avec un chien-guide d'aveugle. De ces photos, nous en tirons des silhouettes grandeur nature. C'est une technique de street art que nous nous approprions ».

TRAVAIL ET HANDICAP

Crée en 2013, l'ARESAT LR comprend 38 ESAT (Etablissements et Services d'Aide par le Travail). « Leur but est de se fédérer pour remporter des marchés publics et faire connaître leurs activités : viticulture, agroalimentaire, production technique, blanchisserie industrielle, mise sous pli, manutention, espaces verts etc. encore insuffisamment connu du public et des acheteurs potentiels » explique Michel Coudrey, président de l'ARESAT LR. Les ESAT permettent à des personnes handicapées d'accéder à l'emploi et de vivre pleinement leur citoyenneté. (Source MNV Janvier 2016)

HANDICOM ET HANDIJOB

Parce qu'il est primordial que chacun comprenne et accepte la différence, le salon Handi'com propose chaque année trois journées de sensibilisation en partenariat avec les associations. Cette opération a pour but, par le biais de spectacles, de conférences et d'ateliers, de mieux appréhender le handicap.

Soutenue par la Ville de Montpellier, la journée HandiJob est un forum Emploi Handicap pour, entre autres, mettre en relation directe des personnes possédant le statut de travailleur handicapé avec des entreprises. (Source MNV Janvier 2016)

REPRÉSENTER TOUS LES HANDICAPS

Le Comité de liaison et de coordination de personnes handicapées et malades chroniques (CLCPH) regroupe une soixantaine d'associations représentant l'ensemble du handicap moteur, sensoriel, mental, psychique, etc.

« Nous agissons au nom de toutes les personnes handicapées, indique sa présidente Jocelyne Roche. Chaque handicap a sa spécificité et des besoins différents concernant l'aménagement de l'espace public. Le Comité de liaison est l'interlocuteur des collectivités pour trouver des compromis satisfaisants ». 603 avenue du Pont-Trinquat - 04 67 22 57 13 (Source MNV janvier 2016)

UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ DU RÉSEAU TaM

Les accompagnants des personnes handicapées bénéficient désormais de la gratuité sur le réseau TaM. La personne accompagnée doit être munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tierce personne ».

174 arrêts prioritaires du réseau vont être rendus accessibles aux personnes handicapées d'ici 2018. Ils s'ajoutent aux 531 points d'arrêt prioritaires déjà accessibles.

À noter : la Métropole réalise également, au-delà des obligations réglementaires, la mise en accessibilité des arrêts qui n'ont pas été identifiés comme prioritaires, en concertation avec le Comité de liaison et de coordination des personnes handicapées (CLCPH). tam-voyage.com - 04 67 22 87 87 (source MNV mars 2016)

ENVOL-LEZ VOUS

Course à pied

Rendez-vous est donné aux coureurs le 20 février pour la 1^{re} édition de *EnVol-Lez vous*. Organisée par le Montpellier Athlétic Running Club en collaboration avec l'association EnVol, qui travaille pour l'épanouissement des personnes en situation de handicap, en réalisant leurs rêves sportifs. Cette nouvelle manifestation sportive de 11 km sur Montpellier, le long du Lez, sera couplée à des compétitions pour les personnes en situation de handicap. Une partie des recettes sera reversée à EnVol afin de financer du matériel et des sorties. marc-athletisme.org (Source MNV Février 2016)

PISTES D'AMÉLIORATION

- Poursuivre l'accessibilité.

L'EGALITE FEMMES HOMMES / LA VILLE MOBILISEE

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, une campagne d'information a été menée en direction des victimes de violences conjugales ou intraconjugales.



(Source MNV Janvier 2016)

L'ASSOCIATION TIN HINAN est un lieu d'émancipation des femmes de la Paillade. *Il offre aux femmes des formations en langue française et des possibilités de participation à la vie citoyenne ».*

EGALITE FEMMES HOMMES

Pour la Journée internationale des droits des femmes, la Ville de Montpellier et ses partenaires ont organisé une série de manifestations. Avec notamment, le 8 mars à 19h à l'hôtel-de-Ville, une exposition conférence portant sur l'égalité professionnelle réalisée par l'Institut de promotion de l'égalité professionnelle. La visite a été enrichie de témoignages de femmes entrepreneurs de la Métropole labélisées French Tech, dont Maryam Bini, co-fondatrice de Soledge et Magali Dutilleux, dirigeante de Let's Comm to the World. Le 12 mars, à la salle Rabelais, a eu lieu la projection de courts-métrages.

Des spectacles, des lectures, et autres événements ont également été organisés dans les Maisons pour tous, le réseau des médiathèques et le cinéma Nestor-Burma. Pour sensibiliser à la nécessaire défense du droit à l'avortement deux courts-métrages ont été proposés et suivis d'un débat, Salle Rabelais, le 12 mars 2016

(Source : MNV Février 2016).

PISTES D'AMELIORATION

- Poursuivre et viser l'égalité réelle, factuelle.

LE RENOUVELLEMENT URBAIN, UN PROJET DE LONG TERME

ENJEUX

La loi de transition énergétique promulguée le 17 août 2015, fixe les objectifs de la transition énergétique. Les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de 40% à l'horizon 2030 et divisées par quatre d'ici 2050. La consommation énergétique finale sera divisée par deux en 2050 par rapport à 2012 et la part des énergies renouvelables sera portée à 32% en 2030.

Le texte met l'accent sur la rénovation thermique des bâtiments et la construction de bâtiments à haute performance énergétique. Afin d'atteindre l'objectif de 500 000 rénovations lourdes par an d'ici 2017, des dérogations aux règles d'urbanisme vont, par exemple, être prévues pour les travaux d'isolation par l'extérieur. En outre, dans les copropriétés, les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique sur les parties communes seront soumis à un vote à la majorité des voix exprimées (et non plus à la majorité des voix de tous les copropriétaires).

ECOREPERES

Retrouvez les enquêtes publiques et les concertations concernant la ville de Montpellier.



Lien : <http://www.montpellier.fr/382-enquetes-publiques-concertations.htm>

RESULTATS

LES PROJETS GRAND CŒUR 2016

- La montée en puissance de la campagne de « Requalification des devantures commerciales » (subventionnement à 50% HT des travaux de rénovation des devantures commerciales), avec un événementiel à venir à l'automne dans le but de valoriser les commerces du cœur marchand...
- Le bouclage de la ligne 4 inaugurée le 1^{er} juillet
- Les travaux de rénovation de l'avant place du Peyrou dans le cadre du programme pluriannuel de travaux avec notamment la rénovation des sols de la Place Royale
- Les OPAH-RU qui se poursuivent avec en fin d'année le lancement d'un nouveau périmètre d'OPAH-RU toujours autour de Gambetta-Figuerolles-Clemenceau + Nord Ecusson.
- Les travaux de démolition des Halles Laissac et la reconstruction de nouvelles halles pour étendre le cœur marchand,
- L'entrée en vigueur du nouveau plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) permettant une réhabilitation et valorisation du patrimoine, tout en l'adaptant à la vie d'aujourd'hui et de demain.

- Installation du mobilier urbain sur le bd du Jeu de Paume en concertation avec les populations, pour favoriser l'animation et l'appropriation par les habitants et usagers,
- L'implantation de nouveaux commerces (bd du Jeu de Paume, rue du Fbg du Courreau...) pour diversifier l'offre commerciale et l'étendre sur les faubourgs
- Des réunions publiques à chaque projet pour être au plus près des habitants de chaque quartier et les faire participer aux décisions et aux changements de leur environnement proche, pour qu'ils soient aussi acteurs
- Une démarche de « co-construction » pour la réfection de la Grand Rue Jean Moulin avec les commerçants et acteurs de la vie économiques, et en partenariat avec la CCI, pour un projet de qualité et pouvant maintenir l'activité au mieux durant les travaux,
- Une démarche de plan d'action par quartier sur l'ensemble des quartiers de la Ville permettant d'améliorer le confort des piétons et les liaisons douces
- Une nouvelle campagne de ravalement sur le quartier historique de Celleneuve,
- Des échanges autour des installations de câbles téléphoniques et internet en centre-ville, pour un meilleur dialogue entre les acteurs privés et la collectivité dans un souci d'amélioration du patrimoine architectural et urbain

UN PLAN D' ACTIONS POUR UN CENTRE-VILLE DYNAMIQUE

Un périmètre choisi qui englobe le centre médiéval (Écusson), les faubourgs, le quartier d'Antigone et qui compte quelque 83 000 résidents.

Énumérant chacune des actions, des aménagements, des réalisations futures ou mise en chantier depuis 2014 par la Ville, qui ont pour finalité d'améliorer le cadre de vie des Montpelliérains et d'agir en faveur du commerce, de l'emploi et du logement.

Un premier domaine d'action vise à améliorer la qualité de vie sur le secteur. Avec des interventions multiples sur la circulation, le stationnement, la propreté, la sécurité, l'équité commerciale, la qualité paysagère et patrimoniale, la coopération des habitants et des entreprises à la construction de *la ville durable de demain*.

Parallèlement **de grands aménagements urbains, sobres et durables** sont menés par la Ville : des projets de rénovation, restauration, reconversion de grands sites et équipements, ainsi que des aménagements de voirie, le bouclage de la ligne 4, la réalisation du nouveau centre d'art contemporain, ou encore du quartier Nouveau-Saint-Roch.

Autre volet d'intervention, celui plus spécifiquement axé sur le développement commercial, sans oublier l'animation et les différents événements culturels et sportifs que compte Montpellier.

« Grâce à ce plan d'actions, par une série d'interventions sur l'espace public, la reconquête des bâtiments publics, et en promouvant notre commerce de proximité, nous stimulerons notre cœur de ville et donnerons toute son envergure à notre Métropole ! » a expliqué le Maire (extraits mnv mars 2016).

SECTEUR SAUVEGARDE : REVISION DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR (PSMV) DU SECTEUR SAUVEGARDE.

Parole aux citoyens jusqu'au 12 mai 2016

Comme le souligne l'élue à l'urbanisme, « Le centre ancien de Montpellier, bien que très marqué par le classicisme des XVII^e et XVIII^e siècles, a conservé de nombreux édifices médiévaux. Un patrimoine exceptionnel à protéger. C'est en ce sens qu'un secteur sauvegardé a été créé dès 1967. Son périmètre a été étendu en 1981 et 2001, pour autant, aucune révision du PSMV n'avait eu lieu depuis son approbation par le Conseil d'État en 1977. Il devenait donc indispensable d'agir, afin d'accompagner le développement et la revitalisation du cœur de ville, tout en respectant son identité et son patrimoine. Dès 1999, la Ville a donc affirmé sa volonté de « dépolssiérer » ce PSMV vieillissant, afin de ne pas voir le centre-ville se transformer en musée à ciel ouvert.

L'élaboration de ce projet a été confiée par la Direction régionale des affaires culturelles à l'architecte Alexandre Melissinos en 2007. Pendant six ans, il a visité la quasi-totalité des immeubles, établi un état des lieux du patrimoine existant et ainsi défini des règles adaptées immeuble par immeuble sur la base de leur intérêt patrimonial (immeubles à conserver, pouvant être maintenus ou remplacés, parties d'immeuble devant être démolies...) mais aussi sur les espaces libres et végétalisés. Ce nouveau document a été consultable jusqu'au 12 mai dans le cadre d'une enquête publique à l'hôtel-de-Ville, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 (sauf le jeudi jusqu'à 19h). Dossier également consultable sur les sites de la Préfecture de l'Hérault (herault.gouv.fr), de Montpellier Méditerranée Métropole (montpellier3m.fr) et de la Ville de Montpellier ».(montpellier.fr) (Source : MNV mai 2016).

UN QUARTIER ACCESSIBLE ET APAISE DANS LE PLUS GRAND ESPACE PIETONNIER D'EUROPE

L'attractivité et la dynamisation du centre-ville passent par son accessibilité. Grâce au bouclage de la ligne 4, inauguré le 1er juillet, le tramway irrigue à présent la totalité du quartier, notamment le nord-ouest de l'Écusson, contribuant ainsi au dynamisme de ce secteur. Les quatre lignes forment un réseau cohérent de 60 km, dont le centre est situé au pôle intermodal Saint-Roch, à la sortie de la gare SNCF, par laquelle transitent 2 millions de passagers chaque année.

L'accessibilité du quartier, c'est aussi 350 vélo Maggs disponibles dans le quartier, quinze parkings répartis dans les faubourgs et l'Écusson, dont le nouveau parking Saint-Roch et les voitures Modul'Auto en auto partage.

L'attractivité du centre-ville passe aussi par un quartier apaisé. En écartant les voitures en transit vers la périphérie, la piétonisation se poursuit. Après le pont de Sète et le parvis de la gare, viendront, en concertation avec les habitants, la piétonisation du secteur Broussonet/Henri IV, ou encore celle de la rue Daru. Avec le plus grand espace piétonnier d'Europe, les modes de transports doux prennent alors toute leur place dans cet espace public libéré de l'automobile.

PETIT BARD, UNE RÉUSSITE !

156M € C'est le coût global du projet de transformation du quartier du Petit-Bard : 47 millions investis par les collectivités territoriales dont 37 millions par la Ville de Montpellier, 33 millions par l'ANRU et 6 millions par l'ANAH.

Le plan de sauvegarde a permis de redresser la copropriété, grâce notamment aux financements de la Ville. En 2000, le Petit Bard est une grande copropriété privée dégradée de 812 logements (7 bâtiments). L'endettement de 2,5 millions d'euros et une mauvaise gestion ont entraîné une dégradation des bâtiments et des conditions de vie des habitants. En 2004, un incendie survient dans le bâtiment A. La Ville de Montpellier prend alors plusieurs mesures d'urgence : relogement des familles concernées, mise en demeure de l'administrateur d'exécuter des travaux d'urgence, versement d'une avance financière remboursable de 250 000 €. Puis elle décide de requalifier en profondeur ce quartier pour améliorer les conditions de vie des habitants et revaloriser son image.

AMELIORATION DU CADRE DE VIE DES HABITANTS

Signé en 2007 et prorogé jusqu'au 31 décembre 2015, le Plan de sauvegarde du Petit Bard a permis grâce aux financements conjoints de l'ANAH, du Conseil départemental, de la Métropole, de la Ville de Montpellier et des copropriétaires d'apurer la dette de l'ancienne grande copropriété grâce à l'action de l'administrateur provisoire ; de scinder l'ancienne copropriété en 7 petites copropriétés de 40 à 80 logements plus facilement gérables ; de prévenir les impayés de charges suite à l'implication du syndic FDI ; de réhabiliter les parties communes des copropriétés conservées soit 365 logements par la reprise de l'étanchéité des toitures, l'isolation thermique des façades et des logements (changement des fenêtres et portes palières) et l'individualisation des compteurs d'eau et des chaudières. Cela a permis de réduire de manière très significative les charges et d'exercer un meilleur contrôle des

consommations, réduisant ainsi la facture énergétique des ménages. Des actions ont été menées dans le cadre de la Politique de la Ville pour accompagner les résidents dans l'appropriation de leur résidence réhabilitée et la clarification des rapports propriétaires - locataires. (MNV Février 2016)

DES AIRES DE JEUX POUR LES ENFANTS

Dans le cadre du Projet de rénovation urbaine, le quartier Petit-Bard se dote d'un parc équipé de deux aires de jeux et d'un plateau sportif public.

« *C'est une opération d'envergure !* », annonce Max Lévi, premier adjoint au maire et président de la Serm. Dans le cadre du Projet de rénovation urbaine (PRU) du quartier Cévennes, il a, le maire de la Ville de Montpellier, président de Montpellier Méditerranée Métropole et le préfet de l'Hérault, inauguré le 20 janvier dernier de nouveaux espaces publics de détente et de convivialité à proximité des écoles destinés aux habitants toutes générations confondues. « *Je remercie les mamans et les parents d'élèves de l'école avec qui nous avons eu des échanges avisés pour que nos enfants jouent en toute sécurité,* souligne le maire. *Ces jeux sont pour les enfants, car l'avenir se construit avec eux* ».

LA RUE RIMBAUD REPENSEE

La rue Rimbaud a changé de physionomie grâce aux travaux entrepris par la Ville de Montpellier. La rue Paul-Rimbaud, dans sa portion comprise entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis, a été réaménagée par la Ville de Montpellier dans le cadre du projet de rénovation urbaine (PRU Cévennes Petit-Bard-Pergola). Les travaux avaient commencé en septembre 2014, puis repris en mars 2015 pour s'achever le 18 décembre 2015. « *La rue Rimbaud est le trait d'union entre le Petit-Bard et la Pergola. Son aménagement donne une nouvelle physionomie à ce quartier et contribue à en valoriser l'image* », explique l'adjoint au maire délégué au quartier Cévennes. *Ces travaux de réorganisation de l'espace public apportent aux habitants plus de confort et de sécurité* ». Sur cette voie à double sens ont été aménagés des places de stationnement longitudinales, une piste cyclable sur la rive nord de la rue, côté Pergola, des trottoirs plus larges accessibles aux personnes à mobilité réduite, des alignements d'arbres de grand développement pour le confort d'été et la qualité paysagère. Pour la sécurité des enfants et des piétons, le parvis du groupe scolaire Petit-Bard a été élargi avec mise en place d'un dépose-minute et d'un plateau surélevé. L'aménagement de la rue Rimbaud a rendu les itinéraires piétonniers plus confortables et permis de développer la mobilité douce grâce notamment à la piste cyclable. Une ambiance plus agréable et plus sécurisante pour les riverains.

LES GRANDES LIGNES DU RENOUVEAU DE LA POMPIGNANE



Un grand espace public central accessible, avec une architecture de qualité
(Source MNV mars 2016)

RENOVATION DE LA POMPIGNANE

Réunion publique

En réunion publique de concertation, le 12 février, à la maison pour tous George Sand, le maire a présenté les grandes lignes du renouveau de la Pompignane. La Ville a engagé un processus de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et a convié les Montpelliérains à s'associer au projet lors d'une réunion publique de concertation, le 25 mai à la Maison pour tous Méлина-Mercouri.

Les objectifs : garantir la mixité urbaine et sociale, développer les liens avec le reste de la ville, renforcer l'urbanité (grâce aux espaces publics, aux formes urbaines, aux équipements publics et à l'offre commerciale), préserver l'équilibre d'un quartier existant et affirmer son identité par la valorisation du paysage. Le dossier et un registre d'observations ont été mis à la disposition du public à la mairie, du 6 juin au 6 juillet. montpellier.fr (Source MNV mai 2016)

PISTES D'AMELIORATION

- Poursuivre les projets en cours

POUR CONCLURE

Le concept de développement durable n'est pas la panacée. Mais il est possible de le rendre très vivant, on peut par exemple plutôt parler de Développement Humain Durable. Si certains estiment que le développement durable ne constitue qu'un concept galvaudé aux contours trop larges, synonyme de contraintes et de surcout, d'autres ont démontré de façon pragmatique qu'une méthode s'appuyant sur l'expérience vécue, les compétences exercées et leur évaluation permettait de déboucher rapidement sur un plan d'action très opérationnel.

C'est en tous cas ce que la ville essaie de démontrer au quotidien, au travers d'une multitude d'initiatives, qui réunies, participent à faire émerger la ville post-carbone, à haute qualité de vie pour tous, et bien sûr, une ville végétale et basse consommation d'énergie, et de ressources en général, bref un territoire adapté aux changements climatiques. En toile de fond un nouveau modèle économique émerge, celui de l'économie symbiotique, autrement dit d'une économie qui se réinscrit dans les limites du vivant (économie circulaire, de la fonctionnalité...).



Source : pro.com/piliers-du-developpement-durable-1066

ANNEXES



Charte d'adhésion à la marque Imprim'Vert®



Nom de l'entreprise Ville de Montpellier
 Adresse 1 Place Georges Freche 34293 Montpellier cedex 2
 N°SIRET 213 401 222 01282
 Activité : offset feuille, offset rotative, héliogravure, numérique, sérigraphie, flexographie
 Effectif du site 9

Je soussigné M/Mme Mr. LEVITA m'engage à

- ☒ Respecter le cahier des charges Imprim'Vert®
- ☒ Chaque année entre le 1^{er} novembre et le 31 mars, transmettre au P2i, via la plateforme internet www.imprimvert.fr, l'ensemble des pièces justificatives sous format électronique prouvant le respect des critères du cahier des charges en remplissant la déclaration de déchets et le tableau de suivi des consommations énergétiques.
- ☒ Tous les 3 ans, recevoir, dans le cadre du suivi de cette action, le référent Imprim'Vert® afin de valider ma situation environnementale, suite aux évolutions du cahier des charges de la marque Imprim'Vert®.
- ☒ Régler conformément au règlement d'usage de la marque un droit d'usage annuel correspondant à la participation aux coûts de gestion.
- ☒ Promouvoir et valoriser la marque Imprim'Vert® auprès de mes clients notamment dans le respect du règlement d'usage et de la charte d'utilisation des logos de la marque.

Par ailleurs, j'atteste ne pas faire l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure au titre de la préservation de l'environnement.

Si cette situation venait à changer, je m'engage à en avertir mon référent Imprim'Vert® et à lui remettre un plan d'actions et un calendrier de mise en conformité. Le comité d'attribution de ma région en liaison avec le P2i se réserve le droit de suspendre l'obtention de la marque par mon entreprise pendant la période de mise en conformité et/ou de radier mon entreprise de la liste des titulaires de la marque.

J'autorise la diffusion de mes coordonnées sur le site internet national Imprim'Vert® ainsi que sur les sites internet des partenaires.

Je reconnais avoir pris connaissance qu'un manquement à ces engagements entraînera le retrait de la marque, et l'interdiction de l'usage des logos.

Fait à Montpellier, le 19/11/2011

Signature et cachet de l'entreprise

M. LEVITA
Adjoint au Maire



Le Président



Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER

Affaire suivie par C. Thibault
☎ : 04 67 72 72 07
N°Réf. : CTAT
Objet : marque Imprim'vert

Montpellier le mardi 24 mai 2016

Monsieur le Maire,

Le Comité Technique Régional s'est réuni pour examiner votre demande d'attribution de la marque Imprim'vert.

Votre dossier a reçu un avis favorable de l'ensemble des partenaires.

Aussi, j'ai le plaisir de vous adresser ci-joint votre diplôme « Imprim'vert » valable pour l'année 2016. Je tiens à vous féliciter pour votre implication dans la réduction des impacts environnementaux dus à votre activité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma parfaite considération.

PJ : 1 diplôme

Claude LOPEZ

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'HERAULT

Siège administratif : 154 rue Bernard Girardeau, CS 59999 - 34157 Montpellier Cedex 4 ☎ : 04 67 72 72 00 - ☎ : 04 67 72 72 23
tenje de Béziers : 218 rue Max Jacob, ZAC de Montmaran, CS 646 - 34536 Béziers Cedex ☎ : 04 67 62 81 40 - ☎ : 04 67 62 81 41
tenje de Clermont-Hérault : 3 avenue Raymond Lacombe - 34600 Clermont-Hérault ☎ : 04 67 88 90 80 - ☎ : 04 67 88 90 84
tenje de Lunel : Pôle Via Innovis, 177 B avenue Louis Lumière, ZA Espace Littoral - 34400 Lunel ☎ : 04 67 83 49 49 - ☎ : 04 67 83 49 44
Internet : www.cma-herault.fr - Courriel : chambredemetiers@cma-herault.fr - Twitter : @artisanat34



